

École de politique appliquée  
Faculté des lettres et sciences humaines  
Université de Sherbrooke

Version finale du projet de mémoire  
Le rapprochement russo-turc en Syrie : Analyse des tendances probables au Moyen-Orient

Par Jessy Benoit

Destiné à M. Pierre Binette, à M. Mohammed Ourya et M. Sami Aoun  
Professeurs à l'École de politique appliquée

Sherbrooke,  
8 mai 2019

## Table des matières

Introduction .....	5
Chapitre I : Revue de la littérature .....	7
1. Le printemps arabe syrien et les conséquences politiques .....	8
2. L'implication des groupes « terroristes » en Syrie.....	10
3. La politique étrangère américaine et la Syrie sous Obama .....	12
4. Le modèle « turc » en Syrie .....	14
5. L'implication politique et militaire de la Russie en Syrie.....	15
6. Le rapprochement russo-turc dans le conflit syrien .....	16
6.1 La rivalité historique entre la Russie et la Turquie .....	17
6.2 L'euroscepticisme et l'anti-américanisme : une motivation pour s'unir.....	18
6.3 La consolidation des alliances entre la Turquie et la Russie.....	21
Chapitre II : Cadre analytique .....	24
1. La méthodologie de la recherche .....	24
1.1 L'ajustement des politiques étrangères en matière de <i>soft power</i> de la Turquie et de la Russie .....	25
1.2 Les reconfigurations et reconsidérations militaires sur le plan du <i>hard power</i> depuis le conflit syrien.....	28
1.3 Les méthodes de la collecte de données.....	30

Chapitre III : Analyse .....	31
1. Les ajustements dans le <i>soft power</i> des deux puissances .....	31
1.1 Le <i>soft power</i> turc avant le printemps syrien .....	31
1.2 Le <i>soft power</i> russe avant la crise syrienne .....	36
1.3 Les politiques culturelles russe et turque avant la guerre en Syrie (1920-2011) .....	44
1.4 Les ajustements turcs et russes en termes de <i>soft power</i> depuis le conflit syrien (2011-2018).....	46
2. Les modifications dans les stratégies <i>hard power</i> .....	59
2.1 la Turquie, <i>hard power</i> et la culture politico-militaire.....	59
2.2 La Russie et le <i>hard power</i> .....	65
2.3 Les enjeux sécuritaires entre Moscou et Ankara avant la guerre syrienne (1945-2011) .	69
2.4 Le <i>hard power</i> du gouvernement russe et turc en Syrie (2011-2018).....	71
Chapitre IV : Discussion .....	80
La convergence des intérêts russes et turcs en Syrie.....	80
Les divergences de vues du conflit syrien entre la Turquie et la Russie.....	81
Les stratégies russes et turques au Moyen-Orient.....	82
Un rapprochement russo-turc en Asie Centrale ?.....	84
La Turquie: l'ami de l'OTAN ? .....	86
Le rapprochement russo-turc : circonstanciel ou permanent ?.....	88

Bibliographie.....	91
Annexe A : Méthodologie du graphique 1 .....	123
Annexe B : Sommaire des dépenses militaires russes.....	127
Annexe C : Sommaire des dépenses militaires turques.....	128
Annexe D : Les relations commerciales entre la Turquie et la Russie de 2009 à 2018 .....	129

## **Liste des graphiques et figures**

Graphique 1 : Guerres civiles, conflits et révolutions arabes sur les plateformes de Radio-Canada (via Eureka.cc) .....	7
Figure 1 : la Russie, la Turquie et le contexte international.....	22
Figure 2 : Le soft power russe et turc avant la guerre en Syrie .....	44
Figure 3 : Les enjeux sécuritaires entre Moscou et Ankara avant la guerre syrienne.....	69

## Introduction

Depuis environ 8 ans, la Syrie est l'objet d'une grande couverture médiatique. En réalité, le pays est toujours en guerre et le bilan des morts continue d'évoluer. L'*Observatoire syrien des droits de l'Homme* a dénombré près de 360 000 personnes décédées (SOHR 2018)<sup>1</sup>. Environ 45 000 personnes seraient mortes sous la torture et 5200 autres auraient été enlevées par le groupe terroriste Daesh (SOHR 2018).

En plus de ces conséquences internes, le conflit a eu de nombreuses répercussions au niveau de la politique internationale. Les organisations terroristes Daesh et al-Qaïda ont commis de nombreux attentats hors territoire syrien, dont celui à Paris ou celui à Istanbul (Le Monde 2015; Figaro 2017). Ces incidents ont eu un impact sur la sécurité intérieure et sur la lutte contre le terrorisme des pays. En matière d'immigration, les États ont également dû s'adapter. L'ONU estime que 5,6 millions de personnes ont fui le pays depuis le début de cette guerre (UNHCR 2018). Ce flux massif de réfugiés a alimenté les débats politiques concernant l'immigration et la gestion des minorités.

En ce sens, plusieurs pays ont décidé d'intervenir en sol syrien. En 2015, Radio-Canada dénombre 40 États qui se sont impliqués militairement ou de façon humanitaire dans le conflit syrien (Radio Canada 2015). Certains pays comme la Turquie et la Russie se sont directement engagés. En février 2018, la Turquie a déployé des militaires au nord-est de la Syrie (International Crisis Group<sup>a</sup> 2018). En mars 2018, l'aviation russe a participé au bombardement de la zone rebelle de la Ghouta orientale (Midi Info<sup>c</sup> 2018).

Au départ, la Turquie et la Russie étaient des opposants militaires et politiques : la Turquie soutenait l'opposition syrienne, tandis que la Russie aidait le régime actuel. Or, depuis 2017, les deux pays signent des ententes de principes, font des déclarations communes, participent à des conférences de paix à propos de ce conflit. On observe une réorientation stratégique en Syrie. En

---

<sup>1</sup> Plus précisément, il s'agit de 353935 individus morts sur le territoire syrien entre le 15 mars 2011 et le 15 mars 2018.

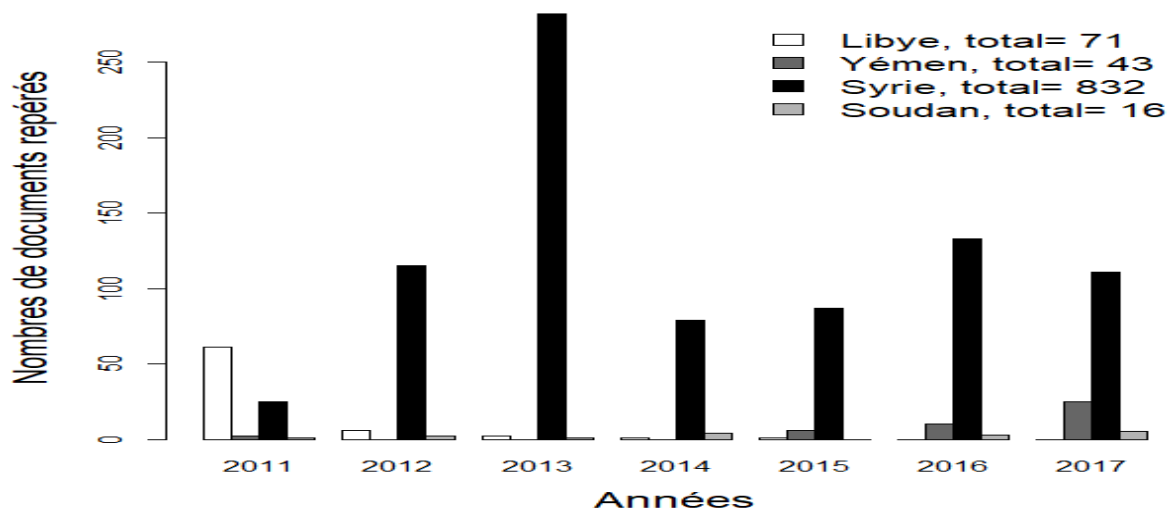
plus, nous pouvons observer des dérives autoritaires en Russie et en Turquie depuis les dernières années. Il est donc légitime de se poser la question suivante : est-ce que le rapprochement turco-russe en Syrie correspond à un ajustement stratégique au Moyen-Orient ?

Premièrement, une revue de la littérature sera présentée. Il sera d'abord question des événements critiques du conflit syrien, c'est-à-dire le Printemps arabe, l'arrivée des groupes terroristes, l'implication des puissances régionales et enfin le rapprochement russo-turc. Deuxièmement, la méthodologie de la recherche sera explicitée. L'analyse comparative servira de cadre théorique à la recherche. À cet égard, deux éléments de comparaison seront utilisés afin de déterminer s'il y a un ajustement des stratégies. Le premier concerne les politiques culturelles, dites de *soft power*. La deuxième comparaison concerne les pratiques *hard power*. Une discussion suivra l'analyse de ces deux éléments.

## Chapitre I : Revue de la littérature

Selon Mathieu Rey, chercheur au Centre national de la recherche scientifique, la guerre civile syrienne est l'un des conflits les plus documentés de l'histoire (Boris 2017). Bien que la guerre perdure depuis plus de 8 ans, comme illustré dans le graphique 1, le conflit syrien a été celui dont on a le plus discuté dans les médias de Radio-Canada<sup>2</sup>. Entre 2011 et 2017, 832 documents étaient associés au conflit syrien sur les plateformes de Radio-Canada. À titre de comparaison, selon les mêmes paramètres de recherche, 43 documents concernaient la guerre civile au Yémen, 16 abordaient le conflit au Soudan et 71 étaient consacrés à la guerre en Libye<sup>3</sup>.

**Graphique 1 : Guerres civiles, conflits et révolutions arabes sur les plateformes de Radio-Canada (via Eureka.cc)**



<sup>2</sup> Recherches effectuées selon une troncature similaire. Concernant le codage, consultez l'annexe A.

<sup>3</sup> La période est précisément du 1er janvier 2011 au 31 décembre 2017. La collecte de données a été effectuée sur Eureka.cc. Pour de plus amples informations concernant la méthodologie de la collecte, consultez l'annexe A.

Ainsi, le conflit syrien est un sujet d'actualité depuis 2011. Pour quelles raisons ce conflit est-il si observé ? En quoi constitue-t-il un événement critique pour le Moyen-Orient ?

À cet égard, la littérature scientifique souligne plusieurs moments importants : le Printemps arabe, la montée des groupes terroristes, le changement dans la politique étrangère américaine, l'implication des puissances régionales et le rapprochement russo-turc en Syrie.

### **1. Le printemps arabe syrien et les conséquences politiques**

Pour Backzo, Dorronsoro et Quesnay (2016), le Printemps arabe a été critique dans la recomposition du Moyen-Orient. Selon Encel (2014), cette expression « Printemps arabe » renvoie à la notion de libération et de réveil. Backzo, Dorronsoro et Quesnay (2016) évoquent l'apparition de *maestria* (oppositions publiques) et de *thawra* (révolutions). Au départ, les manifestants scandaient des slogans prônant la liberté et l'unité. Par exemple, en Syrie, ils demandaient une reconnaissance du gouvernement: « *wahad, wahad, wahad, al-cha'b al-suri wahad* <sup>4</sup> », « *Allah, Surriya, Hurriyya w bass* <sup>5</sup> » (Backzo, Dorronsoro et Quesnay 2016). Une autre motivation de ces protestataires était d'éliminer la corruption (Van dam 2017).

Il faut rappeler que la guerre en Syrie a débuté durant le Printemps arabe. Le 14 janvier 2011, le président tunisien Ben Ali est chassé du pouvoir. Le 11 février, le président égyptien Hosni Mubarak est également retiré de ses fonctions. En Libye, le 15 février 2011, après plusieurs manifestations pacifiques, l'insurrection devient nationale et militarisée (Prou 2013). En Syrie, la contestation débute le 15 mars 2011 à Damas, après que 15 jeunes de Deraa ont été torturés par les services secrets syriens (*moukhabarat*) (CNN 2012).

---

<sup>4</sup> Uni, uni, uni, tout le peuple syrien est uni

<sup>5</sup> Dieu, la liberté, la Syrie et c'est tout !



La Syrie constituait un terreau fertile pour ces idéaux démocratiques. En effet, la grande majorité de la population vivait dans des conditions favorables à la révolte. Par exemple, la communauté kurde avait été mise à l'écart. Le décret 49, rédigé en septembre 2008, lui empêchait le droit à la propriété (Backzo, Dorronsoro et Quesnay 2016). Avant le Printemps arabe, 120 000 Kurdes étaient toujours privés de leur citoyenneté (Backzo, Dorronsoro et Quesnay 2016).

En réalité, peu de Syriens avaient l'occasion de s'exprimer. Un rapport de *Human rights Watch* publié en 2011 classe la Syrie au 165<sup>e</sup> rang sur 175 concernant la liberté de presse. L'index des niveaux de démocratie est également très faible. En 2011, le pays est à 1,6 sur une échelle de 10 (Perspective Monde 2017). À titre d'exemple, les associations et les partis kurdes n'avaient pas le droit de faire référence à leur culture (Backzo, Dorronsoro et Quesnay 2016). Bref, ces violations des droits de l'Homme alimentaient la révolte populaire.

La situation économique était aussi problématique. En 2011, environ 32 % des Syriens vivent en dessous du seuil de la pauvreté (Ajami 2012). Le taux de chômage se chiffre autour de 15 % en 2011 (World Bank Group 2017). Pour les 15 à 24 ans, le taux atteint 35,8 % (World Bank Group 2017). Finalement, il y avait un faible mécanisme de redistribution et une infrastructure sociale quasi inexistante (Châtel 2014, dans Backzo, Dorronsoro & Quesnay 2016; Encel 2014).

Bien que la situation économique et sociale fût propice aux changements, le Printemps syrien n'a pas pu prendre son essor. Entre autres, Encel (2014) remarque une absence de *leadership* dans la contestation. En plus, les revendications étaient plutôt nationales contrairement à une volonté panarabique et panarabique (Encel 2014). La révolte populaire était également désorganisée, car les opposants n'avaient ni un plan ni une stratégie de départ (Van dam 2017). À l'exception de manifestations pacifiques, rien n'a été prévu (Van dam 2017). Ce manque de leadership était particulièrement vrai en Syrie, car il n'y avait aucun parti politique suffisamment fort pour faciliter la transition (Backzo, Dorronsoro et Quesnay 2016).

Enfin, Van Dam (2017) estime que la réponse du gouvernement syrien face à ces manifestations pacifiques était disproportionnée. À titre d'exemple, de la mi-mars à la fin mai 2011, *Human right's watch* comptabilise 887 décès lors de manifestations en territoire syrien (Ajami 2012). Ainsi, chaque manifestation de masse comportait un réel danger (Burdy 2013). Dans ce contexte, une grande majorité de la population syrienne demeurait passive (Burdy 2013). Bref, pour Backzo, Dorronsoro et Quesnay 2016, le Printemps arabe a échoué en Syrie.

## **2. L'implication des groupes « terroristes » en Syrie**

Un autre point critique du conflit syrien est le passage de la révolte pacifique à la lutte armée. Selon Backzo, Dorronsoro et Quesnay (2016), la situation a été bénéfique pour les groupes terroristes plus structurés tels qu'Al-Qaïda et le PKK, puisque le gouvernement syrien a été intransigeant et autoritaire envers les manifestations. En plus, il existait des tensions religieuses en Syrie. En effet, selon Van dam (2017), la religion était un sujet sensible en Syrie. À cet égard, Aoun (2017) affirme que le conflit syrien a exacerbé les loyautés ethniques, sectaires et communautaires. Dans la même veine, Encel (2014) considère que la guerre a accentué le clivage entre les sunnites et les chiites. À titre d'exemple, une *fatwa* d'Ibn Taymiyah circulait dans les zones rebelles (Valter 2017). Cet ancien décret religieux approuvait les meurtres des minorités alaouites, puisqu'elles étaient considérées comme des infidèles à l'Islam (Valter 2017; Ajami 2012). Il faut noter que le gouvernement syrien actuel est composé majoritairement de minorités alaouites (Van Dam 2017). Bref, les différents religieux et le chaos avantageaient les organisations terroristes en Syrie.

C'est dans cette optique que le 17 novembre 2011, les *Frères musulmans syriens* disent vouloir instaurer une démocratie en Syrie (Özcan 2014). Ce groupe était qualifié de terroriste par plusieurs pays dont la Russie (Roy 2013). En 2011, un autre groupe, Jabhat al-Nusra (JN), s'installe en Syrie (Valter 2017). En 2013, cette organisation affiche son alliance à Al-Qaïda (Valter 2017). En juin 2014, l'État islamique revendique à son tour les territoires de la Syrie (Ford 2016).

Les régimes autoritaires arabes ont été souvent perçus comme un rempart contre ces organisations d'extrémistes religieux. Effectivement, Ajami (2012) estime qu'il s'agit de l'un des plus grands enjeux stratégiques du monde musulman: « *[r]eversing Islamist radicalism and of reforming and strengthening the state accross the entire Muslim world [...] is the greatest strategic challenge of the twenty-first century* » (Ajami 2012). Cette importance stratégique est si cruciale qu'il existait un rapport tacite entre les pays arabes et les puissances occidentales. Ces dirigeants pouvaient demeurer en poste à condition de combattre la menace djihadiste (Chabbi 2016). En contrepartie, toute réforme démocratique était évitée (Chabbi 2016). Pour expliquer ce phénomène, Aoun (2013) emploie le terme de l'exceptionnalisme arabe. Bien qu'il ait eu une vague de démocratisation après la chute de l'URSS en 1990, la majorité des pays arabes sont restés autoritaires (Aoun 2013).

Le gouvernement d'Assad en Syrie représentait bien ce modèle. Ce régime était solide et avait l'appui extérieur de la Chine et de la Russie (Bürgi 2013, dans Aoun 2013). Face aux terroristes, le chef de la sécurité nationale syrienne, Ali Mamlouk, vante l'approche « pratique et non théorique » de son gouvernement (Ajami 2012). En réalité, toute opposition à ce gouvernement est l'œuvre de djihadistes (Chabbi 2016). Cette pratique consiste aussi à surveiller systématiquement tous les individus (Backzo, Dorronsoro & Quesnay 2016).

Or, à la suite des revendications démocratiques du Printemps arabe, il devenait embrassant d'appuyer ces régimes qualifiés d'antidémocratiques. En fait, plusieurs intellectuels occidentaux appuyaient ces manifestations (Encel 2014). Certains les comparaient à celles du *Printemps de Prague* de 1968 ou à celles du *Printemps des peuples* de 1848 (Encel 2014; Aoun 2013). Finalement, les observateurs ne croyaient pas à la longévité des régimes arabes en raison des conditions sociales critiques qui perduraient depuis plusieurs années (Encel 2014).

La diplomatie occidentale a donc dénoncé l'autoritarisme des dirigeants arabes. En fait, elle exigeait le départ du clan Assad en Syrie (Van dam 2017). Le 8 juillet 2011, l'ambassadeur américain Robert Ford visite la ville de Homs qui était tenue par les forces rebelles (Van dam 2017). En 2012, la plupart des pays européens rapatrient leurs ambassadeurs de la Syrie. Van Dam

estime qu'en déclarant le gouvernement d'Assad illégitime, l'administration américaine a bloqué les pourparlers (Van dam 2017). En agissant ainsi, il lui était impossible de jouer le rôle de médiateur. Au contraire, ces gestes donnaient une légitimité morale aux mouvements de contestation (Van dam 2017).

Basma Qadmani, une membre de la *Coalition nationale syrienne*, était persuadée que les États-Unis allaient s'engager militairement contre le gouvernement de Bachar al-Assad (Van dam 2017). Le gouvernement américain a maintes fois intervenu au Moyen-Orient sous prétexte de sauver la démocratie (Chabbi 2015). Or, le gouvernement américain avait d'autres priorités.

### **3. La politique étrangère américaine et la Syrie sous Obama**

Le 4 juin 2009, au Caire, le président américain Obama prononce un discours nommé *A new beginning*. Dans ce discours, il réaffirme sa volonté de combattre les islamistes radicaux (Encel 2014). Toutefois, il propose la voie diplomatique et non l'engagement militaire pour y arriver (Encel 2014). En fait, l'opinion américaine était défavorable à toute intervention militaire depuis l'échec de la guerre en Irak. Près de 4000 soldats américains ont été tués lors de ce conflit (Encel 2014).

Cette politique étrangère préconisait les intérêts vitaux du pays (Bréville 2016, dans Chabbi 2016). Cela signifie que les opérations militaires de longue durée doivent être évitées (Chabbi 2016). Au contraire, l'armée doit diriger le retrait, laissant les acteurs locaux au premier plan<sup>6</sup>. Bref, l'armée américaine a opté pour des stratégies moins coûteuses économiquement et politiquement parlant (Chabbi 2016).

---

<sup>6</sup> Cette stratégie est souvent surnommée *lead it from behind*

En mars 2013, le gouvernement américain insiste en vain pour que le gouvernement d'Assad laisse la place à un gouvernement de transition (Roy 2013). Durant l'été 2013, Obama affirme même que le gouvernement syrien avait franchi la ligne rouge après que celui-ci ait commis une attaque chimique contre sa population (Van dam 2017). Le 27 août 2013, le secrétaire d'État John Kerry déclare que les États-Unis ne feront qu'une intervention brève et limitée (L'Obs 2013). Finalement, le gouvernement russe réussit à convaincre son homologue américain qu'un accord sur le désarmement des armes chimiques est suffisant (Van dam 2017). Le 14 septembre 2013, un cadre de référence pour l'élimination des armes chimiques syriennes est élaboré à travers le partenariat américano-russe (ONU 2013, S/RES/2118).

En 2017, les interventions en Syrie suivent encore ces principes de cette politique étrangère. L'armée américaine a équipé et a formé une force locale : la milice kurde avec le *Syrian Train and Equip Program* (Van dam 2017). Concernant les opérations militaires, à l'exception de quelques attaques aériennes contre le régime syrien, l'État islamique était la principale cible américaine (Midi Info<sup>a</sup> 2018).

Pour Van Dam, la faible implication du gouvernement américain en Syrie aurait facilité l'émergence des groupes terroristes islamiques. Il estime également qu'il n'y a pas de joueur dominant dans ce conflit (Van dam 2017). En 2015, il y avait au moins 150 000 insurgés dans 1500 organisations différentes (Lister 2015, dans Van dam 2017). Ainsi, l'implication du gouvernement américain en Syrie a été perçue comme une stratégie de laissez-faire.

Dans une telle situation, d'autres acteurs étatiques ont eu l'occasion de s'impliquer plus activement dans le conflit syrien. À cet égard, Delanoë (2016) présente le conflit syrien comme une rivalité entre des forces infra étatiques, des forces supra étatiques et des puissances régionales. Le Qatar, la Turquie et l'Arabie Saoudite souhaitent instaurer un nouveau gouvernement syrien favorable à leurs politiques étrangères (Baczko, Dorronsoro et Quesnay 2016). Au contraire, la Russie, l'Iran et le Hezbollah soutiennent le régime de Bachar afin de conserver leurs privilèges (International

Crisis Group 2016). Bref, cette guerre est considérée comme une opportunité pour remodeler la Syrie (et la région) selon ses intérêts.

#### **4. Le modèle « turc » en Syrie**

La République de la Turquie a été une source d'inspiration durant le Printemps arabe. Pourquoi y avait-il autant d'engouement pour la Turquie ?

D'un côté, l'État est laïque et est une démocratie parlementaire libérale. L'article deux de sa constitution définit le pays comme un État de droit, social, démocratique et laïc (Öktem 2012). Durant les années 1980, une série de réformes économiques en fait un acteur important au niveau mondial (Çağlar 2003). Biad et Matmami (2013) classent la Turquie comme un pays du BRICS en raison de sa forte croissance. À cet égard, le président Erdogan qualifie son pays de démocratie avancée (Today's Zaman 2011, dans Thowhidul 2016).

De l'autre, l'État turc s'identifie en tant que pays musulman. L'ancien président turc, Adballuh Gül, considérait l'adhésion de la Turquie à l'Union européenne comme une opportunité de donner une voix au monde islamique tout entier (Günay et Kaan 2014). La doctrine d'Ahmet Davutoglu, *zero problem*, mise aussi sur cette proximité religieuse et culturelle (Günay et Renda 2014). Cette politique étrangère préconise la résolution de problèmes, d'où l'expression *zero problem*. En fait, l'approche privilégie le dialogue politique pour régler les conflits, particulièrement au Moyen-Orient (Günay et Renda 2014). Ainsi, comme le résume Thowhidul (2016), la Turquie se présente comme un modèle hybride entre la démocratie et l'islam.

Lors du Printemps arabe, Ankara était donc devant un dilemme : soit rompre diplomatiquement avec ses partenaires économiques et culturels, soit contredire ses aspirations démocratiques. Le pays choisit finalement pour la première option en Syrie. La Turquie a offert son support financier et a servi de quartier général à plusieurs groupes d'opposition (Özcan 2014). En 2013, elle s'est jointe entre autres à *London 11*, un regroupement valorisant une transition démocratique en Syrie

(Van dam 2017). Également, durant cette même année, Ankara fait pression pour une intervention militaire des États-Unis afin de renverser le gouvernement d'Assad (Demiryol 2015). Enfin, en 2015, elle a permis aux Américains d'utiliser la base d'Incirlik contre Daesh (Guihaudis 2016). Finalement, le 15 décembre 2015, la Turquie se joint à une coalition de 34 pays pour combattre ce groupe terroriste (Guihaudis 2016).

## **5. L'implication politique et militaire de la Russie en Syrie**

La Russie a aussi participé activement au conflit syrien. En agissant de la sorte, elle s'est affichée comme un acteur incontournable. À cet égard, Delanoë (2016) soutient que la participation russe en Syrie a pour but de démontrer sa crédibilité et sa fiabilité. Toujours selon cet auteur, il s'agit de la première vraie démonstration politique du pays depuis la fin de l'URSS (Delanoë 2016).

Dès les débuts du Printemps arabe, le 16 février 2011, Sergey Lavrov, le ministre des Affaires extérieures russes affirme que les révolutions sont improductives : « *[c]alls for revolution are counterproductive ... we believe we don't need to impose revolutions on others* ». (Roy 2013). Il justifie sa décision avec une rhétorique juridique : s'interférer dans les affaires intérieures syriennes est injustifiable, puisque la situation ne représente pas un danger pour la paix et pour la sécurité internationale (Roy 2013). Au contraire, selon Lavrov, un changement de gouvernement apporterait le chaos dans la région (Roy 2013).

Diplomatiquement et militairement parlant, le gouvernement russe a été proactif. Fin 2013, le gouvernement russe propose une liquidation de l'armement chimique du gouvernement d'Assad au lieu d'une intervention armée (Choumiline 2016). En fait, le gouvernement russe a bloqué au Conseil de sécurité toute intervention contre le régime syrien (Delanoë 2016). Finalement, le gouvernement russe décide d'intervenir. Le 28 septembre 2015, Vladimir Poutine s'exprime en faveur d'une coalition antiterroriste élargie à l'ONU (Guihaudis 2016). Cependant, Washington refuse de joindre la coalition large contre le terrorisme proposée par la Russie (Levesque 2016). Moscou lance une opération militaire entre septembre 2015 et mars 2016. Sous prétexte de lutte au

terrorisme, elle soutient en fait le régime Assad et s'associe aux milices iraniennes et au Hezbollah (Delanoë 2016).

## **6. Le rapprochement russo-turc dans le conflit syrien**

Comme mentionné auparavant, la Turquie et la Russie étaient des rivaux au début du conflit syrien : la Turquie appuyait l'opposition, tandis la Russie offrait son aide au gouvernement en place.

En plus, la Russie et la Turquie ont eu des crises diplomatiques. En octobre 2012, les autorités turques arrêtent et confisquent du matériel militaire russe dans un avion-cargo. En réalité, l'avion faisait le voyage Moscou-Damas (New York Times, 2012 dans Demiryol 2015). En 2015, l'armée turque abat un avion russe (Radio-Canada 2015). Poutine qualifie immédiatement l'incident de « coup de poignard dans le dos »<sup>7</sup> (Wickett et Parakilas 2016). Le président russe riposte par des sanctions économiques notamment dans le domaine de l'agriculture (Radio-Canada 2015). Quant à elle, la Turquie demande l'aide de l'OTAN (Radio-Canada 2015).

À l'époque, plusieurs observateurs avançaient la possibilité d'une guerre ouverte entre la Russie et la Turquie. En 2016, le groupe d'experts *Chatham House* prédit plusieurs scénarios possibles<sup>8</sup>. Sur les trois, aucun ne mentionnait la possibilité d'une alliance militaire en Syrie.

Pourtant, les deux pays se sont rapprochés. Le 10 mars 2017, des ententes de coordination militaire à propos des attaques en Syrie ont été signées (CNN 2017). En même temps, la Russie a retiré certaines sanctions économiques envers la Turquie (Radio Free Europe<sup>c</sup> 2017). Le 6 mai 2017, la Russie, la Turquie et l'Iran se sont entendus à propos de quatre zones de désescalade en Syrie (Radio Free Europe<sup>d</sup> 2017). Enfin, le 22 janvier 2018, le président Erdogan prétend avoir

---

<sup>7</sup> *Stab-in-the-back*

<sup>8</sup> Publié le 5 août 2016, l'article s'intitule *Transatlantic Rifts Averting a Turkey/Russia Conflict*.



l'autorisation d'attaquer les milices kurdes au Nord-est de la Syrie (Midi Info<sup>b</sup> 2018). Qu'est-ce qui explique ce changement drastique?

Cette rivalité entre les deux puissances dépasse en fait le cadre du conflit syrien. Or, ce contexte politique s'est transformé depuis le nouveau millénaire.

### **6.1 La rivalité historique entre la Russie et la Turquie**

Au cours de l'histoire, les deux pays (autrefois, empires) menaient des guerres entre eux ou par ennemis interposés. En réalité, ces deux puissances convoitaient les mêmes territoires. Par exemple, au début du 16<sup>e</sup> siècle, deux tsars russes, Ivan et son fils Vassili III souhaitaient l'unification des terres russes (Marchand 2015). Or, la majorité de ces terres appartenait à l'Empire ottoman (devenu la Turquie). À partir du 18<sup>e</sup> siècle jusqu'à la fin de l'Empire ottoman (1919), le principal ennemi était l'empire russe (Abdukadyrov 2015). L'Europe des Balkans et l'Asie Mineure étaient dans la mire de cet empire. L'endroit facilitait les échanges commerciaux (Abdukadyrov 2015). En plus de ces rivalités territoriales, les différences religieuses et idéologiques alimentaient les tensions entre les deux entités. Au 16<sup>e</sup> siècle, l'Église russe se proclame le dernier souverain chrétien non soumis aux Ottomans, tandis qu'Ivan IV, le premier tsar se porte garant de la protection de l'unique royaume chrétien (Marchand 2015).

Un autre schisme idéologique s'observe aussi durant la guerre froide. Effectivement, la Turquie était perçue comme un ennemi de l'URSS (donc, de la Russie). Elle est membre de l'Organisation du Traité nord-atlantique (OTAN) (Kaya et Yankaya 2013). Par cette alliance, la Turquie est de facto une menace pour l'URSS (Demiryol 2015). D'autant plus qu'Ankara a permis à Washington d'installer une base militaire sur son territoire (Kaya et Yankaya 2013).

Le coup militaire de septembre 1980 orchestré par le général Kenan Evren a accentué davantage les divergences entre les deux pays. Après ce coup d'État, le principal parti communiste turc, *Türkiye Komünist Partisi* (TKP), est fortement affaibli (Bülent 2006). Certains partisans sont torturés et tués (Bülent 2006). En 1990, le TKP se fusionne avec le *Türkiye İşçi Partisi* (TIP) pour

former le *Turkiye Birlesik Konnist Partisis* (TBKP). Cependant, en 1991, la Cour constitutionnelle de la Turquie interdit ce parti (Bülent 2006).

Ainsi, la Russie et la Turquie s’opposaient du point de vue idéologique et géopolitique. Pourtant, depuis les années 2000, les deux pays entretiennent des relations diplomatiques moins conflictuelles. Deux éléments expliquent ce rapprochement : la perte de confiance envers l’Occident et les efforts de consolidation d’un nouvel ordre mondial non-américain.

## **6.2 L’euroscpticisme et l’anti-américanisme : une motivation pour s’unir**

La Russie et la Turquie s’opposent de plus en plus au monde occidental. Les médias russes prétendent que les peuples occidentaux, particulièrement les Américains, font de la « russophobie ». Ce concept renvoie à la surutilisation d’images négatives de la Russie. Par exemple, il est question de corruption et de violation des droits de l’Homme en Russie (Radio Free Europe<sup>e</sup> 2017). À l’inverse, on omet de discuter des aspects positifs de ce pays (Radio Free Europe<sup>e</sup> 2017). Selon Fabrice Deprez, entre 2013 et 2015, les références à cette *russophobie* ont triplé dans la presse russe (Radio Free Europe<sup>e</sup> 2017).

Selon Vardar (2005), il existe une vague d’euroscpticisme autour de la Turquie. L’adhésion de ce pays à l’Union européenne serait vue comme une deuxième colonisation européenne (Vardar 2005). Enfin, Biad et Matmami (2013) perçoivent un anti-américanisme au Parlement et au sein de la population turque.

Cette contestation s’observe aussi par des prises de position contre Washington. En 2003, les deux pays se sont prononcés contre l’intervention américaine en Irak. Le parlement turc avait refusé à l’armée américaine d’utiliser ses bases militaires (Vérez et Chaponnière 2015). La Russie quant à elle avait qualifié cette opération militaire d’ingérence politique (Binette 2016).

Les révolutions des « couleurs » ont aussi été mal reçues par les deux pays. En fait, les deux gouvernements ont estimé que ces mouvements avaient été dirigés par les États-Unis (Hill et

Taspina 2006, dans Demiryrol 2015). La Turquie craignait une démocratisation trop rapide de ces États. Pour sa part, la Russie considérait qu'il s'agit d'un complot américain (Demiryrol 2015).

Récemment, les deux pays ont eu des altercations diplomatiques avec le gouvernement américain. Le 29 mars 2018, la Russie expulse 60 diplomates américains en fermant le consulat (Le Monde 2018). Pour ce qui est de la Turquie, le 16 mai 2017, le gouvernement américain détient deux gardes du corps du président turc après que ceux-ci sont intervenus dans une manifestation. Comme réaction, le président turc déclare que les autorités américaines ont été agressives et non professionnelles (Radio Free Europe<sup>a</sup> 2017). Également, il affirme que ces actions allaient à l'encontre des règles diplomatiques (Radio Free Europe<sup>a</sup> 2017). Finalement, Washington réplique en affirmant que ces gardes du corps violaient les libertés individuelles, puisqu'ils sont intervenus dans une manifestation pacifique (Radio Free Europe<sup>a</sup> 2017). Bref, les tensions diplomatiques sont palpables avec la puissance américaine.

En ce qui concerne les relations avec l'Union européenne, elles sont également devenues conflictuelles. Pourtant, selon Vardar (2005), rejoindre l'UE était l'objectif officiel turc depuis plusieurs décennies, « toutes les couleurs politiques confondues ». Cette adhésion sous-entend un respect des engagements du sommet de Copenhague. À ce sommet, on mentionnait l'importance des droits démocratiques notamment le respect des droits des minorités ethniques (CVCE 2017).

En ce sens, la Turquie a procédé à de nombreuses réformes législatives. En 2001, la peine de mort est abolie, tout comme l'État d'urgence dans la province du Sud-est (Vérez et Chaponnière 2005). En 2003, certains droits culturels sont attribués à la communauté kurde (Bozmédîr, Mantran et Pérousse N.D.). Finalement, en mai 2004, des législations concernent la liberté de presse et l'égalité entre les sexes (Vérez et Chaponnière 2005). En agissant de la sorte, en 2005, Ankara obtient une ouverture des négociations (Bozmédîr, Mantran et Pérousse N.D.).

Cependant, depuis la dernière décennie, plusieurs décisions vont à l'encontre de cette candidature. Entre 2010 et 2011, le gouvernement turc mène une campagne contre le parti PKK. Près de 8000

citoyens kurdes sont arrêtés, dont des députés du parlement (Kazancigil 2012). Après le coup d'État raté du 16 juin 2016, un décret permet au gouvernement turc de congédier des employés de l'État, avec pour seul motif une possible affiliation à une organisation terroriste (Amnesty International 2017). Amnesty International (2017) estime que ce serait près de 100 000 personnes qui auraient perdu leur emploi. Finalement, 156 médias et 375 organisations non gouvernementales sont fermés après cet événement (Amnesty International 2017).

L'Europe et les États-Unis ont dénoncé cette répression massive. Comme réponse, le 2 août 2016, le président turc affirme que « l'Occident soutient le terrorisme et se range aux côtés des putschistes » (Universalis<sup>b</sup> N.D.). Le 22 mars 2017, il conseille à l'Union européenne (UE) « d'arrêter son attitude hostile envers la Turquie sinon les Européens ne pourraient plus faire un pas dans la rue en sécurité » (Radio-Canada 2017). Quelques mois plus tard, en mai, le président turc lance un ultimatum exigeant la reprise des négociations au sein de l'UE, sinon il annule la candidature du pays (Cyberpresse 2017).

La Russie a aussi connu des différends avec l'UE. En fait, l'annexion de la Crimée en 2014 par la Russie a provoqué des remous. Les pays européens, tout comme les États-Unis, ont sanctionné les proches de Vladimir Poutine en gelant leurs avoirs (Universalis N.D.<sup>a</sup>). Ils ont aussi expulsé la Russie du G8 (Binette 2016). Enfin, le projet d'oléoduc *South Stream* reliant la Russie et l'UE est avorté (Universalis N.D.<sup>a</sup>). Le président russe incombe la responsabilité de cet échec aux pays occidentaux, les accusant de se comporter en empire (Universalis N.D.<sup>a</sup>).

Ainsi, plusieurs séries d'événements reflètent les tensions politiques entre l'Occident et ces deux pays. La Russie et la Turquie se sentent exclues des politiques occidentales.

### **6.3 La consolidation des alliances entre la Turquie et la Russie**

En plus de contester, les Russes tentent de consolider des alliances en dehors de l'Occident. Binette (2016) affirme que l'administration russe recherche le soutien des régimes autoritaires. Elle s'affiche comme une protectrice des pays opprimés par l'Occident (Huvé 2015). Brunat (2013) dit à cet effet que la Russie s'associe à des pays émergents afin de contester les États-Unis.

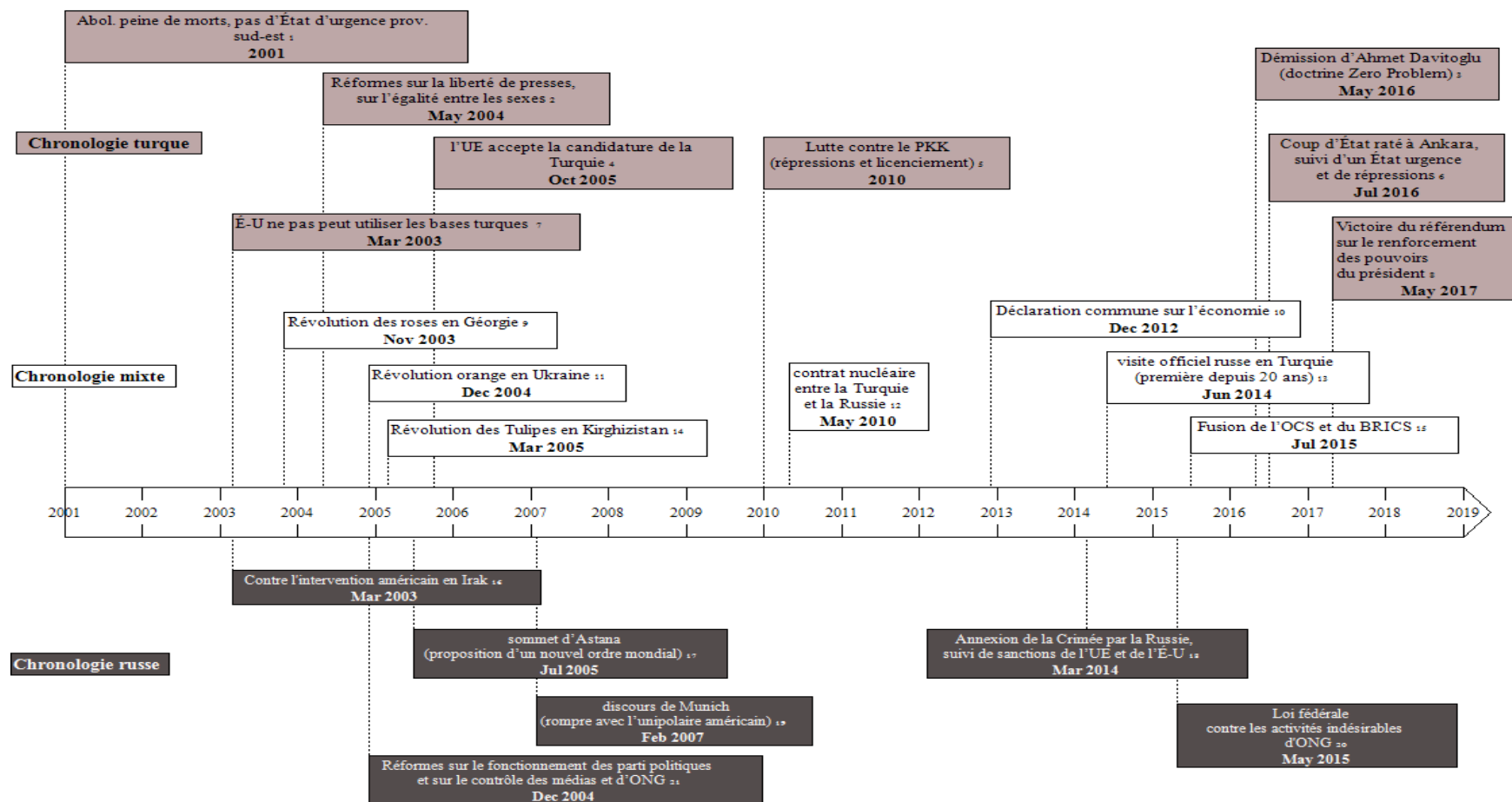
De nombreuses déclarations le prouvent. En juillet 2005, lors du sommet d'Astana, il est question de créer un nouvel ordre international, non occidental (Marchand 2015). En 2007, durant la conférence de sécurité à Munich, Poutine propose de rompre avec l'ordre unipolaire américain (Géronimo 2011, dans Brunat 2013). Enfin, en 2015, durant le sommet du BRICS, les dirigeants déterminent qu'aucun modèle politique ne devrait être imposé (Marchand 2015).

Parallèlement, plusieurs observateurs qualifient l'attitude du gouvernement de l'AKP d'autoritaire. Ce style de gouvernance ressemble de plus en plus à celui de la Russie. Déjà en 2007, Yavuz (2007) observe les tendances autoritaires d'Erdogan qui agit selon lui comme un chef suprême. Pour sa part, Kazancigil (2012) s'interroge sur les agissements nationalistes du gouvernement turc. Déjà en 2012, des rumeurs d'une nouvelle constitution planent. L'une des clauses de cette constitution octroierait des pouvoirs supplémentaires au président turc. En 2012, Kazancigil prédit qu'un tel régime présidentiel ressemblerait à celui de la Russie advenant le cas où il se concrétiserait (dans Marcou & Türkmen 2012). Or, le 21 janvier 2017, le parlement turc adopte cette réforme constitutionnelle (Universalis N.D<sup>b</sup>). Enfin, dans le même ordre d'idées, Ahmet Davutoglu annonce sa démission le 14 mai 2016 (Radio-Canada 2016). On pourrait établir un lien entre cette démission et le virage autoritaire du président. Il faut préciser que Davutoglu est l'auteur de la doctrine *Zero Problem*, privilégiant le dialogue au lieu du conflit armé.

À ce sujet, Aoun (2017) estime qu'un lent partenariat entre l'Iran, la Turquie et la Russie se forme. Pour Verkhovsky (2010), tout gouvernement se positionnant contre les États-Unis peut être perçu comme un allié de la Russie. Demiryol (2015) avance que les deux pays ont le sentiment commun d'avoir été abandonnés comme puissances régionales. Bref, comme illustrés dans le graphique à la

page suivante, les intérêts entre les deux pays semblent être de plus en plus convergents depuis une dizaine d'années. Est-ce que la guerre en Syrie s'inscrit dans cette continuité ? En fait, quelles sont les motivations à intervenir en Syrie pour la Turquie et pour la Russie?

Figure 1 : la Russie, la Turquie et le contexte international<sup>9</sup>



<sup>9</sup> Références à la page suivante

## Références de la Figure 1

- <sup>1</sup> Vérez et Chaponnière 2005
- <sup>2</sup> Vérez et Chaponnière 2005
- <sup>3</sup> Radio-Canada 2016
- <sup>4</sup> Bozmédir, Mantran et Pérousse N.D.
- <sup>5</sup> Kazancigil 2012 dans Marcou et Türkmenn 2012
- <sup>6</sup> Amnesty International 2017
- <sup>7</sup> Vérez et Chaponnière 2005
- <sup>8</sup> Universalis<sup>b</sup> N.D.
- <sup>9</sup> Universalis<sup>a</sup> N.D.
- <sup>10</sup> Demiryol 2015
- <sup>11</sup> Universalis<sup>b</sup> N.D.
- <sup>12</sup> Özcan 2014
- <sup>13</sup> Universalis<sup>2</sup> N.D.
- <sup>14</sup> Özcan 2014
- <sup>15</sup> Marchand 2015
- <sup>16</sup> Binette 2016
- <sup>17</sup> Marchand 2015
- <sup>18</sup> Universalis<sup>a</sup> N.D
- <sup>19</sup> Géronimo, 2011, dans Brunat 2013
- <sup>20</sup> Binette 2016
- <sup>21</sup> Binette 2016



## Chapitre II : Cadre analytique

Le conflit syrien est ponctué de changements importants: le Printemps arabe, l'émergence de groupes terroristes transnationaux, la redéfinition de la politique étrangère américaine, l'implication de puissances régionales et finalement le rapprochement russo-turc. Il est donc justifié de se poser la question suivante : est-ce que ce rapprochement en Syrie correspond à un ajustement stratégique au Moyen-Orient ?

À première vue, puisque la littérature souligne l'importance stratégique du conflit syrien, la Turquie et la Russie ont probablement dû modifier leurs stratégies au Moyen-Orient. Afin de résoudre ce conflit et afin d'atténuer les conséquences politiques et diplomatiques, les deux pays se sont rapprochés. Une analyse exhaustive devra toutefois être faite. Pour y parvenir, deux éléments de comparaison ont été retenus: les ajustements sur le plan du *soft power* (politique culturelle) et les modifications stratégiques en matière de *hard power*.

### 1. La méthodologie de la recherche

Il s'agit d'analyser les possibles modifications des stratégies de la Russie et de la Turquie depuis le conflit syrien. De façon plus précise, le projet de recherche documente et explique les changements en termes de *soft power* et de *hard power*. Pour y arriver, deux courants majeurs seront utilisés, soit l'institutionnalisme historique et l'institutionnalisme sociologique.

Pour ce qui est de l'angle historique, il permettra de repérer des moments critiques dans les décisions des deux gouvernements. À ce sujet, Mamadou et Jenson (2015) affirment que l'approche offre « une conception mi-volontaire, mi-structurelle de la naissance des institutions ». Celles-ci sont « des composantes relativement stables du paysage politique et résultent de trajectoires particulières, de situations critiques et de conséquences imprévues » (Mamadou et Jenson 2015). Pierson (2004) abonde dans le même sens : il affirme que les changements sociaux se produisent lorsqu'il y a une masse critique (*critical mass*). Tranquillement, les changements

s'effectuent (Pierson 2004). Toutefois, après ces moments critiques de l'histoire, un retour à l'arrière s'avère très difficile (Pierson 2004).

En ce sens, chaque enjeu sera divisé en périodes historiques déterminées par la littérature. Ces séparations permettront de soulever les transformations importantes et de suivre l'évolution des pratiques politiques jusqu'au Printemps arabe et à la guerre syrienne. Le conflit syrien (2011-2018) servira donc comme cadre de référence pour l'analyse. En fait, la guerre syrienne sera vue comme la continuité ou la rupture des stratégies russes ou turques au Moyen-Orient. Toutefois, comme le souligne Sanders (2006), le but est d'analyser et non de décrire les événements. Ainsi, le conflit sera l'objet d'une analyse historique.

Concernant l'approche de l'institutionnalisme sociologique, elle s'intéresse à « la création et au développement de modèles de pensée chez les membres » (Mamadou & Jenson 2015). Dans le cas échéant, il sera pertinent d'analyser l'argumentaire des dirigeants russes et turcs. L'accent sera également mis sur les idées socialement légitimes dans les institutions (Mamadou & Jenson 2015).

Puisque la guerre en Syrie a généré de nombreuses déclarations-chocs, l'étude des idéologies s'avère pertinente. À cet égard, Ray (2006) avance que ce sont les interprétations des acteurs lors d'une crise qui sont les plus explicatives. Il importe donc d'étudier les idéologies des partis au pouvoir en Russie et en Turquie, ainsi que les discours des présidents. Encore une fois, l'objectif de la recherche est de tracer l'évolution de ces messages politiques.

### **1.1 L'ajustement des politiques étrangères en matière de *soft power* de la Turquie et de la Russie**

Avant de décrire le premier volet de la question, il serait pertinent de définir le concept de *soft power*. Singh (2010) avance que le *soft power* est la capacité à susciter l'admiration et l'acceptation. Il ajoute que c'est grâce au charme et non par la force que les pays peuvent atteindre leurs objectifs (Singh 2010). Pour Nye (1990), le *soft power* permet de contrôler l'environnement politique en encourageant à répondre ses volontés politiques. Enfin, Cabestan (N.D.) affirme qu'il

s'agit « [d'un] patient travail d'influence, mais aussi d'attraction à la fois culturelle et idéologique ». Pour Baumann (2018), le *soft power* inclut notamment les activités économiques, la diplomatie, les médias d'information et la culture.

À cet égard, comment les deux pays utilisent-ils leurs politiques culturelles pour influencer, plus particulièrement le Moyen-Orient? Est-ce qu'il y a une grande différence entre le discours et la réalité? Enfin, est-ce que la crise syrienne a modifié les pratiques diplomatiques et économiques des deux pays?

Il faut rappeler que le conflit syrien a débuté par un Printemps arabe. Pendant ce moment critique, il y a eu promotion d'idées démocratiques et une remise en question de l'autoritarisme. Comment la Russie et la Turquie ont-elles perçu cette situation ? Il faudrait analyser la perception de la démocratie des deux pays. La guerre syrienne a aussi été l'occasion pour des groupes djihadistes de promouvoir leurs idéologies extrémistes. Comment les deux gouvernements ont-ils réagi à cette propagande ? À cet égard, il faudrait aborder l'islamisme (souvent nommée l'islam politique). Pour Akbarzadeh (2012), l'islam politique est un projet évolutif et non pas une idéologie statique. Cependant, Adraoui (2015) estime que l'islamisme a un volet identitaire et un autre militantiste. Elle est en fait une occasion de réinterpréter les textes sacrés (Akbarzadeh 2012). L'islamisme s'oppose au statu quo, souvent représenté par l'hégémonie américaine (Akbarzadeh 2012). Finalement,

Pour étudier les particularités de la politique étrangère russe, Tsygankov (2010) propose une conceptualisation intéressante. L'auteur distingue trois principales visions de la politique étrangère russe, c'est-à-dire le civilisationnalisme, l'étatisme et libéralisme<sup>10</sup>. Les penseurs libéralistes croient que la Russie doit développer les relations diplomatiques avec l'Occident. Ils mettent l'accent sur les similarités avec ces pays et croient aux vertus de l'économie du marché, la liberté et la

---

<sup>10</sup>*Civilizationists, Statists et Westernizers*

démocratie. Ils estiment que c'est la seule manière pour la Russie d'atteindre la modernité. Les étatistes privilégient une centralisation du pouvoir. Ils préfèrent la stabilité et la souveraineté étatique au détriment des libertés individuelles et du libre-marché. Enfin, les civilisationalistes se percevaient différents de l'Ouest. Ils considèrent les valeurs occidentales comme une menace. Ils estiment que la civilisation russe est distincte. Certains mettent l'accent sur une religion, soit l'orthodoxie, d'autres mettent l'accent sur la culture commune. D'autres auteurs tels que Binette (2016) et Dannreuther (2010) élaborent sur le concept de pragmatisme. Ils qualifient les pratiques de Poutine de pragmatiques et de conservatrices.

En ce qui concerne la politique étrangère turque, plusieurs auteurs tels que Marcou (2012) tentent de démystifier les pratiques néo-ottomanistes du gouvernement turc dirigé par l'AKP. Kazancigil (2012) s'attarde sur le concept de démocratie hybride. Jenkins (2012), Le Moulec et Signoles (2015) et Kaddorah (2015) emploient le terme d'islam politique et économique pour décrire les pratiques de ce gouvernement.

Un autre élément de comparaison concerne les deux présidents actuels, Erdoğan et Poutine. En réalité, les deux dirigeants sont considérés comme populistes. Pour quelles raisons sont-ils étiquetés ainsi ? À ce sujet, Wilkin (2018) offre une définition contemporaine de ce terme.

Les relations commerciales constituent un dernier point de comparaison entre les deux pays. Selon Pierson (2004), l'économie est un élément crucial pour comprendre les sentiers de dépendance. Alors, pour quelles raisons économiques les deux pays s'impliquent-ils dans le conflit syrien ? En quoi la poursuite de ce conflit affecte-t-elle la Russie et la Turquie sur le plan économique ? Qu'est-ce que les deux pays ont à gagner économiquement parlant en s'alliant dans cette guerre ?

Grâce à cette conceptualisation, il serait plus facile de comparer le *soft power* de la Turquie et de la Russie. Ainsi, nous pourrions observer les possibles changements stratégiques.

## 1.2 Les reconfigurations et reconsidérations militaires sur le plan du *hard power* depuis le conflit syrien

Le deuxième élément comparatif de la recherche est le *hard power*. Campbell et O'Hanlon (2006) définissent ce concept comme l'application de la puissance militaire dans le but de répondre à des fins nationales<sup>11</sup>. À cet égard, la Russie et la Turquie peuvent être perçues comme des puissances militaires. En 2016, l'armée turque est constituée de 512 000 personnels, tandis que celle russe en dénombre 1,45 million (World Data Bank 2018). Les deux pays ont également des dépenses militaires relativement élevées. En 2016, la Turquie investit près de 18 milliards dollars américains en armement, soit l'équivalent de 2,1 % du PIB (World Data Bank 2018). Pour la Russie, les dépenses se chiffrent autour de 69 milliards de dollars américains, soit près de 5,5 % de son PIB (SIPRI 2018). En plus, l'armée russe cumule les campagnes militaires : elle est intervenue en Géorgie en 2008, en Ukraine en 2014 et finalement en 2015 en Syrie (Bishara 2015). Alors, quelles sont les motivations qui expliquent l'intervention militaire des deux pays en Syrie ?

Le *hard power* englobe aussi toutes les questions concernant la sécurité nationale et la surveillance domestique (Campbell et O'Hanlon 2006). Quels sont les enjeux sécuritaires de la Russie et la Turquie ? En quoi la guerre en Syrie est-elle devenue problématique en matière de sécurité nationale ?

Un autre enjeu important du conflit syrien est la lutte au terrorisme. Depuis le 11 septembre 2001, Campbell et O'Hanlon (2006) considèrent que la lutte à l'islamisme radical est devenue une priorité de sécurité nationale. Il faut mentionner que la guerre en Syrie est également perçue comme un combat contre ces forces radicales. Alors, comment les deux États perçoivent-ils la lutte aux terroristes et aux extrémistes ? Quelles luttes persistaient avant et pendant le conflit syrien ? Quels sont maintenant les groupes ciblés ?

---

<sup>11</sup> *Application of military power to meet national ends*

Bishara (2017) considère que la notion de terrorisme ne peut être discutée sans l'opposer à une autre : le contre-terrorisme. Selon cet auteur, il y a un cercle vicieux entre le terrorisme et le contre-terrorisme. Le contre-terrorisme justifie l'utilisation de la torture, l'état de surveillance constant et l'élimination d'oppositions politiques (Bishara 2017). Bref, les libertés individuelles sont mises de côté afin d'enrayer le terrorisme (Bishara 2017).

Finalement, la guerre en Syrie a été le théâtre d'alliances militaires et de coalitions. En fait, Bouché, Guignot et Urbach (2006) considèrent les alliances militaires et les institutions de sécurité collective comme faisant partie du *hard power*. À cet égard, la littérature souligne le rôle-clé de la Turquie en matière de défense stratégique. Terpian (2009) la considère comme un pays incontournable pour la défense collective de l'UE. Marchesin (2002) la perçoit comme la « gardienne de la méditerranée orientale ». Enfin, Brzezinski (1997) positionne le pays comme un acteur géopolitique vital pour les objectifs américains. Alors, en quoi consiste ce rapprochement militaire russo-turc au juste ? Quels sont les fondements des politiques étrangères russe et turque en matière de lutte au terrorisme et d'alliances militaires ? En quoi le conflit syrien a-t-il ébranlé ces fondements ?

À ce sujet, Guihaudis (2016) propose une conceptualisation intéressante. L'auteur sépare les alliances en deux types. L'alliance de premier type est plus formelle. Elle est concrétisée par des traités et elle est souvent entérinée par les Parlements des pays. Plusieurs mécanismes la régulent. Par exemple, les États peuvent se consulter et évoquer la possibilité d'une assistance militaire. Enfin, dans ce type d'alliance, les pays se vendent des armes entre eux et effectuent des exercices militaires communs. L'alliance de deuxième type s'inscrit plutôt dans une logique politique. Dans ce type d'alliances, les pays prennent des décisions communes au sein des instances internationales. Il existe également une vente d'armement et des exercices militaires conjoints.

Également, Guihaudis (2016) explique la nature des coalitions militaires. Elles sont moins stables, moins organisées et moins contraignantes que les alliances militaires. Elles diffèrent aussi par leur durée et leur degré de formalisation.

Bref, il serait pertinent de déterminer le type d’alliance correspondant au rapprochement russo-turc en Syrie. Également, il faudrait déterminer quels sont les facteurs qui expliquent ce rapprochement.

### **1.3 Les méthodes de la collecte de données**

Diverses comparaisons serviront à vérifier la preuve. La grande majorité des informations recueillies seront d’ordre qualitatif.

Une analyse des sources primaires sera effectuée. Puisque certains des documents ne sont traduits ni en français ni en anglais, certains textes seront traduits. À ce sujet, M. Yann Breault, professeur à l’Institut d’études internationales de Montréal, affirme que le traducteur Google est efficace pour décoder les textes législatifs russes. Une autre façon de procéder implique la recherche par des mots clés. En ciblant ces mots, le nombre de résultats obtenus diminuera.

Cette collecte permettra d’acquérir le maximum de communications des politiciens turcs et russes. Les entrevues, les gazouillis et les déclarations dans les médias seront ainsi scrutés. Les principales sources seront les sites officiels des gouvernements, certains médias régionaux tels que l’Hurriyet, le Radical, l’Al Jazeera, le Times of Israël et Radio-Free Europe.

Un autre objectif du projet de mémoire est d’analyser les documents légaux comme les constitutions et les textes de loi. Encore une fois, les sites gouvernementaux fourniront d’amples informations.

Finalement, certains documents provenant de groupes de recherches (*think tanks*) vont enrichir la recherche. Il s’agit principalement de *thinks tanks* arabes et turcs comme le DOHA, TSAK, TESEV et SETA ou d’autres anglo-saxons tels que l’*International crisis group* et le *Chatham House*.

## **Chapitre III : Analyse**

Une analyse comparative servira de cadre à la démarche de recherche. L'objectif est d'expliquer le rapprochement russo-turc en Syrie et de comparer les stratégies des deux pays au Moyen-Orient. Il sera question tout d'abord du *soft power* turc et russe avant et après le conflit syrien. Le but est d'observer l'évolution des pratiques. Par la suite, le même processus s'appliquera pour étudier le *hard power* des deux pays. Encore une fois, ces analyses visent à repérer les moments critiques et les dépendances au sentier (*path dependence*).

### **1. Les ajustements dans le *soft power* des deux puissances**

#### **1.1 Le *soft power* turc avant le printemps syrien**

Le gouvernement turc, sous le parti de l'AKP, s'est vu comme une source d'inspiration pendant le printemps syrien (Marcou 2011). Cette stratégie s'inscrit-elle dans une continuité des pratiques diplomatiques? Quelles sont ces origines? Pour comprendre la situation actuelle en Syrie, il serait intéressant d'analyser quatre courants de *soft power* turc: le panturquiste, l'Özalisme, la vision nationale (Millî Görüş) et finalement le néo-ottomanisme.

#### **Le panturquiste (1918-1993)**

Au moment de l'effondrement de l'Empire ottoman, une nouvelle vision vit le jour: le panturquiste (Hostler 1958). Cette idéologie, pratiquée au départ par le mouvement des Jeunes Turcs, promouvait l'identité turcophone (Hostler 1958). Pour y parvenir, ce mouvement valorisait les liens linguistiques, culturels et ethniques du peuple turc (Hostler 1958). En 1958, on a estimé que 54 millions de turcophones vivaient en diaspora (Hostler 1958).

L'ambition était de créer un Turanistan, c'est-à-dire une grande nation regroupant tous les pays partant la mer Méditerranée jusqu'à la frontière chinoise (Aktürk 2006). Ainsi, le projet visait les pays de l'Asie Centrale, mais également des provinces irakiennes, iraniennes, chinoises et russes (Aktürk 2006)



Le mouvement panturc prit un nouvel essor sous la présidence de Demirel après la chute de l'URSS (Önis & Yılmaz 2016). Le 21 mars 1993, Demirel inaugure le premier congrès des peuples turcs (Aktürk 2006). En Asie Centrale, la Turquie menait une politique proactive notamment auprès de l'Azerbaïdjan. (Önis et Yılmaz 2016). Finalement, cette politique expansionniste turque est abandonnée au milieu des années 1990, notamment en raison des pressions diplomatiques de Moscou (Aktürk 2006).

### **Le libéralisme turc ou l'Özalisme (1983-1993)**

Après le coup d'État de 1980 en Turquie, un modèle idéologique gagne en légitimité : l'Özalisme. Profitant de la bataille entre la gauche communiste et la droite religieuse, Turgut Özal, propose un nouveau modèle social et économique (Karataşlı 2015). Durant ses mandats en tant que premier ministre (1983-1989) et tant que président (1989-1993), Özal entreprend une restructuration étatique (Bertrand 2003). Ce faisant, il diminue le contrôle civil, économique et religieux de l'État (Bertrand 2003; Ünsaldi 2008). Cette réforme a été réalisée en collaboration avec des organisations financières telles que la *Banque Mondiale*, le *Fonds monétaire international* et *L'Organisation de Coopération et de Développement économiques* (Ünsaldi 2008).

Au Moyen-Orient, Özal prônait une approche multidimensionnelle plutôt qu'une approche unipolaire américaine (Tüysüzoğlu 2014). Entre autres, Özal a signé de nombreux accords commerciaux avec des pays du Golfe (Bertrand 2003). Le principal objectif de ces ententes était d'assurer un approvisionnement constant en hydrocarbures afin de répondre à la demande croissante en énergie (Önis et Yılmaz 2016). D'un point de vue culturel, ce rapprochement avec le monde arabe s'observait avec la participation plus accrue à l'Organisation de conférence islamique (Bertrand 2003). Toutefois, Özal meurt d'une crise cardiaque, mettant fin à ses ambitions politiques en 1993 (Tuysuzoğlu 2014).

## **Millî Görüş en Turquie (1970-1997)**

Durant les années 1970, une mouvance islamique prit de l'ampleur en Turquie, celle de *millî görüş* (vision nationale). *Millî görüş* est en fait un manifeste écrit par Necmettin Erbakan, un politicien turc islamiste (Jenkins 2012). Ce dernier prône entre autres un retour aux traditions musulmanes (Kaddorah 2015). Il souhaite également une réislamisation des institutions. En tant que chef de plusieurs partis, il participe à de nombreux projets culturels dont la création d'écoles islamiques (Le Moulec et Signoles 2015).

Sur le plan de la politique étrangère, Erbakan insiste sur le désalignement avec l'Occident (Le moulec & Signoles 2015). Entre autres, il adopte pour une position anti-Israël, disant vouloir libérer le pays du joug juif (Le moulec & Signoles 2015). De ce fait, il a soutenu ouvertement l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) (Le Moulec et Signoles 2015). Pour y arriver, le parti prône une industrialisation massive comme moteur d'économie (Le Moulec et Signoles 2015).

Tout comme Özal, Erbakan profite de l'instabilité politique pour former une coalition politique et devient premier ministre en 1996 (Jenkins 2012). Toutefois, un mémorandum du MBK l'oblige à démissionner en 1997 (Yukleyen 2010). Après cet événement, le parti est banni et Erbakan est contraint à l'inactivité politique (Brittanica 2018). Cette mouvance, *Millî görüş*, est encore présente en Allemagne et aux Pays-Bas, mais les organisateurs se sont distanciés du mouvement originel (Canatan 2001, dans Yukleyen 2010).

*Millî görüş* demeure une source d'inspiration pour le gouvernement actuel. Il faut noter qu'Erdoğan, le président turc en ce moment, a débuté sa carrière dans un parti dirigé par Erbakan, le *Refah Partisi* (RP) (Akkoc 2015). En 1984, il devient le gouverneur de district du RP (Akkoc 2015).

### **L'idéologie de l'AKP : entre le néo-ottomanisme et la démocratie hybride (2002-2011)**

Les pratiques de l'AKP s'inscrivent dans une certaine continuité des gouvernements précédents. Fondé en 2000 par Recep Tayyip Erdoğan et par Abdullah Gül, le parti AKP prit rapidement le pouvoir en 2002 (Britannica N.D.).

D'un point de vue économique, l'AKP se rapproche du libéralisme d'Özal. Il prône les vertus du libre-marché avec les actions du prophète Mohammet. Puisque le prophète de l'islam et son épouse étaient eux-mêmes des entrepreneurs, le libre-marché économique serait le modèle à suivre (Ünsaldi 2013). Les politiques économiques de l'AKP s'inspirent aussi de l'Occident. Günay et Renda (2014) affirment que la politique de voisinage de l'Union européenne est un modèle pour ce parti<sup>12</sup>.

Comme Erbakan, le parti se distancie de Washington. L'AKP refuse le néo-colonialisme (Roy 2015). Entre autres, le parti politique offre aussi un appui à l'OLP (Le Moulec et Signoles 2015). Également, il est contre la philosophie occidentale qui restreint les autorités religieuses (Kaddorah 2015). Au contraire, le parti de l'AKP veut institutionaliser la religion (Kaddorah 2015).

En même temps, le parti ne conteste ni la forme de l'État kémalisme, ni la vocation européenne de la Turquie, ni son appartenance à l'OTAN. (Roy 2015). Il est cité comme une référence combinant l'islam avec la démocratie (Kazancigil 2012). En réalité, le gouvernement américain considère les membres de l'AKP comme des islamistes modérés, puisqu'ils mènent une lutte contre le fondamentalisme religieux (Le Moulec et Signoles 2015). L'AKP évite en fait toute référence à l'islam. Il accorderait davantage d'importance aux héritages nationaux ou aux traits culturels (Kaddorah 2015; Akbarzadeh 2012). À cet égard, Kaddorah (2015) affirme que l'AKP adopte un

---

<sup>12</sup> Par exemple, en 2003 et en 2004, le gouvernement turc adopte une série de lois (4803, 5084, 5225 et 5228) afin d'augmenter les investissements étrangers. Il facilite l'octroi de permis de travail, clarifie le statut légal des IDE et réduit les taxes aux entreprises (Ankara 2003; Ankara<sup>b</sup> 2004; Ankara<sup>c</sup> 2004).

double discours. Le premier est plus démocratique envers ses alliés occidentaux et le second est plus radical et islamique afin de séduire sa base électorale.

Au Moyen-Orient, le parti semble suivre cette stratégie. D'un côté, l'AKP pratique un néo-ottomanisme. Selon Roy (2015), cette pratique consiste à raviver la solidarité musulmane en faisant référence à l'Empire ottoman. Par exemple, Recep Tayyip Erdoğan souligne les guerres ancestrales et ses héros. En 2018, il déclare admirer le sultan Alparslan grâce à sa victoire en Malazgirt et tous les martyrs qui l'ont accompagné<sup>13</sup> (Erdoğan 2018<sup>a</sup>). De l'autre, elle multiplie les accords commerciaux. En fait, l'AKP souhaite convaincre les pays du Moyen-Orient que la Turquie est un acteur local et que ses pratiques économiques leur sont bénéfiques (Günay et Renda 2014). Selon Sorhun (2013), les échanges commerciaux ont triplé entre 2002 et 2012 avec les pays arabes.

Cette stratégie s'observait en Syrie avant que le conflit éclate. Durant les années 2000, après le décès du président Hafez al-Assad, la Turquie renoue les liens économiques et diplomatiques avec son voisin (Kaya et Yankaya 2013). En réalité, le 10 juin 2000, Bachar al-Assad promet des réformes économiques lors de son discours inaugural (Al Jazeera 2018). Tout comme son père, le nouveau président syrien met en place des politiques économiques favorisant la bourgeoisie sunnite, toutefois de nouveaux acteurs sont impliqués (Khatib et Sinjab 2018). C'est dans ce contexte que la Turquie signe, en janvier 2004, un accord économique permettant aux compagnies turques de récolter près de 250 millions de dollars en contrats (Thowhidul 2016). La Turquie profite également des incidents diplomatiques de la Syrie pour devenir l'intermédiaire du pays (Kaya et Yankaya 2013). En effet, le 14 février 2005, Damas a été accusé de l'assassinat du premier ministre libanais, Rafik Hariri (Kaya et Yankaya 2013). Les pays européens et les États-Unis ont immédiatement sanctionné économiquement le gouvernement syrien (Kaya et Yankaya 2013).

---

<sup>13</sup> « 1071 Malazgirt Zaferi'nin 947. Yıl dönümünde, büyük komutan Sultan Alparslan'ı ve aziz şehitlerimizi rahmet ve minnetle yad ediyorum ». Gazoulli de Recep Tayyip Erdoğan, rédigé le 28/08/18.

Bref, avant le conflit syrien, la Turquie pratique une politique néo-ottomaniste. Cette stratégie prône le renforcement des liens culturels, historiques et économiques avec les pays du Moyen-Orient. Elle se veut une version renouvelée du *soft power* turc. Ce penchant entre le libéralisme économique et l'islam politique était toutefois déjà pratiqué avant le gouvernement de l'AKP. Finalement, la même dualité persiste : l'Occident est à la fois une source d'inspiration économique et sociale et à la fois une source de différenciation culturelle et religieuse.

## **1.2 Le *soft power* russe avant la crise syrienne**

La diplomatie russe a également été active en matière de *soft power*. Peu importe l'époque, les dirigeants russes ont voulu proposer un modèle alternatif. Il serait ainsi pertinent d'étudier ces courants avant d'aborder l'implication idéologique pendant le conflit syrien.

### **Le modèle communiste au Moyen-Orient (1955-1985)**

L'URSS a privilégié un modèle à suivre : le communisme (Johnson 2005). Au sein de son territoire, tout autre référent (le libéralisme ou la religion par exemple) avait été banni (Dannreuther 2010). En même temps, les territoires soviétiques (Oblast, républiques) avaient été divisés en sous-groupes ethniques, ce qui a permis plus tard l'identification religieuse et ethnique (Johnson 2005).

Pourtant, le modèle communiste n'a pas été promu au Moyen-Orient. Vernant (1965) estime que l'URSS s'est impliquée dans la région seulement à partir de 1955. Au contraire, ses principaux adversaires, les États-Unis et la Grande-Bretagne ont été proactifs. En février 1945, Washington conclut le pacte de Quincy, garantissant la loyauté des pays du Golfe (Boudaire N.D.). En octobre 1955, Londres s'allie avec la Turquie, l'Irak, l'Iran et le Pakistan<sup>14</sup> en adhérant au pacte de Bagdad (Vernant 1965). Finalement, en 1948, l'URSS reconnaît l'État d'Israël et perd des alliés arabes (Pichon 2013).

---

<sup>14</sup> Et plus tard pour les États-Unis

Après la Deuxième Guerre mondiale, une vague de décolonisation a lieu au Moyen-Orient. Conscient qu'elle ne peut pas l'empêcher, l'Union soviétique prône une approche pragmatique (Vernant 1965). En partant du principe « nous voulons vos armes, pas vos idées », Moscou vend du matériel militaire à l'Égypte et à la Syrie (Pichon 2013). Choumiline (2016) nuance en qualifiant les relations de loyauté entre la Russie et ses clients. L'auteur affirme que l'Union soviétique finançait des projets et des livraisons d'armes sachant qu'elle ne serait jamais remboursée (Choumiline 2016).

Cependant, les relations diplomatiques avec ces pays sont inconstantes. En juillet 1972, Anouar Al-Sadate expulse les conseillers soviétiques et s'allie avec les États-Unis (Kožhanov 2018). En 1980, la Syrie signe un traité d'amitié avec la Russie, mais en 1985, Gorbatchev arrête la livraison d'armes (Pichon 2013). Ainsi, l'implication russe au Moyen-Orient durant la guerre froide était principalement pragmatique et non idéologique.

### **Le libéralisme russe (1985-1996)**

En 1985, deux dirigeants soviétiques, Mikhaïl Gorbatchev et Édouard Chevarnadze, prônent un autre modèle idéologique : le libéralisme (Tcherviakov 1998). S'inspirant des valeurs universelles, l'Union soviétique permet la liberté de culte (Tcherviakov 1998; Johnson 2005). En septembre 1990, une loi sur la religion autorise la création de lieux de culte (Johnson 2005). Cette idéologie sera reprise après la chute de l'URSS.

Le 31 décembre 1991, l'URSS est dissoute. Gorbatchev est remplacé par Boris Eltsine. En août 1991, ce dernier renforce son pouvoir en freinant un coup d'État (Lieven N.D.). Une « thérapie-choc » débute en 1992 pour répondre aux exigences du FMI (Binette 2016). Tout d'abord, l'État russe privatise les entreprises publiques en 1992 et en 1994 (McCauley et Lieven N.D.) En janvier 1992, le gouvernement russe enlève le contrôle des prix (McCauley et Lieven N.D.). En 1993, la Russie déclare vouloir intégrer le GATT, l'ancêtre de l'*Organisation internationale du commerce*

(Universalis N.D.). Bref, Eltsine et son ministre des affaires étrangères Kozyrev veulent occidentaliser la Russie (Binette 2016).

Dû à l'instabilité politique interne, le gouvernement russe va délaissé les relations diplomatiques et économiques avec le Moyen-Orient (Kožhanov 2018). Selon cet auteur, Eltsine a toujours perçu le Moyen-Orient comme une deuxième priorité (Kožhanov 2018). En plus, ayant comme objectif le rapprochement avec l'Occident (prônant les droits de l'Homme), les élites russes vont se distancier des dirigeants autoritaires arabes (Kožhanov 2018).

### **Le pivot asiatique (1996-1999)**

À partir de 1996, une nouvelle approche en matière de politique étrangère commence à se concrétiser. En réalité, Eltsine devient de plus en plus inapte à diriger (Daniels 1999). De plus, en janvier 1996, Yevgeny Primakov remplace Kozyrev en tant que ministre russe des Affaires étrangères (Lynch 2001). Ce nouveau ministre a étudié dans l'*Institute of Oriental Studies* (Daniels 1999). Durant ses mandats<sup>15</sup>, Primakov propose une politique étrangère misant davantage sur l'Eurasie au détriment de l'Occident.

Primakov prône entre autres une approche multisectorielle en s'alliant avec le maximum de pays asiatiques. Il commence son mandat en visitant plusieurs pays arabes (Thermes 2014). En 1997, son gouvernement signe un traité avec la Chine. À cet égard, Tsygankov (2009) considère qu'il s'agit des balbutiements de la fondation de l'Organisation de Coopération de Shanghai (OCS). Toujours en 1997, le gouvernement russe publie un concept national de sécurité. Dans ce document, il est dit que la Russie doit être un acteur influent en Asie et que le pays doit prioriser autant l'Europe que l'Asie dans ses relations politiques (Tsygankov 2009). Enfin, la Russie a collaboré avec l'Iran dans les médiations sur la guerre civile du Tadjikistan (Thermes 2014). Cette médiation a facilité le partenariat irano-russe dans la région (Thermes 2014).

---

<sup>15</sup> En septembre 1998, Primakov devient premier ministre (Tsygankov 2010)

Les déclarations de Primakov abondent dans cette direction. En mars 1997, ce dernier affirme que les relations irano-russes sont en pleine croissance<sup>16</sup> (Tsygankov 2010). En décembre 1998, il admet qu'il veut créer un nouveau pôle mondial en alliant la Chine, l'Inde et la Russie (Tsygankov 2010).

Dans les faits, Primakov a privilégié certains acteurs. Entre autres, il faisait une distinction entre deux sortes d'islamistes : les fondamentaux et les extrémistes. Il affirmait qu'on peut faire du commerce avec les premiers, tandis qu'avec les deuxièmes, toute forme d'engagement était impossible (Dannreuther 2004). Également, Primakov était un partisan de la hiérarchisation des relations politiques. En 1998, il affirme vouloir rétablir la verticalité du pouvoir (Marchand 2015). En mars 1999, durant la crise du Kosovo, il rajoute : « si la Russie redevient une puissance asiatique, la balance mondiale sera en péril<sup>17</sup> » (Daniels 1999).

Un autre point important de l'approche de Primakov est l'anti-occidentalisme. En réponse aux exigences du FMI, Primakov déclare que la Russie ne capitulera pas aussi facilement<sup>18</sup>. Durant le Printemps de 1999, Ivanov<sup>19</sup> qualifie l'intervention de l'OTAN en Serbie « d'agression », de « barbarie », de « diktat », et de « néo-colonisme » (Lynch 2001). Bref, sous le leadership de Primakov, le gouvernement russe priorise l'Asie. Primakov prône aussi le multilatéralisme et dénonce l'attitude « néo-colonisante » des puissances occidentales.

---

<sup>16</sup> « *Russia-Iran relations developing along an ascending curve* ».

<sup>17</sup> « *If Russia were to become an Asian power again, the world's balance would be jeopardized* ».

<sup>18</sup> « *Russia is a country that will not just lie down and will not go down on its knees* »

(Daniels 1999, dans *Rossiiskai gazeta* 28 janvier 1999).

<sup>19</sup> Ivanov remplace Primakov en tant que ministre des Affaires étrangères russes.



Pourtant, Daniels (1999) décrit Primakov comme une personne s'attirant plus d'alliés que d'ennemis<sup>20</sup>. Également, l'auteur avance malgré le fait qu'il parlait durement, mais Primakov était plutôt prudent lors des prises de décisions (Daniels 1999). Cette forme de pragmatisme sera reprise sous la présidence de Poutine.

Finalement, le règne de Primakov prend fin après la crise financière de 1998 (Peterseim N.D.). Eltsine le congédie de son poste de premier ministre. En fait, la privatisation sauvage, les emprunts intérieurs et extérieurs, le taux de change fixe et le rouble surévalué ont mené le pays en grande difficulté financière (McCauley et Lieven N.D.).

### **Le conservatisme et le pragmatisme de Poutine (1999-2011)**

C'est dans ce contexte que Vladimir Poutine devient le président de la République russe. Après un court intérim en 1999, il est élu finalement en mars 2000 sous le parti Russie Unie. Selon Dannreuther et March (2010), à ce moment, le nationalisme libéraliste a été abandonné pour un nationalisme conservateur.

En réalité, sur plusieurs points, Poutine adopte une position similaire celle de Primakov. Tout comme ce dernier, Poutine prône ouvertement un anti-américanisme et un anti-occidentalisme. En février 2007, dans un discours prononcé à Munich, Poutine critique l'idée d'un monde unipolaire dominé par les États-Unis ainsi que le renforcement de la présence militaire américaine en Europe (Alter Info 2007). Il affirme aussi qu'il n'existe pas de pays de seconde zone (Sawra 2008).

Le pragmatisme est aussi au coeur de la vision de Poutine. En 2013, le décret numéro 303 du président russe stipule que « la politique étrangère de la Russie est ouverte, prévisible et pragmatique » (Binette 2016). Également, la constitution russe de 2008 mentionne qu'aucune idéologie ne doit être promue par l'État (Constitute project 2008, art 13-2). Au contraire, l'article

---

<sup>20</sup>«Talking as boldly as the political situation required, acting as cautiously as domestic and international realities dictated».

13 de la constitution russe de 2008 stipule que la diversité d'idéologies est reconnue dans la fédération russe (Constitute project 2008, art 13-1). Le parti de Russie Unie se dissocie aussi de l'expérience soviétique. Lors de discours annuel à l'Assemblée générale de l'ONU, Poutine affirme que l'URSS a été une période de clichés idéologiques, de recul et non de progrès (UNGA 2015).

Le gouvernement russe sous Poutine prône également la tolérance religieuse. En 2000, l'une des priorités mentionnées dans le concept national de sécurité est de protéger les droits culturels et religieux (Ministry of Foreign Affairs of the Russian Federation 2000). En 2003, la République de la Russie pose sa candidature comme membre observateur à l'Organisation de la conférence islamique (Thermes 2014). En 2004, le club de discussion Valdaï est fondé (Koptyaeva 2016). Finalement, en 2005, le gouvernement russe ouvre un bureau des relations interculturelles et culturelles avec les pays étrangers<sup>21</sup> (Koptyaeva 2016).

Tout comme Primakov, Poutine distingue le bon du mauvais islamisme. En 2002, en 2003, en 2004 et 2008, la fédération russe interdit le mouvement Salafi, les Frères musulmans, le Hizb ut Tahrir et le mouvement Gülen (Münster 2014). La diversité religieuse doit être en fait compatible avec le patriotisme russe (Braginskaia 2010). Le gouvernement russe s'efforce de bureaucratiser les institutions religieuses, dont celles qui sont musulmanes (Braginskaia 2010). Les prêtres locaux doivent coopérer avec l'État et les Muftis s'ils veulent recevoir du financement (Braginskaia 2010). Le gouvernement fédéral prêche pour un islam local et folklorique (soufisme) et tout ce qui n'est pas officiel est banni (Braginskaia 2010). Dannreuther (2010) souligne cette distinction entre le soufisme et le wahhabisme effectuée par les autorités russes. Ainsi, bien que le président Poutine prône la tolérance religieuse, il privilégie certaines institutions en les finançant. À l'inverse, les autres variantes sont bannies.

---

<sup>21</sup> *Office for interregional and cultural relations with foreign countries*

C'est dans cette logique que Poutine a commencé la lutte au terrorisme. Vers la fin des années 1990, les autorités fédérales et régionales russes ont commencé les opérations politiques, administratives et idéologiques contre les organisations islamiques non traditionnelles (Yemelianova 2010). En septembre 1999, Poutine affirme mener une lutte antiterroriste (Le Huérou & Merlin 2018). En février 2004, il refuse toute négociation avec les groupes qualifiés de terroristes : « *we don't negotiate with terrorist, we destroy them* » (Yemelianova 2010). Malgré les critiques, Poutine se perçoit comme un champion de la lutte aux terroristes et de l'intégrité territoriale de la Russie (Binette 2016).

Ce nationalisme conservateur s'exprime aussi dans la conception de la démocratie. À cet égard, le modèle démocratique de Poutine ressemble aux volontés de Primakov qui souhaitent rétablir la verticalité du pouvoir. Surkov, un haut-fonctionnaire russe, qualifie cette vision de « démocratie souveraine » (Binette 2016). Il affirme que le gouvernement russe veut définir ses propres politiques intérieures et extérieures (Binette 2016).

Concrètement, Poutine a pris le contrôle des médias. En avril 2001, en collaboration avec Gazprom, le gouvernement rachète la chaîne N.T.V. (Universalis<sup>a</sup> N.D.). Le 11 janvier 2002, il dissout la dernière chaîne de télévision indépendante TV6 (Universalis<sup>b</sup> N.D.). Le président russe limite aussi l'influence des organisations non gouvernementales (Binette 2016). En 2004, le gouvernement légifère quant au fonctionnement des partis politiques. En établissant des règles plus strictes, les partis de petite taille sont désavantagés (Binette 2016). Le gouvernement russe justifie ces agissements par des particularités du régime démocratique russe. Dans une entrevue accordée à *Fox News* en 2005, Poutine déclare que la démocratie ne peut être exportée et qu'elle est un sujet interne aux sociétés développées<sup>22</sup> (President of Russia 2005). Au contraire, ceux qui critiquent la Russie sont qualifiés de russophobes (Radio Free Europe<sup>c</sup> 2017).

---

<sup>22</sup> « *I'm convinced that democracy cannot be exported from one country to another, like you cannot export revolutions, ideology [...] Democracy is an internal subject of the developing society [...]* ».

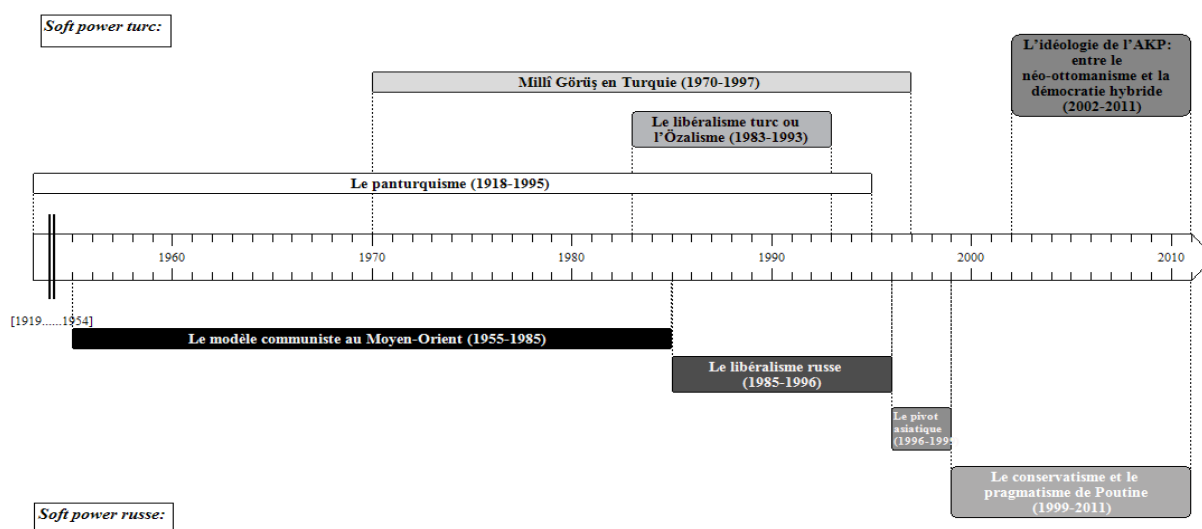
Au Moyen-Orient, Poutine adopte une diplomatie basée sur les mêmes principes (pragmatisme, lutte au terrorisme, anti-américanisme). Depuis le 11 septembre 2001, il compare sa lutte interne à celle menée par les États-Unis en Afghanistan (Dannreuther et March 2010). Toutefois, à partir de 2003, l'administration de Poutine critique l'intervention américaine en Irak afin d'attiser un anti-américanisme (Dannreuther 2010). Du coup, il profite de la situation pour améliorer son image dans les pays musulmans (Dannreuther 2010). Il refuse de percevoir l'Iran comme une menace nucléaire (Kozhanov 2018). En même temps, Moscou accepte de collaborer avec Washington à propos des accords nucléaires iraniens (Kozhanov 2018).

Après l'assassinat de Hariri, le gouvernement russe profite de l'isolement diplomatique de la Syrie pour renouer les liens diplomatiques et économiques (Pichon 2013). En janvier 2005, Poutine annule la dette syrienne envers la Russie de 75 % (Pichon 2013). En retour, le gouvernement syrien doit acheter ses armes (Pichon 2013). En fait, selon Marakov (2005), Damas est redevenu le principal acheteur d'armes russe au Moyen-Orient (dans Shlapentokh 2008). En 2006, les Russes ont conclu un contrat militaire de 4 milliards et en 2010, 20 milliards (Kozhanov 2018). Une quasi identique situation s'observe en Libye. En 2008, le gouvernement russe annule la dette de 4.5 milliards en échange d'opportunités d'affaires pour les compagnies Gazprom, Lukoil et Tatneft (Kozhanov 2018).

Qu'en est-il des relations russo-turques, puisque la Turquie est un allié des États-Unis et de l'OTAN ?

### 1.3 Les politiques culturelles russe et turque avant la guerre en Syrie (1920-2011)

Figure 2 : Le soft power russe et turc avant la guerre en Syrie



La Russie et la Turquie ont été souvent perçues comme des opposants politiques. Comme mentionnée précédemment, le panturquiste convoitait des territoires soviétiques et russes. En 1918 et en 1941, les dirigeants turcs tentent de s'emparer des régions tatares (Hostler 1958). En 1990, la Turquie finance les activités de groupes tatares (International Crisis Group<sup>e</sup> 2018). Cette situation devenait préoccupante pour Moscou. L'ambassadeur turc en Russie a été sermonné et il a dû fournir des explications (Aktürk 2006). Le panturquiste comme doctrine du gouvernement turc a été abandonné peu de temps après. Économiquement parlant, les deux pays commencent toutefois à collaborer. Dans la philosophie d'Özal, en 1984, la Turquie a signé une entente sur le gaz naturel (Önis et Yılmaz 2016). Ce traité permet aux compagnies turques d'entrer en territoire soviétique (Önis et Yılmaz 2016).

À partir des années 1990, les buts des politiques étrangères russe et turc deviennent de plus en plus compatibles. D'un côté, le gouvernement russe sous Primakov propose le pivot vers l'Est, c'est-à-dire une politique étrangère priorisant l'Asie et le Moyen-Orient. Primakov dénonce aussi l'ingérence américaine dans cette région. De l'autre, le gouvernement turc sous Özal prône une approche multilatérale, notamment avec les pays du Moyen-Orient. Celui d'Erbakan adopte une position anti-occidentale.

Ce rapprochement diplomatique est encore plus significatif lorsque Russie Unie et l'AKP arrivent au pouvoir. Entre autres, les deux partis pratiquent un anti-impérialisme en dénonçant conjointement l'intervention américaine en Irak. L'AKP et Russie Unie prônent aussi un retour aux traditions. Pour reprendre une conceptualisation de Tsygankov (2010), les deux valorisent un aspect civilisationnel dans leurs pratiques<sup>23</sup>. L'AKP légitime ses actions par son passé ottoman et turco-mongol, tandis que Russie Unie fait référence à l'Empire russe. Enfin, la démocratie hybride turque et la démocratie souveraine russe se distancient toutes deux du modèle séculaire occidental.

D'un point de vue économique, leurs modèles diffèrent. Poutine prône un étatisme, c'est-à-dire un État qui contrôle le capitalisme<sup>24</sup> (Tsygankov 2010). Le parti d'Erdoğan adopte au contraire des pratiques néo-libérales (Yavuz 2009). Pourtant, la Russie et la Turquie développent une

---

<sup>23</sup> Il faut toutefois souligner que la conceptualisation de Tsygankov (2010) s'applique seulement au gouvernement russe.

<sup>24</sup> À titre d'exemple, à partir de 2004, le gouvernement russe prend le contrôle des compagnies de gaz naturel en rachetant une partie de leurs actions (Gazprom 2005). Une autre tactique employée consiste à poursuivre les hauts dirigeants de ces compagnies. En 2004, Mikhaïl Khodorkovski, le propriétaire d'Ioukos, devient la cible de multiples recours légaux (Universalis<sup>a</sup> N.D.).

interdépendance économique. En février 2003, le gazoduc Blue stream est ouvert en mer noire (Çeviköz 2018). En 2004, Poutine effectue une visite officielle en Turquie (Çeviköz 2018). Une déclaration commune est officialisée cette même année (Demiryol 2015). En mai 2010, 17 accords de coopération sont conclus (Demiryol 2015).

Enfin, les deux gouvernements priorisent la région du Moyen-Orient. Par exemple, après 2005, les deux pays profitent de l'isolement diplomatique et économique de la Syrie. Est-ce que ces stratégies vont perdurer durant le conflit syrien ? En quoi le Printemps arabe syrien est-il venu bouleverser ce rapprochement entre ces deux pays ?

#### **1.4 Les ajustements turcs et russes en termes de *soft power* depuis le conflit syrien (2011-2018)**

##### **La Turquie dans le conflit syrien : de la démocratie à l'antiterrorisme (2011-2018)**

Peu avant le Printemps arabe, la Turquie et la Syrie continuaient les rapprochements diplomatiques. Le 13 octobre 2009, le visa n'est plus nécessaire pour traverser les frontières entre les deux pays (Thowhidul 2016). Le 7 février 2011, Erdoğan considère le président syrien comme son frère (Özcan 2014, dans *Hurriyet* 2011). Dès le printemps tunisien, l'AKP demande au régime de Bachar al-Assad de réformer les institutions syriennes (Thowhidul 2016). Également, le gouvernement turc s'engage dans une série de médiations avec ce dernier afin d'apaiser les tensions sociales (Thowhidul 2016). À l'inverse, Damas opte pour une riposte aux manifestations : il ordonne à l'armée syrienne d'encercler les manifestations et de tuer les opposants (Khatib et Sinjab 2018). À cet égard, Davutoğlu et Erdoğan exigent que la brutalité cesse (Thowhidul 2016).

En même temps, le parti de l'AKP profite de cette situation pour redorer l'image de la Turquie. En ce sens, la guerre en Syrie est un prolongement du néo-ottomanisme. Premier ministre à l'époque, Erdoğan amorce une campagne de promotion pour la démocratie turque. Le 6 août 2011, lors de

l'ITFAR, il déclare que le conflit syrien est une « affaire interne à la Turquie »<sup>25</sup>. (Haberler 2011). Du 12 septembre au 16 septembre 2011, ce dernier visite les principaux pays arabes afin de supporter la révolution. Il en profite pour faire des déclarations-chocs : « Hier, j'étais en Tunisie et j'ai félicité le peuple qui a conduit la Révolution de Jasmin, il y a deux jours, j'étais en Égypte et j'ai félicité le peuple qui a initié le printemps arabe. Aujourd'hui, je suis avec vous !<sup>26</sup> » (Marcou 2011). Il commente à propos de la Syrie : « Ceux qui répriment leur propre peuple en Syrie ne survivront pas. Les autocraties sont terminées. Les régimes totalitaires disparaissent [...] »<sup>27</sup> » (Marcou 2011).

Erdoğan est également actif sur les réseaux sociaux. Le 16 septembre 2011, il affirme : « n'oubliez pas qu'en Syrie, les gens ne survivront pas à la persécution de leur peuple » (Erdoğan 2012).<sup>28</sup> Aussi, au cours de l'année 2012, Erdoğan vante les vertus de la démocratie. Par exemple, le 8 février, Erdoğan estime que « dans la démocratie réelle, il y a la volonté du peuple<sup>29</sup> » (Erdoğan 2012<sup>b</sup>). Le 8 septembre, il rajoute : « l'emplacement de la solution de tout problème est le domaine de la politique démocratique<sup>30</sup> » (Erdoğan 2012<sup>a</sup>).

Dans les faits, Erdoğan souhaitait renverser le régime de Bachar al-Assad (Thowidul 2016). Cela permettrait d'avoir un nouvel allié plus compatible sur le plan idéologique, comme les Frères

---

<sup>25</sup> « *Çünkü biz Suriye konusunu bir dış mesele olarak, bir dış sorun olarak görmüyoruz. Suriye meselesi bizim bir iç meselemizdir* »

<sup>26</sup> Il s'agit d'une traduction faite par Jean Marcou

<sup>27</sup> *Idem*

<sup>28</sup> « *Şunu unutmayın Suriye'de de halkına zulmedenler ayakta kalmayacaktır* ». Gazoulli de Recep Tayyip Erdoğan le 16/09/2011

<sup>29</sup> « *Gerçek demokraside halkın iradesi vardır, gerçek demokraside halkın iradesine, düşüncesine saygı vardır #isgaleson* ». Gazoulli de Recep Tayyip Erdoğan, le 16/09/2011.

<sup>30</sup> « *Her türlü sorunun çözüm yeri demokratik siyaset alanıdır* ». Gazoulli de Recep Tayyip Erdoğan, le 08/09/2012



musulmans (Thowhidul 2016). Sous les règnes de la famille Assad, ce groupe est fortement réprimé (Van Dam 2017). Effectivement, depuis 1980, le gouvernement syrien condamne à mort toute personne affiliée aux Frères musulmans (Pierret 2014). Or, le Printemps arabe permet à ces derniers d'être à nouveau présents en Syrie en raison de la forte représentation dans le Conseil National syrien (Pierret 2014).

Alors, le gouvernement turc opte pour une aide formelle à ce groupe considéré comme « démocratique ». Le 2 octobre 2011, le Conseil National syrien (CNS), regroupant plus de 230 membres et plus de 30 groupes d'opposition, se déroule à Istanbul (Baczko, Dorronsoro et Quesnay 2016). Le 10 octobre 2011, la France considère le CNS comme le gouvernement légitime de la Syrie (Baczko, Dorronsoro et Quesnay 2016). En 2012, Ismet Yılmaz, ministre de la Défense turc, affirme que la Turquie est un modèle économique et démocratique pour les pays arabes et c'est pour cette raison qu'elle a été une source d'inspiration lors du Printemps arabe (NATO review 2012).

Le gouvernement turc avait toute la latitude nécessaire pour mener sa campagne de *soft power*. Toutefois, en avril 2013, le gouvernement turc s'enlise dans un projet impopulaire: la conversion du parc Taksim Gezi en centre commercial (Perspective Monde N.D.). Une vague de manifestations a immédiatement lieu et en mai 2013, le gouvernement décide d'intervenir militairement. Le 3 juin 2013, Recep Tayyip Erdoğan qualifie les manifestants d'extrémistes ayant des liens avec l'étranger (Universalis N.D.<sup>a</sup>). Selon Nîlûfer Göle, ce moment a été crucial, car il est le début de la dérive autoritaire du gouvernement turc (Perspective Monde N.D.) En réalité, cet événement a reflété l'aspect néo-libéral de l'AKP. L'idéologie de ce parti se veut avant tout individualiste. Ünsaldi (2013) décrit celle-ci « d'une religiosité peu militante et individualiste [servant à] instaurer un capitalisme moralisé, à mi-chemin entre le consumérisme et la morale » (Ünsaldi 2013). En d'autres mots, le projet immobilier, endossé par de grands entrepreneurs, était plus important que l'aspect démocratique des soulèvements populaires.

Un autre événement gênant a lieu le 15 décembre 2013 lorsque le journal turc *Hurriyet* publie des informations à propos de la stratégie turque en Syrie (Özcan 2014). Grâce à une fuite dans l'appareil administratif, le quotidien dévoile que le gouvernement turc a aidé les djihadistes en facilitant le transport de camions d'armes vers la frontière syrienne (Özcan 2014). Il faut mentionner qu'en avril 2011, le gouvernement turc a décidé de faire un faible contrôle à ses frontières communes avec la Syrie (Şule 2017). Autrement dit, le pays pratiquait la politique de la « porte ouverte ». En octobre 2011, Ankara aurait fourni une protection temporaire aux extrémistes islamiques (Şule 2017).

Un dernier événement concerne le coup d'État raté du 15 juillet 2016. Depuis, les États-Unis refusent le rapatriement de Gülen, l'artisan de ce coup selon Erdoğan. (International Crisis Group<sup>c</sup> 2018). De plus, le gouvernement turc est critiqué par des pays occidentaux pour ces mesures répressives (International Crisis Group<sup>c</sup> 2018). Il faut rappeler que la Turquie essaie depuis 1999 de devenir membre l'Union européenne (CVCE 2017). La candidature du pays avait été mise en veille pour des raisons de non-respect des principes démocratiques (CVCE 2017).

Parallèlement, les relations entre la Turquie et la Russie se sont améliorées depuis que l'avion russe a été abattu par l'armée turque. Il faut souligner que Poutine avait qualifié le geste de coup de poignard dans le dos<sup>31</sup>(Stubbs et Solovyov 2016). Le 27 juin 2016, Erdoğan s'excuse de cet incident (Stubbs et Solovyov 2016). Comme réponse, le gouvernement russe évoque la possibilité de retirer les sanctions économiques (Stubbs et Solovyov 2016). Également, après le coup d'État raté en Turquie, Poutine supporte Erdoğan dans la lutte contre le mouvement Gülen (International Crisis Group<sup>c</sup> 2018). Enfin, en mai 2017, après une rencontre entre les deux gouvernements à

---

<sup>31</sup> « *Stab-in-the-back* »

Sotchi, Poutine déclare que les relations russo-turques sont redevenues normales<sup>32</sup> (International Crisis Group<sup>c</sup> 2018).

Bref, à la suite de ces événements, le modèle démocratique turc perdait en légitimité. Également, le rapprochement russo-turc était déjà en cours. Depuis 2017, la diplomatie turque aborde plutôt le conflit syrien comme une lutte contre le terrorisme. Dans le discours de la 72<sup>e</sup> session de l'Assemblée générale à l'ONU, Erdoğan affirme que la lutte au terrorisme a été abandonnée par la communauté internationale (UNGA<sup>b</sup> 2017). Lors de la session suivante (en 2018), le président turc dit vouloir libérer le territoire syrien des terroristes et prévenir toute nouvelle forme de violence (UNGA<sup>b</sup> 2018). Cela expliquerait le début des pourparlers d'Astana avec la Russie et avec l'Iran<sup>33</sup> (Erdoğan 2018<sup>b</sup>). Également, ces pourparlers reflètent le souci de la Turquie pour ces frères et sœurs syriens<sup>34</sup> (Erdoğan 2018<sup>c</sup>; Erdoğan 2018<sup>d</sup>). Finalement, il estime que la population locale kurde du sud-est n'appuie plus le PKK (International Crisis Group<sup>b</sup> 2016).

Ce changement semblait nécessaire, car la Russie qualifie l'opposition syrienne extrémiste. Selon Delanœ (2016), 80 % de frappes aériennes ne visaient pas l'État islamique, mais bien l'Opposition syrienne. À cet égard, Kozhanov (2018) estime que ces opposants étaient les plus menaçants pour le régime syrien.

---

<sup>32</sup> « *The period of restoration in Russian-Turkish relations is now over: We are back to normal partnership* ».

<sup>33</sup> « *It is necessary to avoid any faits accomplis under the pretext of fighting terrorism and to resist separatist efforts that seek to undermine Syria's territorial integrity and the national security of neighboring countries* » Gazouli de Recep Tayyip Erdoğan le 7/09/2018

<sup>34</sup> « *The Idlib question must be resolved in line with the spirit of Astana and without giving rise to pain, new tensions or more suffering* » le 7/09/2018 et « *The importance we attach to today's Turkey-Russia-Iran trilateral summit, which my dear brother, Hassan Rouhani, hosted and my dear friend, Vladimir Putin, attended, reflects Turkey's care for the future of our Syrian brothers and sisters* » le 7/09/2018

Alors, le gouvernement turc a dû modifier ses priorités en matière de politique étrangère pour justifier son rapprochement diplomatique avec la Russie. Par conséquent, les déclarations en faveur de la démocratie et celles appuyant l'opposition syrienne ont été remplacées par d'autres valorisant la sécurité nationale ou la lutte contre le terrorisme.

### **La Russie : la consolidation entre les discours et les stratégies dans le conflit syrien (2012-2018)**

Le Printemps syrien a été également un événement majeur pour la Russie. Cependant, certains éléments de la stratégie russe en matière de *soft power* semblent être en continuité, du moins, durant les périodes de présidence de Poutine. En fait, Kozhanov (2018) remarque une participation moins active au Moyen-Orient durant le mandat présidentiel de Medvedev (2008-2012). Comme Boris Eltsine, Medvedev ne priorisait pas le Moyen-Orient (Kozhanov 2018). L'auteur l'illustre par la situation libyenne en 2011 (Kozhanov 2018). En réalité, la résolution 1973 du Conseil de sécurité autorise une zone d'exclusion aérienne et exige un embargo total auprès du gouvernement libyen (ONU 2011, S/RES/1973). Au lieu d'imposer son droit de veto au Conseil de sécurité, Medvedev a accepté cette résolution (Kozhanov 2018). Cette brèche diplomatique est devenue un prétexte pour le gouvernement américain et européen d'intervenir militairement en Libye (Kozhanov 2018).

Également, durant l'été 2011, le gouvernement russe a aussi négocié le départ de Bachar al-Assad. Entre autres, le comité de coordination nationale, dirigé par Qadri Jamil, était l'un des choix russes (Pichon 2013). D'autres personnalités telles que Haytham Manna et Michel Kilo étaient également ciblées (Pichon 2013). Ainsi, Medvedev était plus en faveur des stratégies américaines au Moyen-Orient.

Depuis le retour de Poutine à la présidence, Kozhanov (2018) remarque une diplomatie plus active au Moyen-Orient. Entre 2012 et 2013, le président russe a consulté les principaux acteurs régionaux tels que le Qatar, l'Arabie-Saoudite et l'Iran (Kozhanov 2018). En 2014, durant le discours présidentiel à l'assemblée russe, Poutine affirme qu'il veut continuer de collaborer avec

les pays du Moyen-Orient<sup>35</sup> (President of Russia 2014). Entre autres, le gouvernement souhaite établir un dialogue constructif entre l'Iran et l'Occident (Kozhanov 2018).

Concernant la question syrienne, la nouvelle administration russe présente le conflit syrien comme une autre ingérence américaine et occidentale. En ce sens, il s'agirait d'un prétexte pour recourir à la force comme ce fut le cas en ex-Yougoslavie, en Irak et en Libye (UNGA<sup>a</sup> 2018). Le gouvernement russe compare aussi le Printemps arabe aux révolutions des couleurs (Suchkov 2017). En fait, il considère ce mouvement de contestation arabe comme un projet américain (Suchkov 2017). Il estime que ces groupes de jeunes n'auraient jamais réussi sans l'aide américaine (Suchkov 2017). Lors de l'Assemblée générale en 2016, Lavrov déclare que « combattre pour installer la démocratie serait une absurdité » et que « [n]ous devons laisser les Syriens décider eux-mêmes » (UNGA 2016).

Cette dénonciation des ambitions américaines devient l'arme diplomatique du gouvernement Poutine. Lors des Assemblées générales des Nations Unies, la diplomatie russe avance que « les interventions armées extérieures ne seront pas garantes de réformes démocratiques, mais plutôt de destructions », et que « les Américains doivent cesser de manipuler les extrémistes pour promouvoir leurs visées géopolitiques » (UNGA 2015; UNGA 2016). Dans un média russe, le 22 avril 2015, Lavrov accuse ouvertement les États-Unis d'avoir créé Al-Qaïda en supportant les *mujahideens* et avec l'invasion de l'Irak (Kozhanov 2018). Enfin, le dernier concept national de sécurité russe, publié en 2015, souligne ces mêmes points : l'ingérence américaine est dénoncée, tout comme les pratiques créant de l'instabilité politique et celles qui renversent des régimes légitimes (Instituto Espanol de Estudios Estratégicos 2015, art 11- 19).

Comme stratégie, le gouvernement russe propose un autre modèle. En 2017, il soutient la « nécessité d'établir un ordre mondial démocratique et authentique » (UNGA<sup>a</sup> 2017). En 2018, il

---

<sup>35</sup>«We will continue our cooperation with Africa and the Middle East»

souligne l'importance du « libre-choix des pays en matière de modèle étatique, en cohérence avec leurs religions et leurs identités nationales ». (UNGA<sup>b</sup> 2018).

Selon Sergey Lavrov, ministre des Affaires étrangères russes, Bachar al-Assad protège les minorités qui vivent en Syrie depuis des décennies (RIA Novsti 2013 dans Roy 2015). En ce sens, l'implication russe serait pour protéger les minorités au Moyen-Orient qui seraient des « victimes » de ce conflit (Therme 2014). La délégation russe insiste également sur l'identité eurasiste. La Russie mènerait des combats similaires à ceux de l'empire russe (Therme 2014).

En réalité, la famille Assad a été perçue comme des partenaires fiables durant la guerre froide (Choumiline 2016). Cependant, selon Pichon (2013), le gouvernement russe ne considère pas Bachar al-Assad comme aussi digne que son père Hafez (Pichon 2013). L'important, c'est de maintenir ce régime et cette structure militaropolitique (Pichon 2013). En août 2013, après que le gouvernement syrien emploie l'arme chimique à Damas, Poutine propose le démantèlement de l'armement plutôt que le renversement du régime (Kozhanov 2018). Le 14 septembre 2013, le gouvernement russe participe au cadre de référence pour l'élimination des armes chimiques syriennes (ONU 2013, S/RES/2118).

En septembre 2015, l'armée russe intervient en Syrie (Corten 2018). Selon Kozhanov (2018), le gouvernement russe a essayé d'éviter toute intervention armée. Moscou nie toutefois s'ingérer dans la guerre civile syrienne (Corten 2018). Le 10 octobre 2015, lors d'une entrevue à Rossiya-1, Poutine affirme avoir le mandat des autorités syriennes pour intervenir en Syrie (President of Russia 2015). Il combattait plutôt des groupes terroristes tels que DAESH et Al-Qaïda (Corten 2018). En 2015, il propose une coalition large pour lutter contre le terrorisme (UNGA 2015). À ce sujet, la diplomatie russe estime que : « les terroristes doivent être combattus par tous » et que les « pays musulmans sont les éléments de cette coalition » (UNGA<sup>a</sup> 2017; UNGA 2015).

Enfin, le gouvernement russe se présente comme un médiateur en Syrie. En 2016, Lavrov déclare que « les mesures diplomatiques d’Astana ont été instaurées à la demande du régime syrien » et « blâme ceux qui ne veulent pas négocier » (UNGA<sup>b</sup> 2018).

Derrière ces discours inclusifs et vertueux se cache une volonté de préserver des acquis stratégiques. En réalité, Poutine fait preuve de pragmatisme russe. Entre autres, plusieurs processus de paix séparées sont en cours. Il y a bien sûr les pourparlers d’Astana qui débute en 2016, dont la Turquie et l’Iran y participent (International Crisis Group<sup>a</sup> 2018). Parallèlement, des rencontres tripartites entre la Jordanie, les États-Unis et la Russie sont entamées. Entre juillet 2017 et novembre 2017, la Russie, les États-Unis et la Jordanie négocient un cessez-le-feu concernant les zones du sud-ouest de la Syrie (International Crisis Group<sup>d</sup> 2018). En plus de ces deux rencontres, la diplomatie russe a rencontré le gouvernement israélien. Le 17 janvier 2015, quelques mois avant l’intervention russe, la Russie et Israël ont discuté de stratégies (The Times of Israël 2019<sup>b</sup>). Les buts de cette rencontre étaient pour éviter les frictions et assurer une plus grande coordination militaire (The Times of Israël 2019<sup>b</sup>). Le but désavoué était d’obtenir des garanties russes afin d’éviter l’emprise iranienne de la Syrie (International Crisis Group<sup>d</sup> 2018). À cet égard, Amir Eshel, un ancien chef de l’armée de l’air israélienne, a déclaré que seule la Russie parviendra à faire sortir l’Iran de la Syrie. En même temps, il a déclaré que la Russie pourrait bien se retourner contre Israël (Times of Israël 2019<sup>a</sup>).

Ainsi, le gouvernement russe souhaite collaborer avec les pays du Moyen-Orient. Il propose une coalition large contre le terrorisme et il veut rencontrer la plupart des parties impliquées. En même temps, Poutine préfère les dialogues bilatéraux (ou avec quelques acteurs) afin d’établir un rapport de force favorable. Il faut mentionner aussi que ces pourparlers se déroulent hors du cadre onusien, sans l’aide d’un organisme régionale telle que la Ligue arabe. Dans ce contexte, la Turquie a peu d’emprise sur le Sud-est syrien et le sort de la Syrie en général. En fait, les pourparlers d’Astana ciblent principalement des zones de militarisation au nord de la Syrie (International Crisis Group<sup>a</sup> 2018).

### **Le secteur énergétique : un talon d'Achille pour la Russie et pour la Turquie (2011-2018)**

Un autre enjeu important du conflit syrien concerne les relations économiques et énergétiques. Pépé Escobar, un correspondant d'Al-Jazeera, affirme que le conflit syrien serait avant tout une guerre commerciale dans le secteur des hydrocarbures (Escobar 2012). Ce dernier affirme que la lutte au terrorisme et le combat pour la démocratie ne seraient qu'une façade pour camoufler des intérêts économiques en Syrie. Il emploie même le terme de « *Pipelineistan* » syrien (Escobar 2012).

En réalité, plusieurs projets d'oléoducs et de gazoducs dans la région du Moyen-Orient sont actuellement sur la table. L'un d'entre eux a été proposé en 2009. Il traverserait l'Arabie-Saoudite, la Jordanie, la Syrie et la Turquie (The National 2009). Selon Orestein, les États-Unis approuvent ce projet, puisqu'il diversifierait l'approvisionnement européen en gaz naturel (Panetier 2015). Ce projet a toutefois été refusé par le gouvernement syrien afin de protéger les intérêts de son allié russe (Hurriyet Daily News 2013). Un autre pipeline, proposé en 2010, débiterait en Méditerranée orientale pour terminer en sol iranien (Panetier 2015). Cette fois-ci, ce projet a été appuyé par Gazprom, la compagnie semi-publique de gaz de naturel de la Russie (Panetier 2015). Encore une fois, cette construction a été annulée.

Les interventions russes et américaines viseraient à relancer ces projets. Fin 2011, les États-Unis, la France, la Grande-Bretagne et Israël auraient soutenu secrètement la rébellion en Syrie afin de remplacer le régime de Bachar al-Assad (Panetier 2015). À l'inverse, en juillet 2012, la Russie (et Gazprom) aurait sollicité afin de signer un protocole d'entente sur le gaz offshore syrien. L'accord a été signé finalement en fin 2013 (Panetier 2015). La guerre en Syrie serait finalement un prétexte pour promouvoir ou contrecarrer des projets de transports d'hydrocarbures.

En 2015, après que l'armée turque est abattue un avion russe, deux projets, le *Turkish stream* et le *South Stream* ont été annulés (Proedrou 2017). Les échanges commerciaux ont aussi diminué de manière significative après cet événement. À titre d'exemple, les importations russes vers la Turquie sont à 25 milliards en 2014 et diminuent à 15 milliards en 2016 (Turkish Statistical Institute 2017). Cette même tendance s'aperçoit en matière d'exportations turques vers la Russie.



En 2014, la Turquie exporte pour près de 6 milliards vers la Russie, tandis qu'en 2016, c'est seulement 1,6 milliard (Turkish Statistical Institute 2017). Depuis le rapprochement en Syrie, les relations commerciales entre les deux pays se sont améliorées. En 2017, les exportations russes vers la Turquie se chiffrent à 19 milliards, tandis que les exportations turques vers la Russie s'élèvent à 2,8 milliards. (Turkish Statistical Institute 2017). Alors, est-ce que le rapprochement en Syrie s'inscrit dans une volonté de relancer les échanges économiques entre les deux pays?

En septembre 2016, lors d'une visite à Istanbul, Poutine décide de redémarrer le projet *TurkStream* (International Crisis Group<sup>c</sup> 2018). En 2016, Rosatom, une compagnie russe spécialisée en nucléaire, obtient un contrat pour construire une centrale nucléaire en Turquie pour 2023 (International Crisis Group<sup>c</sup> 2018). Le 19 novembre 2018, le projet *Turkstream* est rendu à sa deuxième phase (Radio Free Europe<sup>a</sup> 2018). À ce sujet, le président russe déclare que la Turquie deviendra le prochain *hub* énergétique pour l'Europe grâce à ce projet (Radio Free Europe 2018<sup>a</sup>).

La Turquie s'impliquerait dans le conflit syrien pour cette raison. En fait, le pays souhaite devenir un *hub* énergétique, c'est-à-dire un carrefour entre les pays producteurs d'hydrocarbures et les pays consommateurs (Rebière 2014). Il faut souligner que la Turquie est un pays limitrophe à l'Europe (un cinquième de ses frontières) (International Crisis Group 2016). Le marché européen offre de multiples occasions d'affaires en matière d'énergies (Rebière 2014). De plus, l'économie turque est fortement dépendante de ces énergies fossiles (Schalck 2011). Ces infrastructures (gazoduc et oléoduc) assuraient un approvisionnement constant (Schalk 2011). Toutefois, pour devenir ce *hub*, la Turquie doit à la fois stabiliser la région et entretenir de bonnes relations diplomatiques avec les pays producteurs (Rebière 2014).

Le gouvernement russe a également avantage à préserver de bonnes relations diplomatiques et économiques avec la Turquie. En fait, Shalck (2011) affirme que la Russie fournit plus de la moitié des besoins énergétiques de la Turquie. De plus, en 2014, le gouvernement russe a été sanctionné par l'UE et par Washington à la suite de l'annexion de la Crimée (Marchand 2015). Ces sanctions ont grandement affecté l'économie russe (Proedrou 2017). Aussi, l'Union européenne impose des

règles économiques afin de limiter Gazprom au marché européen (Proedrou 2017). Dans ce contexte, la Russie doit trouver de nouveaux partenaires économiques (Kozhanov 2018). Les pays du Moyen-Orient (dont la Turquie) peuvent pallier ces nouvelles contraintes économiques (Kozhanov 2018). Bref, est-ce que des relations économiques favorables expliqueraient le rapprochement entre la Turquie et la Russie en Syrie ?

### **Le populisme des présidents Erdoğan et Poutine : un terrain d'entente ? (2014-2018)**

Un dernier élément de réponse concerne les tactiques similaires des dirigeants. En fait, Poutine et Erdoğan pratiquent une forme de populisme. À cet égard, Wilkin (2018) affirme que le terme populisme est fréquemment attribué à des individus démagogues ou charismatiques. Pour sa part, Poutine accorde une attention particulière à son image de puissance. Dans une entrevue réalisée à la station NBC, le président déclare qu'il n'est pas important de projeter la force, mais de la montrer<sup>36</sup> (President of Russia 2018). Il rajoute qu'il est confiant de faire la bonne chose et qu'il est prêt à toute éventualité pour accomplir ses buts<sup>37</sup> (President of Russia 2018). En 2018, dans une entrevue à NBC, il affirme que son expérience militaire lui est utile depuis qu'il œuvre dans le secteur civil :

*« I am also an officer, and I am the Commander-in-Chief. I also served as a military intelligence officer for 17 years old. [...] This gave me a lot of experience in the most diverse fields. I found it useful when I moved on to the civilian sector [...] ».* (President of Russia 2018)

À l'extérieur du pays, le président russe réussit à faire croître sa popularité auprès de l'électorat de droite en Occident, tout comme dans les régimes autoritaires (Binette 2016). Bref, en se présentant comme l'homme fort de la Russie, Poutine gagne en popularité.

---

<sup>36</sup> « *It is important not to project strength, but to show it* », réponse de Poutine durant une entrevue enregistrée le 2 mars 2018 à la station américaine NBC.

<sup>37</sup> « *Firstly, one should be confident that he is doing the right thing. Secondly, he must be ready to go all the way to achieve the goals* ».

En ce qui concerne Erdogan, ses gazouillis s'adressent directement à la population. Il se décrit comme un homme du peuple et il blâme l'élite : « nous ne sommes pas l'élite et le patronat »<sup>38</sup> (Erdoğan 2012). Il joue également avec le sentiment de peur de population. Par exemple, en 2012, il offre deux choix : « le Parlement ou la terreur » (Erdoğan 2012)<sup>39</sup>. Le 22 mars 2017, il conseille à l'Union européenne (UE) « d'arrêter son attitude hostile envers la Turquie sinon les Européens ne pourraient plus faire un pas dans la rue en sécurité » (Radio-Canada 2017).

Une solution, proposée par le populisme, serait de préserver l'ordre social autoritaire (Wilkin 2018). Il faut noter que des attentats terroristes ont eu lieu dans les deux pays. Le 4 décembre 2014, un raid d'insurgés a tué 24 personnes à Grozny (Genté 2018). Le 20 juillet et le 10 octobre 2015, deux événements terroristes surviennent à Süruç et à Ankara (Yavuz et Özcan 2015). Ces menaces deviennent des prétextes pour intervenir militairement et appliquer des mesures répressives. Bishara (2017) considère que le contre-terrorisme est un terme justifiant l'utilisation de la torture et l'État de surveillance constant. Les actions entreprises pour contrer le terrorisme prévalent sur les questions de liberté et de démocratie (Bishara 2017).

Par exemple, Erdogan dit avoir arrêté des journalistes du *Times* au nom de la sécurité nationale (Erdoğan 2011)<sup>40</sup>. Après le coup d'État de 2016, le président turc déclare : « nous continuons à perturber les plans des traîtres, qui sont comme un virus » (Erdoğan 2016)<sup>41</sup>. L'armée russe pour

---

<sup>38</sup> « Biz, seçkinlerin, elitlerin, patronların hükümeti değiliz ». Gazoulli envoyé le 01/03/2012.

<sup>39</sup> « Teröristlerle kucaklaşanlar parlamentoda millet adına mücadele veremezler. Vermeye kalksalar dahi saygı göremezler. Zira iki tercih var. » Gazoulli envoyé le 08/09/2012.

<sup>40</sup> « *The Times*'in muhabirleri tutuklanıyor. Serbest bırakılma belgelerine, "Türkiye'nin hatırı için serbest bırakıldı" diye yazılıyor ». Gazoulli envoyé le 22/03/2011.

<sup>41</sup> « Milli iradeye kasteden, adeta bir virüs gibi olan hainlerin planlarını bozmaya devam edeceğiz ». Gazoulli envoyé le 17/08/2016

sa part mène une campagne de séduction auprès des jeunes (Facon 2016)<sup>42</sup>. Selon Choumiline (2016), la guerre en Syrie permet à Poutine d'exposer les tendances impérialistes de l'Occident et d'exploiter la menace terroriste.

Ainsi, les deux pays semblent opter maintenant pour des discours contre le terrorisme. La stratégie russe en Syrie semble similaire à celle adoptée dans les années 2000. Ce sont les mêmes problématiques qui sont soulevées et les mêmes justifications utilisées quant à la lutte au terrorisme. Le cas syrien devient un conflit armé et une nouvelle dynamique militaire s'installe. Pour bien comprendre la situation, il serait pertinent d'analyser l'approche *hard power* et le rôle de l'institution militaire dans les deux pays.

## **2. Les modifications dans les stratégies *hard power***

### **2.1 la Turquie, *hard power* et la culture politico-militaire**

L'institution militaire a un rôle important, et ce depuis la création de la République de la Turquie. En fait, le pays a été fondé par un coup d'État dirigé par deux anciens généraux : Kazim Karabekir et Mustapha Kemal (Bozarslan 2014). Appuyés par le peuple, ils s'opposaient au traité de Sèvres garantissant un Kurdistan indépendant (Moulier 2008). À l'inverse, après le coup d'État, en 1923, ils ont signé un nouveau traité, celui de Lausanne, afin de récupérer la région orientale de la Turquie (Anderson 2000). Cette série d'événements cruciaux a influencé les prises de décisions subséquentes des dirigeants turques.

Par la suite, les décideurs ont bâti une infrastructure garantissant une importance à l'armée. Elle doit servir la patrie et accomplir une grandiose mission historique (Bozarslan 2014). L'armée est l'école de la nation, chargée d'inculquer le patriotisme et les valeurs républicaines (Ünsaldi 2008). Il s'agit du principal vecteur de l'identité turque (Ünsaldi 2008). De ce mode de pensée

---

<sup>42</sup> Naviguer entre autres sur le site : <http://kids.mil.ru/>

découleront plusieurs actions militaires telles que des interventions à l'étranger et un long état d'urgence.

Au centre de ces actions se trouvent le président turc et un comité d'union nationale appelé *Milli Birlik Komitesi*. Fondée en 1961, cette instance de décision, composée uniquement de généraux, intervient dans tous les domaines sensibles, de la question kurde à la contestation islamique (Bozarslan 2014). Au fil du temps, le président turc et le conseil MBK se sont dotés de plusieurs outils tels que la constitution de 1982 et la loi sur le terrorisme de 1991.

À titre d'exemple, l'article 120 de la constitution stipule que des indices sérieux de violences visant à renverser l'ordre démocratique peuvent mener l'état d'urgence (Kaboğlu 2017). Durant cet état, les autorités ne sont pas tenues de respecter les droits individuels (Ankara 1982 no. 2709 art. 91). Aucun appel ne peut être fait contre les décisions du président de la République (Ankara 1982 no. 2709 art. 105). Ce dernier peut utiliser les forces armées, demander un conseil de sécurité nationale, proclamer l'état d'urgence et signer des décrets-lois (Ankara 1982 no. 2709 art. 104). Enfin, certains articles de la loi sur le terrorisme du 12 avril 1991 ont donné un grand pouvoir discrétionnaire aux militaires turcs dans la zone kurde (Moulier 2008). Kazancigil (2012) affirme qu'une simple expression pacifique peut mener à une inculpation ou à un emprisonnement arbitraire (dans Marcou & Türkmen 2012).

Pour expliquer ce phénomène, Kazancigil (2012) emploie le terme d'État profond. Bien que la république de la Turquie soit un État démocratique, les dirigeants turcs peuvent mettre en tutelle certaines institutions politiques au nom de la sécurité publique (Kazancigil 2012 dans Marcou & Türkmen 2012).

### **Les campagnes militaires contre le PKK en Turquie, en Irak et en Syrie (1987-2002)**

C'est dans ce contexte qu'un groupe armé devient important au courant des années 1980 (Moulier 2008). Après quatre ans de clandestinité, le PKK naît officiellement le 27 novembre 1978 (CRR 2002). L'un des principaux objectifs de ce parti est de créer un grand État kurde, englobant des

provinces turques, irakiennes, syriennes et iraniennes (CRR 2002). Pour y parvenir, l'organisation fait des guérillas en Turquie, dont celle du 12 septembre 1980 (CRR 2002).

Ainsi, pour la Turquie, cette organisation constituait une menace directe. En effet, le PKK rejette les fondements du traité de Lausanne et revendique une partie du territoire turque (Moulier 2008). À l'époque, les dirigeants turcs choisissent rapidement la réponse militaire (CRR 2002). En 1978, le gouvernement turc agit sous la loi martiale (CRR 2002). Tous les moyens sont permis : bombardements, incendies (politique de la terre brûlée), tortures, disparitions, assassinats (CRR 2002). Finalement, le pays déclare l'état d'urgence dans les provinces kurdes en 1987<sup>43</sup> (Ankara 1987 madde 1).

Dès les premiers affrontements, le PKK s'exile en Syrie, en Irak et au Liban (Backzo, Dorronsoro et Quesnay 2016; CRR 2002; Acun et Keksın 2017). De nombreux congrès ont eu lieu à Lattaquié (en Syrie) dont ceux de 1982 et de 1986 (CRR 2002). Cependant, en avril 1992, la Syrie et la Turquie ont commencé à coopérer afin d'éliminer ce groupe en signant des accords de sécurité (CRR 2002). Ankara exige entre autres au gouvernement libanais (et syrien<sup>44</sup>) de fermer les camps dans la vallée du Beqqa (Acun et Keksın 2017). En 1998, Ankara durcit le ton et menace même d'intervenir en Syrie. Le 1er septembre 1998, le président turc Demirel l'affirme en chambre parlementaire (Acun et Keksın 2017). Finalement, le 20 octobre 1998, l'accord Adana a été signé (Thowhidul 2016). Dans cet accord, Damas qualifie le PKK de terroriste et expulse le chef du parti Abdullah Öcalan (CRR 2002; Backzo, Dorronsoro et Quesnay 2016). Entre 2003 et 2010, le gouvernement syrien arrête des centaines de militants kurdes<sup>45</sup> (Acun et Keksın 2017).

---

<sup>43</sup> Plus précisément, il s'agit des provinces de Batman, Bingöl, Diyarbakır, Elazığ, Hakkari, Mardin, Siirt, Tunceli et Van il'lerini

<sup>44</sup> Il faut rappeler qu'en 1992, le gouvernement syrien occupe encore militairement le territoire libanais.

<sup>45</sup> Sous la bannière du PYD

À l'inverse, le groupe terroriste se réfugie en Irak à partir de 1992. Afin d'éradiquer ce groupe, la Turquie décide d'intervenir militairement en territoire irakien. Ainsi, commencent de multiples incursions militaires en Irak. Jusqu'en 1999, le gouvernement turc mène plusieurs opérations militaires avec ou sans l'autorisation de ce pays (Moulier 2008; Universalis N.D.<sup>b</sup> ; CRR 2002). Tranquillement, ces opérations deviennent illégitimes. En effet, le gouvernement irakien commence à dénoncer les interventions du gouvernement turc à partir de 1991 (Moulier 2008). En plus, les États-Unis décident de s'allier au PKK (Özcan et Yavuz 2015). Bref, le PKK devient inatteignable en Irak tandis qu'en Syrie et au Liban, il disparaît peu à peu.

Finalement, en 1999, le chef du parti du PKK, Öcalan, est arrêté. Cette arrestation mène à un abandon (temporaire) de la lutte armée (Moulier 2008). Le parti des travailleurs du Kurdistan décide plutôt de revendiquer des droits culturels (CRR 2002). En avril 2002, le PKK choisit un nouveau nom : le Parti kurde pour la liberté et la démocratie (KADEK) (CRR 2002). Parallèlement, le gouvernement turc manifeste un intérêt pour une solution pacifique. De juillet 2000 à novembre 2002, Ankara abolit l'état d'urgence dans les provinces kurdes (CRR 2002). Le 3 août 2002, l'État turc reconnaît certains droits culturels à la communauté kurde (CRR 2002).

La question kurde semble être a priori résolue. Néanmoins, les deux opposants font preuve de certaines méfiances. Entre autres, le PKK refuse de démanteler sa branche armée au nord de l'Irak, tandis que la Turquie ne reconnaît pas la nouvelle vocation du parti et continue de l'appeler PKK (CRR 2002). En 2003, le Parlement turc dénonce l'intervention américaine en Irak, en soutenant que celle-ci risque de déstabiliser la région (Le Moulec et Signoles 2015). Durant la même année, un nouveau parti affilié au PKK naît en Syrie : *Partiya Yekitiya Demokrat* (PYD) (Tejel 2014). Le PYD affirme le contraire, il dit être indépendant du PKK (Acun et Keksin 2017).

### **Le lynchage public du MBK (2003-2010)**

Jumelé à ces efforts d'apaisement avec le KADEK, le nouveau gouvernement élu, l'AKP, décide de réformer les institutions militaires afin de réduire le poids décisionnel de l'armée. Le 30 juillet 2003, le Comité union nationale (MBK) devient un organe consultatif (Ünsaldi 2008). De plus, le secrétaire général de ce comité pourrait être un civil (Universalis N.D.<sup>b</sup>). Il faut rappeler que cette instance militaire était au cœur de toutes les décisions politiques. En 2007, le parti de l'AKP profite d'un scandale médiatique pour réduire davantage les pouvoirs de ce comité (Bozarslan 2014). En réalité, les médias turcs découvrent une panoplie de documents démontrant le *modus operandi* du MBK (Bozarslan 2014). L'AKP dénonce de ce fait cette emprise jugée malsaine du MBK sur la sphère politique et institutionnelle (Bozarslan 2014). Le 12 septembre 2010, le gouvernement turc adopte une nouvelle constitution qui attaque de nouveau le comité d'union nationale. Dans ce texte de loi, il est question de réduire les pouvoirs des cours militaires et d'annuler l'immunité aux généraux responsables du coup d'État de 1980 (Universalis N.D.<sup>b</sup>). Grâce à cette modification, le 4 avril 2012, un procès contre les auteurs du coup d'État débute (Marcou 2012<sup>b</sup>). Enfin, le 30 août 2011, ce n'est plus le chef d'État-major le responsable des cérémonies commémorant la victoire de 1922 (Marcou 2012<sup>a</sup>). En somme, depuis 2003, le gouvernement de l'AKP restreint les pouvoirs du MBK et de l'institution militaire.

### ***Zero problem* avec les voisins (2002~2011)**

Simultanément, le gouvernement de l'AKP adopte une nouvelle politique étrangère axée sur la résolution pacifique des conflits. Selon Le Moulec et Signoles (2015), la sécurité nationale a été remplacée par *zero problem* avec les voisins. En 2003, le nouveau ministre des Affaires étrangères, Ahmet Davutoğlu, affirme que la Turquie adoptera une attitude proactive au Moyen-Orient (Günay et Renda 2014). Notamment, ce gouvernement privilégiera le dialogue politique lors des conflits régionaux (Günay et Renda 2014). Entre 2007 et 2009, le pays a été l'instigateur d'une médiation entre Israël et la Syrie (Günay et Renda 2014). Également, en 2008 et en 2009, le gouvernement turc a entamé un processus d'entente entre le Hamas et le Fatah (Le Moulec et Signoles 2015). Aussi, le pays a offert de l'assistance humanitaire lors de la guerre au Liban en 2006 (Günay & Renda 2014).



Concernant la question kurde et le Kurdistan irakien, l'AKP a continué les efforts diplomatiques entamés par ses prédécesseurs. En 1991, le président Özal a inauguré une ambassade pour le Kurdistan irakien<sup>46</sup> (Sharif et Towfiql 2015). Également, le 8 mars 1991, Özal rencontre secrètement les leaders kurdes pour apaiser les tensions entre les deux entités politiques (Sharif et Towfiql 2015). Dans cette continuité, le gouvernement de l'AKP avait choisi de dialoguer avec un des deux partis politiques kurdes, le *Conseil national kurde* parrainé par Massoud Barzani (International Crisis Group 2016).

Comme politique intérieure, le parti investit les services en santé et en éducation dans les provinces kurdes du sud-est (Yavuz et Özcan 2015). Le membre fondateur de l'AKP, Erdoğan, reconnaît le problème kurde. Par exemple, en 2012, ce dernier affirme :

À première vue, cette nouvelle doctrine semblait prometteuse. Elle fut bien accueillie par l'Union européenne (Günay et Renda 2014). Toutefois, au fil du mandat présidentiel de Güle (2007-2014), le gouvernement turc commet plusieurs incidents diplomatiques. En 2008, après l'échec des pourparlers Israël-Palestine, la diplomatie turque durcit le ton envers Israël (Le Moulec & Signoles 2015). Ce dernier accusait l'AKP d'avoir des liens avec les membres du Hamas (Le Moulec et Signoles 2015).

La lutte contre le PKK a également repris avant le conflit syrien. Le 16 décembre 2007, l'armée turque a bombardé à plusieurs reprises des cibles irakiennes (Moulier 2008). Le 21 février 2008, trois bataillons turcs ont été envoyés en territoire irakien (Moulier 2008). Enfin, entre 2010 et 2011, 8000 citoyens kurdes ont été arrêtés tels que les députés du *Bariş ve Demokrasi Partisi* (Kazancigil 2012). Ainsi, avant même que le conflit syrien éclate, plusieurs événements laissent sous-entendre que la doctrine *Zero problem* était voué à l'échec.

---

<sup>46</sup> Cependant, cette ambassade était à Ankara et non en Irak

## **2.2 La Russie et le hard power**

Comme la Turquie, l'histoire de la Russie est étroitement liée à son institution militaire. Durant l'ère soviétique, la défense de la république était la priorité absolue (Chkolnyï 1996). Tcherviakov (1998) souligne que l'URSS se résume à trois grands axes : « la direction du parti communiste, l'armée et le complexe militaro-industriel » (Tcherviakov 1998).

Le rôle de l'armée, en plus de ses fonctions habituelles, consistait à mobiliser les forces patriotiques et communistes (Facon 2002). En autres mots, elle veillait au respect des normes sociétales (Facon 2002). Par exemple, l'armée soviétique a entrepris plusieurs purges civiles, les *Red terror*, pour assurer la cohésion au sein des Républiques (Johnson 2005). Elle a aussi participé à la déportation de Tchetchènes, de Balkars, de Kalmyks, d'Ingush, de Karachair et de Crimées Tatars (Johnson 2005). Elle obligeait les instances religieuses à collaborer avec le KGB (Dunlop 1995 dans Johnson 2005).

En matière de politiques étrangères, le commandant militaire russe Vladimir Lobov affirmait que le parti communiste préconisait la force pour régler les problèmes internationaux (Tcherviakov 1998). Entre autres, l'URSS s'était engagée dans une course à l'armement contre les Américains (Tcherviakov 1998).

### **L'après-URSS : la diminution du budget militaire et la Première Guerre tchétchène (1991-1998)**

Cette militarisation fort coûteuse engendre une dette généralisée de l'Union soviétique (Facon 2002). Le 31 décembre 1991, l'URSS cesse d'exister. Le président de l'URSS, Mikhaïl Gorbatchev, démissionne et plusieurs États deviennent indépendants. L'un de ces territoires, la Russie, est nouvellement dirigée par Boris Eltsine. Ce dernier adopte une attitude de laissez-faire et prône la décentralisation de l'État russe (Binette 2016; Dannreuther et March 2010).

Durant les années 1990, une vague de nationalisation survient en Russie dans les républiques du Tatarstan et en Tchétchénie (Dannreuther 2010). En 1988, le centre public de tous les Tatars est

créé (*All-Tatar public Centers*) (Khurmatullin 2010). En août 1991, Dzhokhar Dudayev, un ancien général soviétique, fait un coup d'État en Tchétchénie contre le gouvernement local (Britannica N.D.). En mars 1992, ce nouveau dirigeant adopte une constitution déclarant la Tchétchénie un État indépendant (Radio-Free Europe 2007). En 1994, le Tatar obtient des pouvoirs additionnels, mais il demeure une entité fédérée à la Russie (Dannreuther 2010). Au contraire, Eltsine refuse de négocier avec le gouvernement local de Tchétchénie (Russell 2010). En décembre 1994, Boris Eltsine décide d'entrer en guerre contre ce gouvernement pour rétablir l'ordre constitutionnel (Le Huérou & Merlin 2018; Kramer 2005). Cette guerre se termine en août 1996 lorsque les deux parties signent un traité à Khasavyurt (Kramer 2005).

Ce laissez-faire s'observe aussi dans la gestion de l'appareil militaire. En fait, Boris Eltsine réduit grandement les dépenses (Tcherviakov 1998). En 1996, la production d'armes a diminué 83 % comparativement à celle de 1991 (Chkolnyï 1996). Par exemple, en 1992, l'État russe dépense 40786 milliards en dollar américain constant, tandis qu'en 1996, il investit 20941 milliards (SIPRI 2018). Tcherviakov (1998) remarque aussi que les entraînements militaires avaient été moins nombreux et l'équipement militaire n'a pas été renouvelé. Lors du débat de 1997, Alexandre Livchits, ministre des finances russe, exigeait davantage en demandant une plus grande transparence budgétaire et une réduction des effectifs (Tcherviakov 1998). Chklonyï (1996) soulève qu'en 1996, le budget de la Russie était déficitaire de 150 billions de roubles (Chkolnyï 1996). Entre autres, le gouvernement russe devait rembourser 10,1 milliards au FMI (Baker 1996).

Toutefois, Litvchits n'a pas réalisé toutes ses propositions en raison d'une forte opposition. Les opposants politiques au budget étaient nombreux dont les syndicats militaro-industriels, le ministère de la Défense et le ministre de l'Intérieur (Tcherviakov 1998). Également, l'opinion publique était plutôt favorable à l'institution militaire (Chkolnyï 1996). Comparativement aux autres départements ministériels, les employés de la Défense n'étaient pas les plus haut salariés (Chkolnyï 1996). Aussi, les soulèvements en Tchétchénie en hiver 1994 et la lutte aux séparatistes en général justifiaient la nécessité de cette instance (Facon 2002; Tcherviakov 1998). Enfin, les parlementaires craignaient une autre intervention armée, cette fois-ci contre le gouvernement en

place (Facon 2002). Il faut rappeler que le 4 octobre 1993, l'armée russe a protégé Eltsine contre la dissolution du Parlement (Facon 2002). Ainsi, le budget de 1997 était plutôt favorable à l'appareil militaire (Chkolnyï 1996; Facon 2002).

Le 17 août 1998, le pays tombe en grande crise financière, incapable de payer ses dettes (Radio Free Europe 2009). C'est dans cette situation économique et politique précaire que Poutine arrive en pouvoir.

### **L'ascension de Poutine : la remilitarisation de la Russie et la lutte au terrorisme international (1999-2011)**

Vladimir Poutine, issu de l'institution militaire soviétique, profite de son prestige pour gravir les échelons politiques (Huvé 2015). Durant la période soviétique, il était un employé du KGB (Lieven N.D.). En juillet 1998, il devient le directeur du *Federal Security Service (FSB)*, l'organisme remplaçant le KGB (Lieven N.D.). Après un court intérim, il devient président de la Russie en mars 2000.

À propos des difficultés russes, Vladimir Poutine est un partisan de la ligne dure, de l'ordre et la stabilité (Lieven N.D.). Dès son premier mandat (2000-2008), il procède à une recentralisation de la Russie (Dannreuther et March 2010). Entre autres, il diminue l'autonomie du Tatarstan (Dannreuther et March 2010). Également, Poutine procède à une remilitarisation de l'État russe. Facon (2016) qualifie ce phénomène de « révolution militaire tranquille » débuté en 2008. À cet égard, Binette (2016) affirme que le budget militaire a plus que doublé (215 %) entre 2000 et 2015.

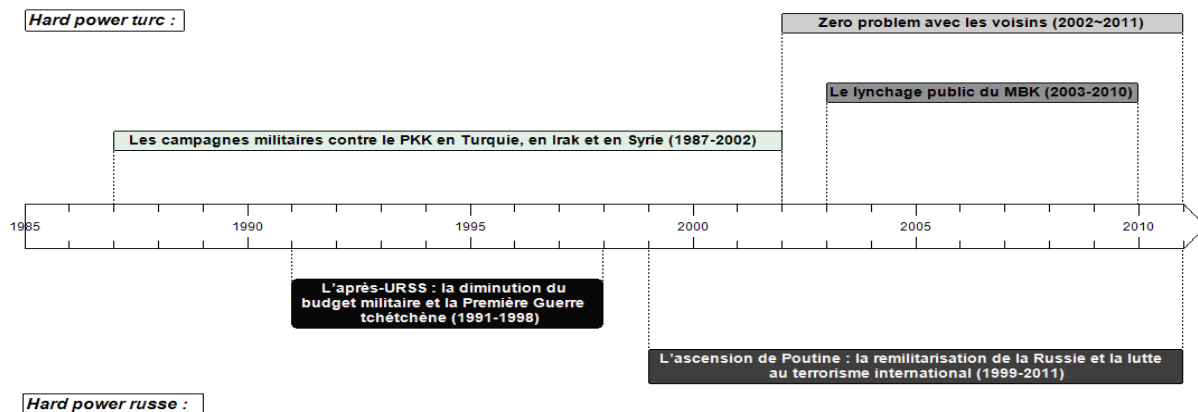
Il utilise des campagnes militaires pour redorer son image personnelle, tout comme celle de l'armée. Il faut rappeler les déboires de l'armée russe. Durant le premier conflit tchéchène, Facon (2016) souligne la désorganisation de l'armée. Aussi, deux entraînements militaires tournent en dérision médiatique. Le 12 août 2000, le sous-marin *Kursk* échoue, tuant tout l'équipage (Radio Free Europe 2009). Le 15 février 2004, durant les jeux militaires, le sous-marin *Arkhangelsk* ne tire pas les missiles balistiques comme prévu (Bransten 2004).

Le combat contre les séparatistes devient une autre occasion pour augmenter sa cote de popularité. Bien que la première guerre en Tchétchénie soit terminée, la région du nord Caucase demeure instable. Comme exemple, Kramer (2005) mentionne les prises d'otages, la criminalité et le contrôle des municipalités par des seigneurs de guerre. Également, après cette première guerre, les leaders locaux tchétchènes vont être aidés par des djihadistes provenant du Moyen-Orient (Russell 2010). Ces derniers ont acquis de l'expérience militaire en Bosnie, en Palestine, en Afghanistan et au Khasmir (Dannreuther et March 2010). Le 7 août 1999, deux militants tchétchènes, Shamil Basayev et Sayf al-Islam Khattab, envahissent le Daghestan, une république avoisinante à la Tchétchénie (Kramer 2005; Radio Free Europe 2009).

Dès lors, le président demande aux forces armées de contrôler la région par tous les moyens possible (Kramer 2005). En printemps 2000, Poutine s'engage dans une opération militaire (Facon 2002; Aktürk 2006). L'attentat terroriste du 11 septembre 2001 devient un autre prétexte pour justifier la lutte au terrorisme wahhabite (Dannreuther et March 2010). Pendant l'été 2002, il élargit le pouvoir d'action en déposant un projet de loi sur le combat d'activités extrémistes (Verkhovsky 2010). Le 16 avril 2009, le gouvernement russe cesse d'intervenir en Tchétchénie (Russell 2010).

## 2.3 Les enjeux sécuritaires entre Moscou et Ankara avant la guerre syrienne (1945-2011)

Figure 3 : Les enjeux sécuritaires entre Moscou et Ankara avant la guerre syrienne



Comme mentionné précédemment, l'armée joue un rôle important dans les deux pays. Tout d'abord, elle est garante de fierté. Toutefois, en raison des difficultés financières, le financement de l'armée est réduit sous l'ère Eltsine (1991-1999). Depuis 2000, Poutine réinvestit dans l'armée et celle-ci redevient un objet de fierté nationale. La Turquie opte plutôt pour une approche pacifique depuis 2000. Le parti AKP prône la diplomatie et non la lutte armée pour résoudre les problèmes politiques. Également, le gouvernement turc discrédite le *Comité d'Union Nationale* : une institution militaire importante.

L'armée des deux pays lutte également contre le terrorisme. Cependant, l'URSS et la Turquie menaient des guerres par procuration. À ce sujet, Yevgeny Shaposnikov, un ancien ministre de Défense de L'Union soviétique a déclaré que si la Turquie continue de s'impliquer dans le conflit

entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan, une troisième guerre mondiale éclaterait (Winrow 1997, dans Aktürk 2006). Une autre guerre par procuration concernait le PKK. Le Parti de travailleurs kurdes bénéficiait de très bonnes relations avec les dirigeants de l'URSS (FPRI 2015). Le marxisme-léninisme était la principale source d'inspiration du PKK jusqu'au 5<sup>e</sup> congrès du parti en janvier 1995 (CRR 2002). En 1998, Öcalan, l'ancien chef du PKK, a reçu le statut de réfugié politique en Russie. Bien que la Turquie ait exigé son extradition, la Russie l'a refusée (Dannreuther 2004). Une dernière *proxy-war* ciblait la communauté tchéchène. Durant la première guerre en Tchétchénie, la Turquie avait aidé les militants tchéchènes et avait dénoncé l'intervention russe (Dannreuther 2004).

Cependant, lorsque Russie Unie et AKP sont élus, les deux pays expriment une volonté de non-ingérence dans les politiques intérieures. En 1999, durant la visite du premier ministre turc Ecevit, Poutine déclare que la Russie n'a jamais soutenu et ne soutiendra pas le terrorisme en Turquie (Aktürk 2006). En 2000, le premier ministre russe, Mikhaïl Kasyanov, affirme que la Turquie et la Russie ont des réponses semblables vis-à-vis du terrorisme et du fondamentalisme religieux (Aktürk 2006). Parallèlement, les deux premiers ministres expulsent les séparatistes kurdes et tchéchènes de leurs territoires (Aktürk 2006).

La Turquie sert également d'appui militaire à l'OTAN. Durant la guerre froide, Washington exige qu'Ankara s'oppose à l'Union soviétique afin de bénéficier d'un soutien économique et militaire (Bilgin 2017). Bülent (2006) mentionne que la Turquie servait de contre-balance à l'influence soviétique.

Après la dissolution de l'Union soviétique, les gouvernements turcs remettent en question l'utilité de l'OTAN. Par exemple, Şükrü Elekdağ, ancien ministre des affaires étrangères turc, croit que l'OTAN a perdu sa fonction de soutien à la défense turque (Ikenberry 2001, dans Aktürk 2006). Le général turc Tücer Kiliç abonde dans le même sens qu'en affirmant qu'Ankara doit se chercher de nouveaux alliés (Aktürk 2006). C'est dans ce contexte que la Turquie crée l'*Organisation de coopération économique de la mer Noire* en 1992 (Schalck 2011). Privilégiant les échanges

commerciaux comme facteur de paix régionale, l'organisation a également une vocation stratégique (Schalck 2011).

Finalement, les deux pays commencent à dénoncer les interventions américaines au Moyen-Orient. La Turquie, pour sa part, s'oppose aux deux incursions militaires en Irak (en 1991 et en 2003) (Moulier 2008; Verez et Chaponnière 2005). La Russie quant à elle accuse les États-Unis d'ingérence en Yougoslavie, en Irak et dernièrement en Libye (UNGA<sup>a</sup> 2018). Bref, avant le conflit syrien, les deux pays se sont à la fois rapprochés d'un point de vue de lutte au terrorisme et en termes d'alliance militaire.

#### **2.4 Le *hard power* du gouvernement russe et turc en Syrie (2011-2018)**

À première vue, les pourparlers d'Astana semblent être en continuité avec les actions diplomatiques entreprises entre la Turquie et la Russie depuis 2000. Erdoğan affirme que le conflit syrien est une guerre au terrorisme et qu'il faut immédiatement agir avant qu'il ne soit trop tard. En septembre 2017, la Turquie, l'Iran et la Russie concluent sur des zones de démilitarisation dans la province d'Idlib en Syrie (International Crisis Group<sup>a</sup> 2018). Dernièrement, le 29 janvier 2017 et 5 février 2018, l'armée russe et l'armée turque ont coordonné leurs opérations (International Crisis Group<sup>a</sup> 2018).

Or, il s'agit d'un changement de stratégie pour la Turquie. Au début du conflit, l'AKP a offert son soutien à l'opposition syrienne (Thowidul 2016). Or, pour la Russie, cette opposition était principalement formée de terroristes (Delanoë 2015). De plus, le 24 novembre 2015, l'armée turque abat un avion militaire russe (Radio-Canada 2015). Moscou a immédiatement riposté par des sanctions économiques (Radio-Free Europe 2017). Alors, qu'est-ce qui explique ce changement de stratégies pour la Turquie et pour la Russie ?



### **L'armée turque en Syrie: le syndrome de Sèvres et les décisions présidentielles (2012-2018)**

Malgré les discours en faveur de la démocratie et pour une approche pacifique, le conflit illustre bien la tendance turque à opter pour une approche militaire lors d'un conflit. En fait, la médiation avec le gouvernement syrien s'est rapidement conclue par un échec. Il s'en est suivi une escalade rapide vers le conflit armé.

En septembre 2012, le gouvernement turc rapatrie ses ambassadeurs turcs de la Syrie (Backzo, Dorronsoro et Quesnay 2016). En octobre 2012, la Turquie riposte aux tirs d'obus de l'armée syrienne (Özcan 2014). Également, durant ce mois, le Parlement turc autorise le gouvernement à « mener des opérations militaires en territoire syrien au nom de la sécurité nationale » (*Milliyet* 2012, dans Özcan 2014). Enfin, en novembre 2012, la Turquie demande à l'OTAN le déploiement de missiles *Patriot* sur son territoire pour le protéger d'éventuels tirs de missiles syriens. (Özcan 2014). Bref, rapidement les stratégies de négociation avec le gouvernement syrien ont été remplacées par des impératifs sécuritaires.

Pour comprendre ce changement, il faut aborder le concept de *syndrome de Sèvres*. Ce terme défini entre autres par Moulier (2008) et par Sharif et Towfiql (2015) sert à illustrer la peur du gouvernement turc de perdre des territoires. Il faut rappeler qu'une des clauses du traité de Sèvres concernait la création d'un Kurdistan indépendant (Moulier 2008). Ce traité est aussi associé à des événements traumatisants tels que la guerre d'indépendance turque et la chute de l'Empire ottoman (Sharif et Towfiql 2015). Selon Le Moulec et Signoles (2015), ce syndrome se manifeste par des discours nationalistes offensifs et par une méfiance des choix stratégiques des pays voisins.

Dans le cadre du conflit syrien, le gouvernement turc a perçu plusieurs signaux alarmants. Le 19 juillet 2012, le gouvernement d'Assad retire ses troupes au nord de la Syrie pour les concentrer à Alep et à Damas (Tejel 2014). Pour Van dam (2017), il s'agit d'une entente tacite entre le PYD et le régime de Bachar al-Assad. À cet égard, le 25 juillet 2012, dans le journal *Hurriyet*, le gouvernement turc tient les propos: « une entité kurde qui se formerait au nord de la Syrie serait

pour nous une entité terroriste. Notre droit d'y intervenir serait indiscutable »<sup>47</sup> (Hurriyet 2012). En janvier 2014, le PKK en Syrie crée unilatéralement trois cantons kurdes (Tejel 2014). Enfin, le 25 septembre 2017, le président du Kurdistan irakien, Massoud Barzani, tient un référendum sur l'indépendance du Kurdistan (Al Jazeera 2017). Bien que ce référendum n'ait aucune valeur légale, il est contesté par la Turquie (Al Jazeera 2017).

Dans l'échelle des priorités du gouvernement turc, International crisis group (2016) estime que la priorité numéro un de l'État turc est d'avoir une frontière stable sans la présence kurde. Toujours selon ce groupe de recherche, la deuxième priorité de ce gouvernement consiste à mettre au pouvoir un gouvernement sunnite près des *Frères musulmans* (International crisis group 2016<sup>b</sup>). Ainsi, devant le fait accompli, la Turquie opte pour la lutte contre le PYD.

Ce changement de stratégie s'explique aussi par la volonté d'Erdoğan de collaborer avec la Russie et de renforcer ses pouvoirs dans son propre pays. Dans un contexte où le président dispose d'une mainmise sur la politique étrangère, Erdoğan peut choisir ses propres stratégies.

En effet, depuis 2003, le MBK devient de plus en plus accessoire dans l'élaboration des politiques étrangères et de Défense (Boz-Acquin 2018). Également, depuis l'élection présidentielle de 1989, Favre (1991) affirme qu'il y a une hypertrophie présidentielle face à une atrophie parlementaire (Favre 1991). Ainsi, le président turc s'approprie tous les pouvoirs militaires et les exerce comme bon lui semble. À cet égard, Öktem (2012) affirme que peu importe le parti au pouvoir, quelle que soit son idéologie, le président s'accommode vite de l'autoritarisme de 1980. Une fois arrivés au pouvoir, les dirigeants prennent soin de garder cette constitution qu'ils diabolisaient en période électorale (Öktem 2012).

---

<sup>47</sup> « Kuzeyde oluşacak bir yapılanma bizim için bir terör yapılanmasıdır. Oraya müdahale etmek bizim en tabii hakkımızdır »

Déjà sous la présidence de Güle (2008-2014), Marcou (2012) remarque cette tendance. Cet auteur conclut que « le parti majoritaire détient désormais la plupart des leviers du pouvoir, tant au niveau national qu'au niveau local ». (Marcou 2012). Sous la présidence d'Erdoğan (2014-2018), ce contrôle des institutions se maintient et même s'amplifie après le coup d'État du 15 juillet 2016. Effectivement, après ce coup, le président turc élimine tous les opposants politiques susceptibles d'être associés à une organisation terroriste (Kaboğlu 2017). Amnesty international (2016) estime que près de 100 000 fonctionnaires ont perdu leurs emplois. 37 000 d'entre eux proviendraient des secteurs juridiques, policiers et militaires (Amnesty International 2016). En 2017, pendant l'état d'urgence, Erdoğan tient un référendum afin d'abolir le poste de premier ministre (Kaboğlu 2017). Pourtant, en 2007, ce dernier avait fait la promesse de ne pas tenir de référendum lors d'un état d'urgence (Kaboğlu 2017). Enfin, en été 2017, le service des renseignements turcs (MIT) est devenu sous le contrôle du président de la République (Boz-Acquin 2018)

Ainsi, ce n'est plus autant le MBK qui définit les politiques étrangères et de Défense. Au contraire, il y a une forte concentration du pouvoir attribué au président de la République. Les décisions prises durant la guerre en Syrie reflètent la volonté du président Erdoğan. Ce dernier priorise la sécurité nationale (et non *Zero problem*), le combat au terrorisme kurde et un rapprochement avec la Russie.

### **L'armée russe en Syrie: l'instabilité régionale et la démonstration militaire (2015-2018)**

Les enjeux du conflit syrien ont aussi des répercussions au niveau de la sécurité territoriale russe. Suchkov (2017) affirme que l'émergence de l'État islamique en Irak et en Syrie est étroitement liée à celle de l'Émirat du Caucase (CE). Tout comme l'ÉI, le CE croit qu'elle fait partie d'un djihad planétaire (Suchkov 2017). Les deux organisations misent sur la religion (l'islam) et non sur l'ethnicité (Suchkov 2017). Cette similarité idéologique a facilité la coopération. En décembre 2013, Dokku Umarov, leader du CE, aurait aidé financièrement l'État islamique<sup>48</sup> (Suchkov 2017). L'Émirat du Caucase a envoyé des troupes en Syrie (Suchkov 2017). Les autorités russes

---

<sup>48</sup> Selon les propos mêmes de l'ÉI

estiment qu'environ 3000 à 5000 combattants originaires du nord du Caucase, du reste de la Russie et des communautés tchétchènes seraient en djihad (Kožhanov 2018; Monde diplomatique 2018).

Cette situation devient préoccupante pour le gouvernement russe. Entre autres, ce dernier craint un effet *spillover* (Le Huérou & Merlin 2018; Suchkov 2018). Effectivement, en plus de la région caucasienne, il observe des signaux alarmants dans la région de la Volga : l'organisation tatare *Jamaat Bulgar* participerait au djihad syrien (Suchkov 2017; Kožhanov 2018). En fait, un mouvement de revendication islamique gagne en popularité depuis le milieu des années 1990 (Khurmatullin 2010). Des organisations telles que le *Hizb ut-Tahrir*, le mouvement *Gülen* et le *Tablighi Jamaat*, prônent une approche non violente (Fumagalli 2010). En réalité, ces organisations islamiques mettent en évidence l'islamophobie et les mauvais traitements réservés aux communautés musulmanes (Münster 2014). Il faut rappeler que la Russie a toujours empêché l'émergence de ces mouvements (Dannreuther 2010). À titre d'exemple, en 2012, le gouvernement russe met à jour sa liste de matériels prohibée, dont les ouvrages de Fethullah Gülen et Saïd Nursi (Münster 2014). Bref, un dilemme d'insécurité persiste (Fumagalli 2010).

Alors, pour la Russie, l'objectif premier est de consolider ses frontières et de combattre les séparatistes islamiques (Türker 2012). Également, une victoire en Syrie permettrait de freiner la mouvance djihadiste au Moyen-Orient et au Caucase (Le Huérou & Merlin 2018; Suchkov 2018). En 2014, à l'intérieur des frontières russes, la paix sociale en Tchétchénie a été rompue. Le 4 décembre, l'État islamique a commis un attentat terroriste à Grozny (Suchkov 2017).

Une autre raison qui explique l'intervention de l'armée en Syrie concerne la volonté de redonner une image positive de l'armée. En fait, cette dernière a connu des déboires survenus dans un passé récent, que ce soit en Tchétchénie ou en Géorgie (Kramer 2005; Facon 2016).

Pour Delanoë (2016), l'intervention en Syrie est une démonstration de crédibilité et de fiabilité. Il s'agirait de la première réelle campagne militaire depuis la fin de l'URSS. (Delanoë 2016). Les interventions débutent en septembre 2015 (Corten 2018). Rapidement, la Russie se déploie en

territoire syrien. À l'espace de 3 ans, l'armée russe contrôle 80 % du territoire (Corten 2018). À cet égard, Facon (2016) et Bishara (2015) soulignent l'efficacité et l'organisation de l'armée russe dans ce conflit.

Faire la démonstration de son arsenal devient aussi une priorité. En 2014, Poutine affirme qu'aucun pays n'atteindra la supériorité militaire russe<sup>49</sup> (President of Russia 2014). En 2015, le dernier concept national de sécurité russe souligne l'importance d'améliorer les aptitudes défensives de l'armée (Instituto Espanol de Estudios Estratégicos 2015). Cette course à l'armement a débuté en 2008 et elle demeure une priorité russe. Entre 2011 et 2017, le gouvernement a dépensé 20,7 trilliards dans son programme d'armement (le GPV2020) (Connolly et Boulègue 2018). Dans cette optique, la guerre en Syrie permet d'exposer les dernières technologies militaires. Facon (2016) parle entre autres de missiles Kalibr, d'avions Su-34 et Su-35. Plus récemment, en 2018, des missiles s-300 ont été livrés en territoire syrien (Radio-Canada 2018). Ainsi, le gouvernement russe intervient en Syrie entre autres pour des raisons sécuritaires et pour s'affirmer comme puissance militaire.

### **Les pourparlers d'Astana : l'axe Téhéran-Moscou-Ankara (2016-2018)**

En plus des raisons évoquées précédemment, le gouvernement russe voudrait affaiblir les adversaires de Bachar al-Assad en intervenant militairement (Kozhanov 2018). Moscou et Damas pourraient donc être en position favorable durant les négociations (Delanoë 2016). Kozhanov (2018) souligne également que les Russes souhaitent forcer les Américains à négocier, mais selon leurs conditions. Enfin, l'auteur affirme que la diplomatie russe mise sur les faiblesses américaines au Moyen-Orient (Kozhanov 2018). Selon Choumiline (2016), l'échec des négociations de Genève-II et ce vide militaro-stratégique américain ont facilité les rapprochements diplomatiques.

---

<sup>49</sup> « *No one will ever attain military superiority over Russia. We have a modern and combat ready army. As they now put it, a polite, but formidable army. We have the strength, will and courage to protect our freedom.* »

C'est dans cette optique que les pourparlers d'Astana débutent en 2016. En réalité, ces discussions se déroulent sans un joueur majeur : les États-Unis<sup>50</sup> (International Crisis Group<sup>a</sup> 2018). Deux acteurs régionaux sont en revanche présents : l'Iran et la Turquie (International Crisis Group<sup>a</sup> 2018). Ce type de négociation permet à la fois de contre-balancer l'influence américaine et à la fois d'accroître l'influence russe auprès de pays du Moyen-Orient.

L'Iran tout comme la Turquie sont contre un Kurdistan indépendant et s'inquiètent des avancées du PKK (Özcan & Özdamar 2010; International Crisis Group 2016<sup>e</sup>). Depuis 1982, Téhéran combat un parti kurde iranien, le KDPI (International Crisis Group 2016<sup>e</sup>). En 2016, le gouvernement iranien les a affrontés à 9 reprises (International Crisis Group 2016<sup>e</sup>). En plus, le quartier général du PKK est près des frontières des deux pays, au nord de l'Irak près des Monts Kandil (Moulier 2008). En ce qui concerne la Turquie, depuis 2015, elle souhaite affaiblir l'État islamique (International Crisis Group 2016<sup>e</sup>). De plus, elle combat le PKK depuis sa création en 1978 (CRR 2002).

Pourtant, les stratégies américaines sont en contradiction avec les priorités de ces trois pays. Le gouvernement américain supporte le PKK pour lutter contre DAESH en Syrie (Yavuz 2015). Selon Guihaudis (2016), c'est principalement pour cette raison que la Turquie a refusé de joindre la coalition arabo-occidentale en septembre 2014 (Guihaudis 2016). Également, depuis que Trump est président, il adopte une rhétorique anti-Iran. Il accuse entre autres ce dernier de contribuer à la violence en Syrie (Zerrouky 2017). Le 10 janvier 2019, le Secrétaire d'État Mike Pompeo déclare vouloir expulser tous les Iraniens hors du territoire syrien (Radio-Free Europe 2019). Le gouvernement américain a voulu renverser le régime de Bachar Al-Assad malgré le soutien des Russes (Roy 2015). Washington a aussi refusé de rejoindre la coalition large contre le terrorisme

---

<sup>50</sup> Le gouvernement américain est seulement un observateur durant ces pourparlers.

proposée par la Russie (Levesque 2016). Bref, les trois pays avaient avantage à s'unir en Syrie contre les objectifs du gouvernement américain.

C'est dans ce contexte que les trois pays ont entamé les pourparlers d'Astana. L'Iran, la Turquie et la Russie veulent éliminer la menace terroriste. Or, ces trois partenaires se montrent méfiants entre eux et ont une interprétation différente du terrorisme en Syrie. À titre d'exemple, la Russie et la Turquie ont une vision différente de Tahrir al-Sham (HTS) (International Crisis Group<sup>a</sup> 2018). Pour les officiers russes, le HTS est un groupe terroriste associé à Jabhat al-Nusra (International Crisis Group<sup>a</sup> 2018). Il représente une menace terroriste pour l'armée russe, tandis que pour la Turquie, la perception soit plus nuancée (International Crisis Group<sup>a</sup> 2018). En réalité, l'armée turque collabore avec ce groupe pour éviter l'émergence d'un État kurde (International Crisis Group<sup>a</sup> 2018). La présence de cette organisation en Syrie est donc moins menaçante que celle du PYD (International Crisis Group<sup>a</sup> 2018).

Un autre exemple de divergences des vues concerne l'ennemi kurde. En fait, l'Iran et la Turquie ne le perçoivent pas de la même façon. L'Iran entretient une relation ambiguë avec le PYD et le PKK (International Crisis Group 2016). Téhéran a collaboré avec le Parti des travailleurs du Kurdistan entre 1992 et 1995 (Özcan & Özdamar 2010). D'autres groupes affiliés à celui-ci comme le PJAK mènent un combat armé contre l'Iran. (International Crisis Group 2016<sup>c</sup>). La Turquie ne veut négocier avec aucune affiliation du PKK (CRR 2002). Le seul partenaire kurde avec qui la Turquie négocie est le parti irakien de Massoud Barzani (CRR 2002; International Crisis Group 2016). Au contraire, l'Iran et la Syrie encouragent le rival politique de Barzani, Jalal Talabani (International Crisis Group 2016<sup>c</sup>; Acun et Keksin 2017). Ce phénomène s'observe aussi dans le conflit syrien. Par exemple, lors de l'opération *Euphrates Shield*, la Turquie n'a pas averti l'Iran, par peur qu'elle informe le PYD (International Crisis Group 2016<sup>c</sup>). Bref, les trois pays<sup>51</sup> ne collaborent pas avec les mêmes acteurs politiques.

---

<sup>51</sup> Quatre pays avec la Syrie

En conclusion, la sécurité nationale est encore un enjeu majeur pour la Russie et pour la Turquie (et pour l'Iran). Quant à la Turquie, il s'agit d'un retour à la politique sécuritaire avant *zero problem*. La question kurde demeure irrésolue et le gouvernement turc a abandonné sa stratégie de promouvoir l'opposition syrienne démocratique et du coup, la démocratie turque. Au contraire, Erdoğan utilise la menace kurde pour accroître sa popularité et renforcer son autorité.

Pour la Russie, le conflit syrien s'inscrit dans une certaine continuité stratégique depuis l'ère Poutine. La lutte contre le terrorisme demeure prioritaire. Également, cette guerre permet à la Russie de s'afficher comme une puissance militaire. Sur le plan diplomatique, son rôle proactif lui permet d'élargir sa zone d'influence et du coup, de réduire celle des Américains. Il est toutefois difficile d'affirmer qu'il s'agit d'une véritable réorientation stratégique pour la Turquie ou pour la Russie, car de nombreux enjeux restent à approfondir.



## **Chapitre IV : Discussion**

La guerre en Syrie a mis en évidence toute la complexité des enjeux russes et turcs au Moyen-Orient. Lors de cette guerre, les deux puissances partagent certains intérêts, alors qu'elles s'opposent à d'autres occasions. Il serait pertinent de renommer ces convergences et ces divergences afin de répondre à la question de départ. Également, il faudrait examiner les relations russo-turques selon un angle plus large. Finalement, ces informations permettront de déterminer à quels points ces deux pays se sont rapprochés.

### **La convergence des intérêts russes et turcs en Syrie**

Dans un contexte de compétitions régionales, la Turquie et la Russie ont profité du conflit syrien pour améliorer leurs relations diplomatiques. Un de ces terrains d'entente concerne le mécontentement envers la politique étrangère américaine au Moyen-Orient. La Turquie conteste l'aide formelle aux milices kurdes, tandis que la Russie s'oppose à l'idée de renverser un régime politique au nom de la démocratie. À cet égard, le conflit syrien s'inscrit dans une continuité stratégique. L'anti-impérialisme américain et occidental était une tactique pratiquée par des partis islamistes turcs, bien avant l'AKP. Le gouvernement russe, sous Primakov et maintenant sous Poutine, prône aussi un anti-américanisme et un anti-impérialisme. Le conflit syrien n'a donc pas créé ce sentiment, il l'a seulement amplifié.

Les deux pays saisissent également l'opportunité pour renouer leurs liens économiques. Depuis les années 2000, les échanges commerciaux entre les deux pays augmentent<sup>52</sup>. Toutefois, après que l'armée turque a abattu un avion russe en 2015, les échanges commerciaux diminuent. Dès 2016, plusieurs projets d'oléoducs se concrétisent et les relations économiques se stabilisent.

---

<sup>52</sup> Pour plus amples informations, consultez annexe D : Les relations commerciales entre la Turquie et la Russie de 2009 à 2018.

Un autre élément de convergence concerne le populisme d'Erdoğan et de Poutine. Cependant, leurs objectifs politiques étaient opposés au début de la crise syrienne. Erdoğan avait entamé une tournée populaire en faveur du Printemps arabe, tandis que Poutine, dès sa réélection en 2012, soutenait le gouvernement autoritaire de Damas. Depuis le rapprochement entre les deux pays, en 2016, les deux dirigeants pratiquent une forme de populisme similaire. Poutine et Erdoğan légitiment l'autoritarisme de leurs gouvernements et leurs luttes contre le terrorisme.

À cet égard, les deux pays s'unissent pour combattre contre certains groupes terroristes. Dans les années 2000, un accord de principe est signé afin de combattre les menaces terroristes en Russie et en Turquie. Les pourparlers d'Astana s'inscrivent dans cette volonté commune. Toutefois, cet effort concerté débute en 2016. Au départ, la stratégie turque consistait à soutenir formellement les groupes d'opposition au gouvernement syrien. Informellement, elle aidait les groupes djihadistes.

### **Les divergences de vues du conflit syrien entre la Turquie et la Russie**

Malgré ces intérêts communs, plusieurs discordes restent en suspens. Le premier concerne le phénomène de sous-traitance militaire en Syrie. L'armée américaine entraînait et supervisait les milices kurdes et arabes (Ali 2017). La Russie au contraire apportait son soutien à la Garde nationaliste arabe (GNA) et aux milices chiites, dont le Hezbollah (Dot-Pouillard 2018; Delanoë 2016). Enfin, la Turquie hébergeait et en finançait les groupes d'oppositions au gouvernement syrien (Şule 2017). Le gouvernement turc a aussi collaboré avec des organisations terroristes comme le HTS (International Crisis Group 2016<sup>b</sup>). Ainsi, les rivalités entre les trois pays sont masquées par ces intermédiaires. Bien que la Turquie et la Russie ne soient plus en guerre diplomatique comme en 2015, les risques d'escalades demeurent présents.

Un autre point de mésentente concerne les négociations séparées. Comme il a été mentionné, la délégation russe a séparé les pourparlers au lieu d'amorcer une médiation commune. Cette situation démontre l'engagement partiel de la Russie envers la Turquie. Cette dernière n'est qu'un

acteur consulté parmi d'autres. Le sort du Sud-est syrien, l'avenir de Bachar al-Assad et les relations avec Israël ne font pas partie des pourparlers d'Astana<sup>53</sup>.

### **Les stratégies russes et turques au Moyen-Orient**

Il faut mentionner que le dossier syrien ne représente qu'une partie des enjeux au Moyen-Orient. À cet égard, la Russie et la Turquie entretiennent aussi des alliances incompatibles dans cette région. Par exemple, les deux adoptent des positions contraires face au nouveau gouvernement égyptien. Depuis le coup d'État de 2013, la Turquie s'oppose à ce nouveau gouvernement. Lors de l'Assemblée générale onusienne de 2014, la diplomatie turque affirme que le régime démocratique égyptien a été renversé (UNGA 2014). Au contraire, les relations entre Le Caire et Moscou sont de plus de plus cordiales depuis qu'al-Sisi est au pouvoir (Duteil 2015). Cette nouvelle alliance permet à Moscou d'avoir un allié supplémentaire contre Washington (Duteil 2015). Effectivement, les relations entre les États-Unis et l'Égypte sont plutôt tendues depuis le coup d'État de 2013 (Duteil 2015). En même temps, Poutine avait collaboré avec l'ancien président égyptien Morsi qui était proche des Frères musulmans (Choumiline 2016).

Concernant la cause palestinienne, la Russie et la Turquie sont aussi aux antipodes. Le président Erdoğan s'exprime de plus en plus en faveur de la cause de la Palestine. Lors de l'Assemblée de l'ONU de 2018, il affirme avoir toujours soutenu la Palestine (UNGA<sup>b</sup> 2018). Shlapentokh (2008) remarque au contraire un rapprochement entre Israël et la Russie depuis que Poutine dirige. En réalité, c'est l'appui turc aux Frères musulmans qui devient problématique. En Syrie, en Égypte et en Palestine, le gouvernement turc appuie les filiales de ce groupe (Moulier 2008; Backzo, Dorronsoro et Quesnay 2016). La Russie considère à l'inverse ce groupe comme terroriste depuis 2003 (Roy 2015).

---

<sup>53</sup> Du moins, officiellement.

Enfin, la Turquie semble pratiquer une nouvelle forme d'islamisme. Ce *soft power* comporte aussi des risques d'altercations politiques. Pourtant, promouvoir un islam politique n'est pas une pratique nouvelle pour la Turquie<sup>54</sup>. Dans les faits, les Turcs pratiquent fort majoritairement l'islam : 99,8 % d'entre eux sont de confessions musulmanes (Burdy 2012). Ce qui semble différencier l'AKP de ses prédécesseurs est l'institutionnalisation de cette pratique. Entre autres, en 2010, le parti a modifié le rôle de la Présidence des Affaires religieuses (*Diyanet*). Auparavant, le *Diyanet* devait agir en accord avec les principes séculaires (Ankara 1982 no. 2709 art. 136). Depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2010, la loi numéro 6002 permet la représentation religieuse à l'étranger, de même que la création d'une radio et d'une télévision religieuses (*Diyanet İşleri Başkanlığı* 2013). Bien qu'Erdoğan ait accusé le mouvement gülen d'islamiser la Turquie, il continue dans la même lignée. Le président turc a fait passer le budget alloué au *Diyanet* de 5,7 milliards de liras turques en 2014 à 7,2 milliards en 2017 (*Maliye Bakanlığı* 2014; *Maliye Bakanlığı* 2017). En réalité, le budget ne cesse d'augmenter depuis que l'AKP est au pouvoir : il a plus que quintuplé depuis 2006<sup>55</sup>. À titre de comparaison, le budget des Affaires étrangères a augmenté de 654 millions de liras turques à 3,2 milliards entre 2006 et 2017 (*Maliye Bakanlığı* 2006; *Maliye Bakanlığı* 2017). Bref, le gouvernement turc subventionne de plus en plus la Présidence des Affaires religieuses. En plus, cet organisme peut maintenant mener des missions diplomatiques à l'étranger.

Dans un contexte de compétitions religieuses entre des États chiites (Iran, Liban<sup>56</sup>) et sunnites (Turquie, Qatar et Arabie-Saoudite), la situation peut vite dégénérer (International Crisis Group 2016). De plus, le conflit syrien a accentué le clivage entre les sunnites et les chiites (Aoun 2017). Des pays tels que l'Iran et la Turquie ont fait la promotion de leurs modèles étatiques lors du Printemps arabe (International Crisis Group 2016).

---

<sup>54</sup> Sous la présidence d'Ozäl (1989-1993), sous le mandat ministériel d'Erbakan (1995-1996) et même sous la gouvernance de l'AKP (2002-2011) avant le conflit syrien, le gouvernement turc faisait la promotion d'un islam politique.

<sup>55</sup> En effet, le budget global se chiffre autour de 1,45 million de liras turques en 2006, tandis qu'en 2017, il est rendu à 7,2 millions (*Maliye Bakanlığı*; 2006; *Maliye Bakanlığı* 2017)

<sup>56</sup> Le Hezbollah surtout

Dans une certaine mesure, le *soft power* turc est problématique pour la Russie. En fait, il mise sur l'héritage culturel et historique de l'Empire ottoman. Or, l'Église russe peut être perçue comme le dernier souverain orthodoxe non soumis aux Ottomans (Marchand 2015). Aussi, les deux empires (russe et ottoman) se sont engagés dans trois guerres religieuses (Dannreuther et March 2010). Il faut rappeler qu'en 1990, les deux pays étaient près du conflit armé. Enfin, depuis les dernières élections de 2018, le gouvernement de l'AKP doit travailler en coalition avec le MHP, un parti ultranationaliste (Belkaïd 2018). Ce parti prône une idéologie panturquiste, jadis néfaste pour la Russie (Aktürk 2006).

Encore une fois, ces exemples illustrent l'incompatibilité des stratégies russes et turques au Moyen-Orient. Entre autres, leurs conceptions de l'islamisme radical semblent être différentes. Il faut rappeler que la Turquie soutenait l'opposition syrienne qualifiée d'extrémiste par la Russie. Ces situations soulèvent aussi le pragmatisme du gouvernement russe sous Poutine. Comme le souligne Proedrou (2015), le président russe peut à la fois soutenir des séparatistes en Géorgie et un gouvernement en place en Syrie. Cette même tendance s'observe au Moyen-Orient, car la diplomatie russe collabore avec plusieurs rivaux géopolitiques dans le but de maximiser ses intérêts.

### **Un rapprochement russo-turc en Asie Centrale ?**

Cette même ambiguïté en matière de stratégies s'observe en Asie Centrale : la Turquie et la Russie sont à la fois alliés et opposants. D'un côté, les échanges économiques sont institutionnalisés depuis 1992 avec le BSEC (Önis et Yılmaz 2016). Le gouvernement russe semble en tirer avantage, car le 14 décembre 2018, Lavrov propose une fusion entre l'Union économique eurasiatique (UEEA) et le BSEC (Tass 2018). Un projet majeur de gazoduc (*Turkstream*) est aussi en construction.

De l'autre, la Russie participe activement à l'Organisation de coopération de Shanghai (OSC). Cette organisation peut être vue comme rivale au BSEC, puisqu'elle vise les mêmes objectifs.

Le but initial de cette organisation était de mener une lutte commune contre le terrorisme (Grieger 2015). Cependant, il est maintenant plus qu'un organisme de sécurité non traditionnelle. Entre autres, l'OSC prône l'intégration économique de ces partenaires (SCO 2017). En 2013, la Turquie a adhéré à cette organisation (Grieger 2015). Toutefois, son statut de membre est « partenaire de dialogue » et non en tant que membre observateur (SCO 2017). Ainsi, la participation de la Turquie à cette institution demeure peu significative.

Cette faible participation s'explique bien, car la Turquie a soutenu plusieurs mouvements séparatistes. Le gouvernement turc a supporté les Gagaouzes de la Moldavie afin qu'ils acquièrent leur indépendance (Marchand 2015). Dans le conflit du Nagorno-Karabakh, des rumeurs planent que c'est la Turquie qui a encouragé l'Azerbaïdjan à intervenir militairement contre les Arméniens. (Beaudoin 2016). Au contraire, dans ce conflit, la Russie soutient l'Arménie (International Crisis 2018<sup>c</sup>). En avril 2016, la Cour Suprême de la Crimée a établi des liens entre le *Mejlis* (l'Assemblée des peuples du Tatar) et les Loups gris, un groupe extrémiste turque (International Crisis Group 2018<sup>c</sup>). Bref, la Turquie et la Russie soutiennent des camps opposés dans cette région.

L'annexion de la Crimée par la Russie est également un événement préoccupant pour le gouvernement turc (International Crisis Group<sup>c</sup> 2018). Effectivement, en intégrant ce territoire, la Russie possède maintenant 1200 km de berge sur la mer noire (International Crisis Group<sup>c</sup> 2018). En plus, selon Radio-Free Europe (2015), les tactiques syriennes et ukrainiennes sont similaires, dans la mesure que le gouvernement russe a lancé des opérations militaires et a ensuite négociée selon ses termes. La Turquie se retrouve ainsi devant le fait accompli. À ce sujet, le 9 octobre 2017, Erdoğan répond qu'il ne reconnaît pas et il ne reconnaîtra pas l'annexion de la Crimée <sup>57</sup>(Radio Free Europe<sup>b</sup> 2017). Cependant, il refuse de participer aux sanctions occidentales en 2014 (International Crisis Group<sup>c</sup> 2018). Gülnur Aybet, conseiller d'Erdoğan, affirme que la Turquie

---

<sup>57</sup>«*We neither did, nor will we recognize* »

adopte une position d'attente (International Crisis Group<sup>e</sup> 2018). Alors, le rapprochement russo-turc ne s'applique pas en Asie, puisque les rivalités persistent.

### **La Turquie: l'ami de l'OTAN ?**

Un dernier élément contradictoire concerne la relation avec l'OTAN et avec Washington. Depuis les années 1990, la Turquie remet en question l'utilité de l'OTAN. Le 29 décembre 2017, le gouvernement turc signe un accord pour acheter deux S-400 russes, des systèmes antimissiles (Reuters 2019). L'installation de ces missiles serait prévue pour octobre 2019 (Radio Free Europe<sup>e</sup> 2018). Cet arsenal hautement stratégique va à l'encontre des principes de protection de l'OTAN (International crisis Group 2018<sup>e</sup>). Immédiatement, le Congrès américain bloque les ventes de F-35 et F-16 au gouvernement turc (Çeviköz 2018).

À l'opposé, en 2004, comme déclaration d'ouverture au sommet de l'OTAN à Istanbul, Erdoğan stipule que l'organisation est cruciale pour la sécurité collective et il estime que cette institution est capable de s'adapter (NATO review 2004). En 2012, le ministère de la Défense turque, Ismet Yilmaz, affirme que l'OTAN est plus qu'une organisation de sécurité collective, car elle fournit des valeurs communes comme la démocratie (NATO review 2012). Yilmaz ajoute que la Turquie a besoin de l'OTAN pour assurer la paix dans la région (NATO review 2012). Durant le conflit syrien, la Turquie a fait appel à l'article 4 de la constitution de l'OTAN à deux reprises. Elle y a eu recours une première fois en 2012 en réaction aux agissements du gouvernement syrien et une deuxième fois en 2015, après que le gouvernement russe l'a menacé (Wickett et Parakilas 2016). (MacFaquhar et Erlanger 2015; Özcan 2014) En juillet 2016, durant le sommet de l'OTAN à Varsovie, la Turquie appuie la proposition d'une flotte permanente dans la mer Noire afin de contenir l'intrusion russe (International Crisis Group<sup>e</sup> 2018). Finalement, en 2018, malgré l'invitation de la Russie, Ankara décide de ne pas participer à l'exercice militaire chino-russe (Turkish Minute 2018). Ainsi, l'OTAN est à la fois contestée et valorisée par la Turquie.

En ce qui concerne la relation américaine, elle est aussi paradoxale. Le gouvernement turc conteste de plus en plus les stratégies américaines au Moyen-Orient. La Turquie accuse entre autres les États-Unis d'avoir fomenté le coup d'État raté de 2016 (Çeviköz 2018). Le 26 juillet 2018, Donald Trump réagit fortement à la détention par les autorités turques du pasteur américain Andrew Brunson (Çeviköz 2018).

À l'inverse, en 2015, la Turquie accepte que les États-Unis utilisent les bases turques (Guihaudis 2015). En octobre 2018, l'armée turque est jumelée à celle américaine dans la région de Manbij (Radio-Free Europe 2018<sup>d</sup>). En décembre 2018, Ankara et Washington concluent un accord militaire : l'armée turque remplace l'armée américaine, puisque 2000 militaires sont rapatriés (Radio-Free Europe 2018<sup>b</sup>). Ainsi, malgré la rhétorique anti-impérialiste, anti-occidentaliste ou anti-américaniste, Ankara dépend stratégiquement de Washington. La guerre en Syrie l'illustre bien, puisque les ambitions régionales de la Turquie ont été confrontées à la réalité internationale. La stratégie de soutenir l'opposition syrienne sans un appui fort et constant des États-Unis s'est soldée par un échec (Öniş & Yılmaz 2016).

Dans un contexte plus large, la guerre en Syrie et le rapprochement russo-turc sont étroitement liés aux relations entre Washington et Moscou. Or, ces deux pays manifestent de plus en plus d'hostilité. En 2014, la nouvelle doctrine militaire russe identifie l'OTAN comme un ennemi en dénonçant l'ingérence et l'intrusion militaire de l'organisation<sup>58</sup> (Военная доктрина Российской

---

<sup>58</sup> En réalité, le document mentionne que le gouvernement russe doit se défendre contre les pays qui prônent « [la] déstabilisation de la situation dans des États et [dans] des régions, l'érosion de la stabilité mondiale et régionale; [le] déploiement de contingents militaires [...] d'États étrangers [...] sur les territoires d'États limitrophes de la Fédération de [la] Russie et de ses alliés, ainsi que dans les eaux adjacentes, notamment pour faire face aux pressions politiques et militaires exercées sur la Fédération de Russie» (Doctrine militaire de la Fédération de Russie, art. 12 b et c). (Traduit par *Google translate*)

« б) дестабилизация обстановки в отдельных государствах и регионах и подрыв глобальной и региональной стабильности;  
в) развертывание (наращивание) воинских контингентов иностранных государств (групп государств) на территориях государств, сопредельных с Российской Федерацией и ее союзниками, а также в прилегающих акваториях, в том числе для политического и военного давления на Российскую Федерацию; (Военная доктрина Российской Федерации art 12 б et в) » (extrait original)



Федерации art 12 б et в). En plus, une course à l'armement entre les États-Unis et la Russie semble continuer. En 2015, Lavrov déclare en entrevue que la Russie rivalise militairement avec les États-Unis<sup>59</sup> (The Ministry of Foreign Affairs of the Russian Federation 2015). Pour le prochain cadre budgétaire militaire (GPV 2027), le gouvernement russe prévoit des dépenses de 20 000 milliards (Connolly et Boulègue 2018).

### **Le rapprochement russo-turc : circonstanciel ou permanent ?**

Bien que la littérature souligne l'importance stratégique du conflit syrien, il est trop tôt pour parler d'une modification majeure ou d'un rapprochement institutionnalisé entre les deux pays.

Pour reprendre les critères de Guihaudis (2016), le rapprochement russo-turc serait plutôt de deuxième type. Il y a définitivement un rapprochement politique et militaire en Syrie, notamment en matière de la lutte au terrorisme. Toutefois, cette entente politique ne semble pas être valable ailleurs au Moyen-Orient. Les partisans de Gülen ou Daesh semblent être des cibles communes, mais la relation demeure ambiguë entre la Turquie et les Frères musulmans ou le HTS. En Asie Centrale, la Turquie offre aussi son appui à des groupes étiquetés comme terroristes par la Russie.

C'est dans le domaine de l'armement que le rapprochement est plus marquant. L'achat des S-400 russe a modifié le rapport entre la Turquie et les autres pays de l'OTAN. À ce sujet, Guihaudis (2016) déclare que l'achat d'armements stratégiques et modernes est un indice de proximité. Cet achat peut être précurseur d'un partenariat d'affaires en matière d'armement. En fait, il existe une complémentarité entre les deux pays. La Turquie importe massivement de l'armement, tandis que la Russie se spécialise dans l'exportation. À titre d'exemple, entre 2011 et 2016, la Turquie occupe

---

<sup>59</sup> « Russia is rivaling the United States in military terms », extrait d'une entrevue à la chaîne de télévision Zdezdva, le 30 décembre 2015.

le 8<sup>e</sup> rang en termes d'importations, alors que la Russie est le deuxième plus grand fournisseur<sup>60</sup> (SIPRI 2019<sup>b</sup>; SIPRI 2019<sup>a</sup>).

En même temps, les relations entre l'OTAN et la Turquie perdurent depuis près de 70 ans alors que la Turquie et la Russie "coopèrent" depuis 20 ans. À cet égard, les dirigeants turcs semblent être conscients de leur situation. Dans un contexte d'une possible course à l'armement entre la Russie et les États-Unis, la Turquie doit être prudente. Cette alternance entre promouvoir les intérêts américains et promouvoir les intérêts russes illustre cet impératif d'éviter de choisir un parti-pris. Cette tendance peut être aussi perçue comme une volonté de développer une politique étrangère semi-autonome. La Turquie combat les ennemis terroristes avec la Russie, tout en conservant son alliance stratégique avec l'OTAN. Ainsi, le gouvernement turc peut bénéficier d'une assistance unilatérale. Selon Guihaudis (2016), cette assistance se concrétise lorsqu'un pays offre des compensations en faveur d'une protection militaire.

Cette collaboration russo-turque reste fortement critiquée tant au niveau national qu'international. Au sein même des pays, les nationalistes s'insurgent contre ces gestes qualifiés de dérives. En Turquie, le parti turc MHP se méfie d'une alliance avec l'Iran ou la Russie (Belkaïd 2018). Les Loups gris, une organisation extrémiste turque, pratiquent déjà un panturquisme en Crimée (International Crisis Group<sup>c</sup> 2018). En novembre 2011, des manifestations se sont déroulées en Russie. Ces partisans qualifient Poutine d'escroc et d'imposteur en signant des pactes avec le diable, la communauté tchétchène (Figaro 2011). Ils veulent une Russie peuplée uniquement de Caucasiens (Figaro 2011). Bref, les volontés d'Erdoğan et Poutine ne reflètent qu'une partie de l'électorat.

---

<sup>60</sup> Plus précisément, la Turquie a acheté 5407 millions en dollars américains. La Russie a vendu pour 42 425 millions en dollars américains.

Sur le plan international, plusieurs pays exercent des pressions politiques constantes pour mettre fin à cette collaboration russo-turque. En plus de dénoncer l'achat des S-400, Washington exige que la Turquie cesse de transiger économiquement avec la Russie et avec l'Iran. Par exemple, en novembre 2018, le président Trump annonce un durcissement des sanctions économiques envers la Russie depuis l'annexion de la Crimée (Cyberpresse 2018). En 2019, le gouvernement américain réitère que tous les pays doivent sanctionner le gouvernement iranien (Wong et Krauss 2019).

Bref, en plus de l'incompatibilité des politiques étrangères russe et turque, il existe de multiples facteurs internes et externes visant à bloquer ce rapprochement. Le conflit syrien et les relations russo-turques demeurent un sujet d'actualité et d'analyse. Plusieurs projets énergétiques sont prévus et les tensions s'intensifient entre Washington et Moscou. Une réorientation stratégique semble toutefois être en cours. Pour conclure, Pierson (2004) affirme que les changements sociaux s'effectuent sur très longue période. Il faudrait analyser de ce fait ces tendances stratégiques sur plusieurs années.

## **Bibliographie**

Abdukadyrov, Nurzhigit, 2015, «Russian-Turkish war of 1828-1829 and political positions of European States », dans Procedia Social and Behaviorial Sciences, numéro 191, p.2040-2043.

Acun, Can et Keskin, Bünyamin, 2017, « The PKK's Branch in Northern Syria PYD-YPG », dans SETA, consulté en 2018, URL <https://www.setav.org/en/the-pkks-branch-in-northern-syria-pyd-ypg/>.

Adraoui, Mohammed-Ali, 2015, « Islamistes et relations internationales : une relation dialectique », dans Les islamistes et le monde : Islam politique et relations internationales, sous la direction de Mohammed-Ali Adraoui, Éditions l'Harmattan.

Akbarzadeh, Shahram, 2012, «The paradox of political Islam», dans Routledge handbook of political Islam, sous la direction Shahram Akbarzdeh, Routledge.

Akkoc, Raziye, 2015, «Turkey's most powerful president since Ataturk: A profile of Recep Tayyip Erdogan », dans The Telegraph, 20 avril 2015, consulté en 2019, URL <https://www.telegraph.co.uk/news/worldnews/europe/turkey/11548369/Turkeys-most-powerful-president-since-Ataturk-A-profile-of-Recep-Tayyip-Erdogan.html>

Aktürk, Şener, 2006, «Turkish-Russian Relations after the Cold War (1992-2002) », Dans Turkish Studies, vol. 7 no. 3, p.337-364.

Ajami, Fouad, 2012, « The syrian rebellion », Stanford, Hoover institution press.

Al Jazeera, 2018, « Profile: Bachar al-Assad », 17 avril 2018, consulté en 2019, URL <https://www.aljazeera.com/news/middleeast/2007/07/200852518514154964.html>

Ali, Idrees, 2017, « Pentagon likely to acknowledge 2,000 U.S. troops in Syria: U.S. officials», dans Reuters, 24 novembre 2017, consulté en 2019, URL <https://www.reuters.com/article/us-usa-syria-military/pentagon-likely-to-acknowledge-2000-u-s-troops-in-syria-u-s-officials-idUSKBN1DO2II>

Alter info, 2007, « Discours de Vladimir Poutine prononcé le 10 février à la Conférence de Munich sur la sécurité (texte intégral) », le 13 février 2007, consulté en 2019, URL [http://www.alterinfo.net/Discours-de-Vladimir-Poutine-prononce-le-10-fevrier-a-la-Conference-de-Munich-sur-la-securite-texte-integral\\_a6513.html](http://www.alterinfo.net/Discours-de-Vladimir-Poutine-prononce-le-10-fevrier-a-la-Conference-de-Munich-sur-la-securite-texte-integral_a6513.html)

Amnesty International, 2017, «No end in sight: Purged public sector workers denied a future in Turkey», consulté en 2017, URL <https://www.amnestyusa.org/reports/no-end-sight-purged-public-sector-workers-denied-future-turkey/>

Anderson, Ewan. W, 2000, « The Middle East Geography and geopolitics », Londres et New York, Routledge.

Ankara, 1982, TÜRKİYE CUMHURİYETİ ANAYASASI, no 2709, *Mise à jour le 16 avril 2017.*

Ankara, 1987, OLAĞANÜSTÜ HAL BÖLGE VALİLİĞİ İHDASI KINDA KANUN HÜKMÜNDE KARARNAME, no 4/5/285, mise à jour 17 février 2004.

Ankara, 2003, DOĞRUDAN YABANCI YATIRIMLAR KANUNU, no 4875, mise à jour 17 juin 2003.

Ankara, 2004, YATIRIMLARIN VE İSTİHDAMIN TEŞVİKİ İLE BAZI KANUNLARDA DEĞİŞİKLİK YAPILMASI HAKKINDA KANUN, , no 5084, mise à jour 29 janvier 2004.

Aoun, Sami et Bürgi, Stéphane, 2013, « Le printemps arabe : mirage ou virage », MEDIASPAUL, Octobre 2013.

Aoun, Sami, 2017, « Syrie : la diplomatie mettre-t-elle fin à l'hécatombe », dans Alternatives Humanitaires, numéro 4, p.82-93, mars 2017.

Backzo, Adam, Dorronsoro, Gilles & Quesnay, Arthur, 2016, « Syrie : anatomie d'une guerre civile ». Paris, CNRS éditions.

Baumann, Robert, 2018, « A central Asian Perspective on Russian Soft Power, The View from Tashkent », Dans Military review, July-August 2018, p.49-62.

Beaudoin, Danielle, 2016, « 5 questions pour comprendre le conflit du Haut-Karabakh », le 6 avril 2016, consulté en 2017, URL <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/774363/haut-karabakh-caucase-azerbaidjan-conflit-explications>

Belkaïd, Akram, 2018, « Erdoğan tries to fix his election », dans Le Monde Diplomatique, avril 2018, consulté en 2018, URL <https://mondediplo.com/2018/04/04turkey-belkaid>

Bertrand, Gilles, 2013, « Turkish Diplomacy since 2003: Transition from Realpolitik to a Liberal Foreign Policy? », dans Perspectives, vol 21, no. 2, p.63-82, consulté en 2018, URL [https://www.academia.edu/34893299/Turkish\\_Diplomacy\\_since\\_2003\\_Transition\\_from\\_Realpolitik\\_to\\_a\\_Liberal\\_Foreign\\_Policy](https://www.academia.edu/34893299/Turkish_Diplomacy_since_2003_Transition_from_Realpolitik_to_a_Liberal_Foreign_Policy)

Biad, Abdelwahab et Matmati Mohhamed, 2013, « La Turquie, les ambitions d'une puissance émergente », dans Matmati, Mohammed. Basculement économique & Géopolitique du monde : Poids et diversité des pays émergents, L'Harmattan : France, p.234-254.

Bilgin, Sıtkı Mustafa, 2017, « Turkey's Foreign Policy towards the Middle East in the 1950's and Its Impact on Turco-Arab Relations », dans Akademik Bakış, Cilt 11m Sayı 21, Kış 2017.

Binette, Pierre, 2016, « La Doctrine Poutine », dans Paix et Sécurité Européenne et Internationale. Numéro 5.

Bishara, Azmi, 2015, « Russian Intervention in Syria : Geostrategy is Paramount », dans Arab Center for Research & Policy Studies, Research Papers, November 2015.

Bishara, Azmi, 2017, « What defines Terrorism? The identity of the Victim or that of the Victimizer? », dans Arab Center for Research & Policy Studies, Research Papers, December 2017.

Boris, Martin, 2017, « Regards croisés sur la Syrie. Entretiens avec Laure Stephan, Jean-Hervé Bradol et Matthieu Rey », dans Alternatives Humanitaires, numéro 4, mars 2017, p.36-63.

Bouché, Anne-Marie, Guignot et Denis et Urbach, Fritz, 2006, « Soft power, hard power : une possibilité de répartir les responsabilités politiques et militaires entre l'UE et l'Otan », Éditions Des riaux, décembre 2006.

Bozarslan, Hamit, 2014, « Armée et politique en Turquie (1908-1980) », dans Vingtième Siècle, Revue Histoire, numéro 124, p-87-98.

Boz-Acquin, Élise, 2018, « La réforme des institutions militaires en Turquie », dans Observatoire de la Turquie et de son environnement géopolitique, IRIS, septembre 2018, consulté en 2019, URL <http://www.iris-france.org/wp-content/uploads/2018/09/Obs-Turquie-victoire-Erdogan-4.pdf>

Bozmédér, Michel, Mantran, Robert et Pérouse, Jean-François, N.D., « Turquie », dans Encyclopædia Universalis, consulté en 2018, URL <http://www.universalis-edu.com/encyclopedie/turquie/>.

Braginskaia, Ekaterina, 2010, «State approaches to Muslim integration in Russia, France and Britain in comparative perspective», dans *Russia and Islam: State, Society and Radicalism* sous la direction de Roland Dannreuther et Luke March, Routledge.

Bransten, Jeremy, 2004, « Russia: War Games Misfire, But Public Officials, State Media So Far Largely Silent », dans *Radio Free Europe*, 18 février 2004, consulté en 2018, URL <https://www.rferl.org/a/1051589.html>

Britannica, N.D., « Justice and Development Party », consulté en 2019, URL <https://www.britannica.com/topic/Justice-and-Development-Party-political-party-Turkey>

Brunat, Éric, 2013, « Croissance recouvrée et problèmes structurels : les fragilités d'une nouvelle émergence économique et sociale en Russie », dans Matmati, Mohammed. *Basculement économique & Géopolitique du monde : Poids et diversité des pays émergents*, L'Harmattan : France, p.99-125.

Brzezinski, Zbigniew, 1997, « The Grand Chessboard: American primacy and its geostrategic imperatives », Basic Books.

Bülent, Gökay, 2006, «Soviet Eastern policy and Turkey, 1920-1991: Soviet foreign policy, Turkey and Communist», Routledge.

Burdy, Jean-Paul, 2013, « Pluralité d'appartenance et citoyenneté les « minorités religieuses », encore et toujours ... », dans *Vingt ans de changements en Turquie (1992-2012)*, sous la direction de Jean Marcou et Füsün Türkmen, L'Harmattan [version kindle].

Burdy, Jean-Paul, 2013, « La Syrie, du Mandat au Baas et à la guerre civile, Chronologie générale et commentée 1918-2010 et 2011-2013 », dans *Syrie : La régionalisation et les enjeux*



internationaux d'une guerre imposée, sous la direction de Jean-Paul Burdy et Emel Parlar Dal, EuroOrient, numéro 41, p.25-85.

Cabestan, Jean-Pierre, N.D. « CHINE Politique étrangère contemporaine », dans Universalis, consulté en 2018, URL <http://www.universalis-edu.com.ezproxy.usherbrooke.ca/encyclopedie/chine-politique-etrangere-contemporaine/>

Çağlar, Esen, 2013, « Où va l'économie turque ? Trois scénarios à long terme et leurs répercussions sur les politiques menées. », dans *Hérodote*, vol. 1, no 148, p. 138-155.

Campbell, M., Kurt et O'Hanlon, Michael, 2006, « Hard Power, The new politics of national security », Basics Books.

Çeviköz, Ünal, 2018, « Turkey's relations with NATO & Russia: A foreign policy impasse? », dans *Turkish Policy Quarterly*, Summer 2018.

Chabbi Mourad, 2015, « État islamique en Irak et en Syrie. La résurgence des exclus », dans *Paix et Sécurité Européenne et Internationale*, numéro 1.

Chkolnyï, Alexei, 1996, « Le débat sur le budget de la défense en Russie », dans *Politique étrangère*, no 4, p791-802.

Choumiline, Alexandre, 2016, « La diplomatie russe au Moyen-Orient : retour à la géopolitique », dans *Russie.Nei.Visions*, numéro 93, mai 2016, consulté en 2019, URL <https://www.ifri.org/fr/publications/notes-de-lifri/russieneivisions/diplomatie-russe-moyen-orient-retour-geopolitique>

Commission des recours des réfugiés (CRR), 2012, « Le Parti des travailleurs du Kurdistan PKK – nommé KADEKK depuis avril 2002 », dans Centre d'information géopolitique, 2 décembre 2012.

Constitute Project, 2008, «Russian Federation's Constitution of 1993 with Amendments through 2008», consulté en 2017, URL [https://www.constituteproject.org/constitution/Russia\\_2008.pdf](https://www.constituteproject.org/constitution/Russia_2008.pdf)

Connolly, Richard et Boulègue, Mathieu, 2018, « Russia's New State Armament Programme Implications for the Russian Armed Forces and Military Capabilities to 2027 », dans Chatham House, Russia and Eurasia Programme, May 2018, consulté en 2019, URL <https://www.chathamhouse.org/publication/russia-s-new-state-armament-programme-implications-russian-armed-forces-and-military>

Corten, Olivier, 2018, « L'intervention de la Russie en Syrie : que reste-t-il du principe de non-intervention dans les guerres civiles? », dans QIL, Zoom-in 53, p.3-16.

CNN, 2012, «Daraa : The spark that lit the Syrian flame», 1 mars 2012, consulté en 2018. URL <https://www.cnn.com/2012/03/01/world/meast/syria-crisis-beginnings/index.html?no-st=9999999999>

CNN, 2017, «Presidents of Turkey, Russia huddle against backdrop of Syrian war», 10 mars 2017, consulté en 2017  
URL <http://www.cnn.com/2017/03/10/middleeast/russia-turkey-presidents-meet/index.html>

CVCE, 2016, le cas de la Turquie, consulté en 2017, URL, [https://www.cvce.eu/obj/le\\_cas\\_de\\_la\\_turquie-fr-97eb9c0b-c49c-4111-86ab-52d33c5ece94.html](https://www.cvce.eu/obj/le_cas_de_la_turquie-fr-97eb9c0b-c49c-4111-86ab-52d33c5ece94.html)

Cyberpresse, 2017, « Turquie : Erdogan somme l'UE de relancer les négos, 'sinon au revoir' », 2 mai 2017, consulté en 2017, URL <http://www.lapresse.ca/international/europe/201705/02/01-5093861-turquie-erdogan-somme-lue-de-relancer-les-negos-sinon-au-revoir.php>

Cyberpresse, 2019, « Ukraine: sanctions américaines contre des ressortissants russes », le 8 novembre 2018, consulté en 2019, URL <https://www.lapresse.ca/international/europe/201811/08/01-5203496-ukraine-sanctions-americaaines-contre-des-ressortissants-russes.php>

Daniels, V., Robert, 1999, «Evgenii Primakov, Contenders by Chance », dans Problems of Post-Communist, numéro 5, p.27-36, septembre 1999, consulté en 2019, URL [https://www.researchgate.net/publication/292340662\\_Evgenii\\_Primakov\\_Contender\\_by\\_Chance](https://www.researchgate.net/publication/292340662_Evgenii_Primakov_Contender_by_Chance)

Dannreuther, Roland, 2004, «Russia and the Middle East», dans The middle east's relations with Asian and Russia sous la direction de Hannah Carter et Anoushiravan Ehteshami, Routledge, p.20-41.

Dannreuther, Roland et March, Luke, 2010, «Introduction», dans Russia and Islam: State, Society and Radicalism sous la direction de Roland Dannreuther et Luke March, Routledge.

Dannreuther, Roland, 2010, «Russian discourse and approaches to Islam and Islamism», dans Russia and Islam: State, Society and Radicalism sous la direction de Roland Dannreuther et Luke March, Routledge.

Delanoë, Igor, 2016, « Des enjeux de l'intervention russe en Syrie », dans Paix et Sécurité Européenne et Internationale, numéro 5.

Demiryol, Tolga, 2015, «Interdependance, Balancing and Conflict in Russian – Turkish Relations», Dans Klieman, Aharon, Great Powers and Geopolitics , p.65-85.

Dittrick, Paula, 2005, «Gazprom to sell additional stake to Russian government», dans Oil & gas journal, le 16 juin 2005, consulté en 2019, URL <https://www.ogj.com/articles/2005/06/gazprom-to-sell-additional-stake-to-russian-government.html>

Diyanet İşleri Başkanlığı, 2013, « Institutionnel », consulté en 2018, URL <http://www.diyanet.gov.tr/fr-FR/Institutionnel/d%C3%A9tail/1/institution-et-une-br%C3%A8ve-histoire>

Duteil, Mireille, 2015, « Égypte : Abdel Fattah al-Sisi, le pari de Poutine », dans Le Point, 15 juin 2015, consulté en 2018, URL [https://www.lepoint.fr/editos-du-point/mireille-duteil/egypte-abdel-fattah-al-sissi-le-pari-de-poutine-15-06-2015-1936579\\_239.php](https://www.lepoint.fr/editos-du-point/mireille-duteil/egypte-abdel-fattah-al-sissi-le-pari-de-poutine-15-06-2015-1936579_239.php)

Dot-Pouillard, Nicolas, 2018, « La garde panarabe de Bachar Al-Assad », dans le Monde Diplomatique, janvier 2018.

Encel, Frédéric, 2014, « Géopolitique du Printemps arabe », Paris, Presses Universitaires de France.

Escobar, Pepe, 2012, « Syria's Pipelineistan war », 6 août 2012, URL <https://www.aljazeera.com/indepth/opinion/2012/08/201285133440424621.html>

Erdemir, Aykan et Tahirğlu, Merve, « Trump Waives Iran Sanctions for Turkey: How Erdogan could use the exception to outsmart the United States, again. » dans Foreign Policy, 12 novembre

2018, consulté en 2019, URL [lforeignpolicy.com/2018/11/12/trump-waives-iran-sanctions-for-turkey/](http://foreignpolicy.com/2018/11/12/trump-waives-iran-sanctions-for-turkey/)

Erdoğan, Tayyip, Recep, 2011, *Şunu unutmayın Suriye'de de halkına zulmedenler ayakta kalmayacaktır...*, 9:10, 16/09/2011, consulté le 20/11/2018, URL [https://twitter.com/RT\\_Erdogan/status/114687577889570816?s=20](https://twitter.com/RT_Erdogan/status/114687577889570816?s=20)

Erdoğan, Tayyip, Recep<sup>a</sup>, 2012 *Her türlü sorunun çözüm yeri demokratik siyaset alanıdır. Dağda siyaset yapmak isteyenler buyursunlar dağa çıksınlar.* , 10h58, 08/09/2012, consulté le 20/11/2018, URL [https://twitter.com/RT\\_Erdogan/status/244449617209589760?s=20](https://twitter.com/RT_Erdogan/status/244449617209589760?s=20)

Erdoğan, Tayyip, Recep<sup>b</sup>, 2012, *Gerçek demokraside halkın iradesi vardır, gerçek demokraside halkın iradesine, düşüncesine saygı vardır #isgaleson*, 16h20, 08/02/2012, consulté le 01/11/2018, URL [https://twitter.com/RT\\_Erdogan/status/167357094557786113?s=20](https://twitter.com/RT_Erdogan/status/167357094557786113?s=20)

Erdoğan, Tayyip, Recep<sup>a</sup>, 2018, *1071 Malazgirt Zaferi'nin 947. yıl dönümünde, büyük komutan Sultan Alparslan'ı ve aziz şehitlerimizi rahmet ve minnetle yad ediyorum.*, 3h00, 26/08/2018, consulté le 01/11/2018, URL [https://twitter.com/RT\\_Erdogan/status/1033609999644209157](https://twitter.com/RT_Erdogan/status/1033609999644209157)

Erdoğan, Tayyip, Recep<sup>b</sup>, 2018, *It is necessary to avoid any faits accomplis under the pretext of fighting terrorism and to resist separatist efforts that seek to undermine Syria's territorial integrity and the national security of neighboring countries*, 17h08, 7/09/2018, consulté le 01/11/2018, URL [https://twitter.com/RT\\_Erdogan/status/1038171727094861824](https://twitter.com/RT_Erdogan/status/1038171727094861824)

Erdoğan, Tayyip, Recep<sup>c</sup>, 2018, *The Idlib question must be resolved in line with the spirit of Astana and without giving rise to pain, new tensions or more suffering. Upholding the principles, on which we agreed in Astana, is key to finding a sustainable political solution to the Syrian crisis as well,*

17h03, /09/2018, consulté le 01/11/2018, URL [https://twitter.com/RT\\_Erdogan/status/1038171040030093312](https://twitter.com/RT_Erdogan/status/1038171040030093312)

Erdoğan, Tayyip, Recep<sup>d</sup>, 2018, *The importance we attach to today's Turkey-Russia-Iran trilateral summit, which my dear brother, Hassan Rouhani, hosted and my dear friend, Vladimir Putin, attended, reflects Turkey's care for the future of our Syrian brothers and sisters*, 16h55, 7/09/2018, consulté le 01/11/2018, URL [https://twitter.com/RT\\_Erdogan/status/1038168802918367232](https://twitter.com/RT_Erdogan/status/1038168802918367232)

Facon, Isabelle, 2016, « Que vaut l'armée russe ? », dans *Politique étrangère*, volume 1, p.151-163, consulté en 2018, URL [https://www.ifri.org/sites/default/files/atoms/files/pe\\_1-2016\\_armee\\_russe.pdf](https://www.ifri.org/sites/default/files/atoms/files/pe_1-2016_armee_russe.pdf)

Favre, Jean-Michel, 1991, « L'élaboration de la politique étrangère en Turquie sous la présidence de m. Turgut Özal », dans *CEMOTI*, numéro 12, p.213-226.

Foreign Policy Research Institute, 2015, « The Arrival of Ethnic Nationalism – FPRI's Middle east history institute », Philadelphia, 17-18 octobre 2015, Consulté en 2017, URL <https://www.youtube.com/watch?v=3EfT1dL91zs>

Ford, Theresa, 2016, «How Daesh Uses Langage in the domain of religious», dans *Military Review*, Mars-Avril 2016, p.16-25.

Fumagalli, Mateo, 2010, «Islamic radicalism and the insecurity dilemma in Central Asia», dans *Russia and Islam: State, Society and Radicalism* sous la direction de Roland Dannreuther et Luke March, Routledge.

Gazprom, 2005, « Annual Report 2005 », consulté en 2019, URL [http://www.gazprom.com/f/posts/73/210722/1annual\\_report\\_eng\\_2005.pdf](http://www.gazprom.com/f/posts/73/210722/1annual_report_eng_2005.pdf)

Genté, Régis, 2018, « La fin d'une idylle? », dans le Monde diplomatique, avril 2018 [format kindle].

Grieger, Gisela, 2015, « Briefing : The Shanghai Cooperation Organisation », dans European Parliamentary Research Service, juin 2015, consulté en 2019, URL [http://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/BRIE/2015/564368/EPRS\\_BRI%282015%29564368\\_EN.pdf](http://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/BRIE/2015/564368/EPRS_BRI%282015%29564368_EN.pdf)

Guihaudis, Jean-François, 2016, « Alliances ; coalitions ; organismes de sécurité collective », dans PSEI, numéro 4, 29 juillet 2016, p. B74-B-119, consulté en 2019, URL <http://revel.unice.fr/psei/index.html?id=334>

Günay, Defne et Renda, Kaan, 2014, « Usages of Europe in Turkish Foreign Policy towards the Middle East », dans Journal of Balkans and Near Eastern Studies. Vol. 16. numéro 1, p.47-67.

Hostler, W., Charles, 1958, « The Turks and Soviet Central Asia », dans Middle East Journal, vol 12, no 3, p.261-269.

Hurriyet, 2012, « Erdoğan: Müdahale etme hakkımız var », le 25 juillet 2012, consulté en 2019, URL <http://www.hurriyet.com.tr/gundem/erdogan-mudahale-etme-hakkimiz-var-21067377>

Hurriyet, 2019, « 31 Mart Yerel Seçimleri » 31 mars 2019, consulté en 2019, URL <http://www.hurriyet.com.tr/secim/31-mart-2019-yerel-secimleri/>

Hurriyet Daily News, 2013, « Moscow reject Saudi offer to drop Assad for arms deal », 8 août 2013, consulté en 2018, URL <http://www.hurriyetdailynews.com/moscow-rejects-saudi-offer-to-drop-assad-for-arms-deal-52245>

Huvé, Sophie, 2015, « La Russie et l'ONU : L'Organisation des Nations unies, cadre et instrument de la politique extérieure russe (1999-2015) », Paris, L'Harmattan, 2015.

Instituto Espanol de Estudios Estratégicos, 2015, «Russian National Security Strategy / Full text translation », December 2015, consulté en 2018, URL <http://www.ieee.es/Galerias/fichero/OtrasPublicaciones/Internacional/2016/Russian-National-Security-Strategy-31Dec2015.pdf>

International Crisis Group<sup>a</sup>, 2016, «Russia's Choice in Syria / Middle east Briefing 27<sup>a</sup>», 30 mars 2016, consulté en 2018, URL <https://www.crisisgroup.org/middle-east-north-africa/eastern-mediterranean/syria/russia-s-choice-syria>

International Crisis Group<sup>b</sup>, 2016, «Steps Toward Stabilising Syria's Northern Border», 30 mars 2016, consulté en 2018, URL <https://www.crisisgroup.org/middle-east-north-africa/eastern-mediterranean/syria/steps-toward-stabilising-syria-s-northern-border>

International Crisis Group<sup>c</sup>, 2016, «Turkey and Iran : Bitter Friends Bosom Rivals», 12 décembre 2016, consulté en 2018, URL <https://www.crisisgroup.org/middle-east-north-africa/gulf-and-arabian-peninsula/iran/b051-turkey-and-iran-bitter-friends-bosom-rivals>

International Crisis Group<sup>a</sup>, 2018, «Averting Disaster in Syria's Idlib Province», 9 février 2018, consulté en 2018, URL <https://www.crisisgroup.org/middle-east-north-africa/eastern-mediterranean/syria/b56-averting-disaster-syrias-idlib-province>

International Crisis Group<sup>b</sup>, 2018, «No winners in Turkey's New Offensive into Syria», 26 janvier 2018, consulté en 2018, URL <https://www.crisisgroup.org/middle-east-north-africa/eastern-mediterranean/syria/no-winners-turkeys-new-offensive-syria>



International Crisis Group<sup>e</sup>, 2018, «Russia and Turkey in the Black Sea and the South Caucasus», 28 juin 2018, consulté en 2019, URL <https://www.crisisgroup.org/europe-central-asia/western-europemediterranean/turkey/250-russia-and-turkey-black-sea-and-south-caucasus>

International Crisis Group<sup>d</sup>, 2018, «Israel, Hizbollah and Iran : Preventing Another War in Syria», 8 février 2018, consulté en 2018, URL <https://www.crisisgroup.org/middle-east-north-africa/eastern-mediterranean/syria/182-israel-hizbollah-and-iran-preventing-another-war-syria>

Jenkins, Gareth, 2012, «Islamism in Turkey», dans Routledge handbook of political Islam, sous la direction Shahram Akbarzadeh, Routledge.

Johnson, Juliet, 2005, «Religion after Communism: Belief, Identity, and the Soviet Legacy in Russia», dans Religion and Identity in Modern Russia, the revival of Orthodoxy and Islam, sous la direction de Juliet Johnson, Marietta Stephanians et Benjamin Forest, Ashgate.

Kaboğlu, Ö, Ibrahim, 2017, « Turquie: Suppression du régime parlementaire sous l' État d'urgence (Des remarques préliminaires sur la modification constitutionnelle «approuvée» par le référendum du 16 Avril 2017) », Dans Bucharest University Annals, Law Series.

Kaddorah, Emad Y, 2015, « Conservative Democracy and the Future of Turkish Secularism», dans Arab Center for Research & Policy Studies, Research Papers, mai 2015.

Karataşlı, Savaş, Şahan, 2015, «The Origins of Turkey's "Heterodox" Transition to Neoliberalism: The Özal Decade and Beyond », dans Journal of world-System research, vol 21, no 2.

Kaya, Ugur et Yankaya, Dilek, 2013, « Les dossiers de l'IFEA : Les relations de la Turquie avec la Syrie », consulté en 2015, URL : [http://www.ifea-istanbul.net/dossiers\\_ifea/Bulten\\_20.pdf](http://www.ifea-istanbul.net/dossiers_ifea/Bulten_20.pdf).

Kazancigil, Ali, 2013, « Le système politique turc : mutations démocratiques ou régression islamo-kémalistes ? », dans Vingt ans de changements en Turquie (1992-2012), sous la direction de Jean Marcou et Füsün Türkmen, L'Harmattan, [version kindle].

Khatib, Lina et Sinjab, Lina, 2018, « Syria's Transactional State : How the Conflict Changed the Syrian State's Exercise of Power », dans Chatham House, Russia and Eurasia Programme, October 2018, consulté en 2019, URL <https://www.chathamhouse.org/publication/syrias-transactional-state-how-conflict-changed-syrian-states-exercise-power>

Koptyaeva, Anna, 2016, «The international image of the state as an instrument of soft power », dans Arctic and North, no 23, consulté en 2018, URL <https://doaj.org/article/a2258bd0bef946f08c924714226b44c8>

Kožhanov, Nikolay, 2018, « Russian Policy Across the Middle East Motivations and Methods », dans Chatham House, Russia and Eurasia Programme, February 2018, consulté en 2019, URL <https://www.chathamhouse.org/publication/ia/eurasian-economic-union-and-russian-foreign-policy>

Kramer, Mark, 2005, « Guerrilla Warfare, Counterinsurgency and Terrorism in the North Caucasus: The Military Dimension of the Russian – Chechen Conflict », Dans Europe-Asia studies, vol. 57, no. 2, p.209-290, mars 2005.

Le Huérou, Anne et Merlin Aude, 2018, « Le régime tchéchène se prévaut de l'islam pour mieux réprimer », dans le Monde diplomatique, avril 2018 [format kindle].

Le Figaro, 2017, « Le groupe État islamique revendique l'attentat d'Istanbul du Nouvel an », 2 janvier 2017, consulté en 2018, URL <http://www.lefigaro.fr/international/2017/01/01/01003-20170101ARTFIG00118-terrorisme-nouvel-an-d-horreur-a-istanbul.php>

Le Figaro, 2011, « Les nationalistes russes défient Poutine », 4 novembre 2011, consulté en 2019, URL <http://www.lefigaro.fr/international/2011/11/04/01003-20111104ARTFIG00631-les-nationalistes-russes-defient-poutine.php>

Le Moulec, Jean-Baptiste et Signoles Audes, 2015, « Identité de l'État, intérêt national et politique étrangère. Actions et pratiques diplomatiques du parti AKP depuis 2012 », dans Les islamistes et le monde : Islam politique et relations internationales, sous la direction de Mohammed-Ali Adraoui, Éditions l'Harmattan.

Le Monde, 2015, « Attentats de Paris : l'assaut du Bataclan, raconté heure par heure », 30 décembre 2015, consulté en 2018, URL [http://www.lemonde.fr/attaques-a-paris/article/2015/12/30/13-novembre-l-assaut-du-bataclan-heure-par-heure\\_4839440\\_4809495.html](http://www.lemonde.fr/attaques-a-paris/article/2015/12/30/13-novembre-l-assaut-du-bataclan-heure-par-heure_4839440_4809495.html)

Le Monde, 2017, « L'ambassadeur russe en Turquie tué par balle à Ankara », 19 décembre 2017, consulté en 2018, URL [http://www.lemonde.fr/europe/article/2016/12/19/turquie-l-ambassadeur-russe-grievement-blesse-apres-une-attaque-armee-a-ankara\\_5051340\\_3214.html](http://www.lemonde.fr/europe/article/2016/12/19/turquie-l-ambassadeur-russe-grievement-blesse-apres-une-attaque-armee-a-ankara_5051340_3214.html)

Le Monde, 2018, « Moscou expulse 60 diplomates américains et ferme le consulat des États-Unis à St-Petersbourg », 29 mars 2018, consulté en 2018, URL [http://www.lemonde.fr/international/article/2018/03/29/moscou-expulse-60-diplomates-americaains-et-ferme-le-consulat-des-etats-unis-a-st-petersbourg\\_5278299\\_3210.html](http://www.lemonde.fr/international/article/2018/03/29/moscou-expulse-60-diplomates-americaains-et-ferme-le-consulat-des-etats-unis-a-st-petersbourg_5278299_3210.html)

Levesque, Jacques, 2016, « Syria's war won't stop any time soon », Dans Le monde diplomatique, p.2-3, novembre 2016 (traduit de Charles Goulden).

Lieven, Dominic, N.D., « The Putin presidency », dans Britannica, consulté en 2018 URL <https://www.britannica.com/place/Russia/The-Putin-presidency>

L'OBS, 2013, « SYRIE. L'intervention américaine serait brève et limitée », 27 août 2013, consulté en 2019, URL <https://www.nouvelobs.com/monde/la-revolte-syrienne/20130827.OBS4414/syrie-l-intervention-americaine-serait-breve-et-limitee.html>

Luxmoore, Mathieu, « 'They've Stolen Everything': In Russia's Far East, Dreams Deferred Amid Grim Mood Over Pension Reform », dans Radio Free Europe, 14 octobre 2018, consulté en 2019, URL <https://www.rferl.org/a/in-russia-s-far-east-dreams-deferred-amid-grim-mood-over-pension-reform/29542683.html>

Lynch, C., Allen, 2001, « The Realism of Russia's Foreign Policy », dans Europe-Asia Studies, vol 53, no 1, p.7-31.

Maliye Bakanlığı, 2006, «2006 Yılı Genel Faaliyet Raporu», consulté en 2018, URL <http://www.bumko.gov.tr/Eklenti/943,mybgenelfaaliyetraporu2006pdf.pdf?0>

Maliye Bakanlığı, 2011, «2011 Yılı Genel Faaliyet Raporu», consulté en 2018, URL <http://www.bumko.gov.tr/Eklenti/937,2011genelfaaliyetraporupdf.pdf?0>

Maliye Bakanlığı, 2014, «2014 Yılı Genel Faaliyet Raporu», consulté en 2018, URL <http://www.bumko.gov.tr/Eklenti/9231,2014genelfaaliyetraporu.pdf?0>

Maliye Bakanlığı, 2016, «2016 Yılı Genel Faaliyet Raporu», consulté en 2018, URL <http://www.bumko.gov.tr/Eklenti/10741,2016-genel-faaliyet-raporupdf.pdf?0>

Maliye Bakanlığı, 2017, «2017 Yılı Genel Faaliyet Raporu», consulté en 2018, URL <http://www.bumko.gov.tr/Eklenti/11192,2017-genel-faaliyet-raporupdf.pdf?0>

Mamadou Gazibo & Jenson, Jane, 2015, « La politique comparée : Fondements, enjeux et approches théoriques 2e édition revue et mise à jour », Collection Paramètres.

Marchand, Pascal, 2015, « Atlas géopolitique de la Russie », Paris, Éditions autrement, Collection Atlas/Monde, [version kindle].

Marchesin, Philippe, 2002, « Géopolitique de la Turquie à partir du Grand échiquier de Zbigniew Brezezinski », dans *Études internationales*, vol 33, no 1, p.137-157.

Marcou, Jean, 2011, « Premier bilan de la tournée des printemps arabes de Recep Tayyip Erdoğan », 17 septembre 2011, consulté en 2018, URL <https://ovipot.hypotheses.org/6607>

Marcou, Jean<sup>a</sup>, 2012, « Turquie. La présidence de la République, au cœur des mutations du système politique », dans P@ges Europe, 26 mars 2012, consulté en 2018, URL <https://www.ladocumentationfrancaise.fr/pages-europe/d000481-turquie.-la-presidence-de-la-republique-au-caeur-des-mutations-du-systeme-politique-par>

Marcou, Jean<sup>b</sup>, 2012, « La Turquie juge les putschistes de 1980 », 8 avril 2012, consulté en 2018, URL <https://ovipot.hypotheses.org/7176>

McCauley, Martin et Lieven, Dominic, N.D., « The Yeltsin presidency (1991–99) », dans Britannica, consulté en 2018, URL <https://www.britannica.com/place/Russia/Post-Soviet-Russia>

Midi Info<sup>a</sup>, 2018, « Le carnet international de François Brousseau : La Syrie attaquée de toutes parts », Midi info, 8 février 2018, consulté en 2018, URL <http://ici.radio-canada.ca/premiere/emissions/midi-info/episodes/400308/audio-fil-du-jeudi-8-fevrier-2018>

Midi Info<sup>b</sup>, 2018, « Offensive turque contre les Kurdes de la Syrie: Analyse de François Brousseau », Midi info, 22 janvier 2018, consulté en 2018, URL <http://ici.radio-canada.ca/premiere/emissions/midi-info/episodes/398976/audio-fil-du-lundi-22-janvier-2018>

Midi Info<sup>c</sup>, 2018, « Raids meurtriers dans la Ghouta orientale en Syrie : Le regard Marie-Ève Bédard », Midi info, 26 février 2018, consulté en 2018, URL <http://ici.radio-canada.ca/premiere/emissions/midi-info/episodes/401467/audio-fil-du-lundi-26-fevrier-2018>

Moulier, Melle, Isabelle, 2008, « L'emploi de la force par la Turquie contre le parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) dans le nord de l'Iraq », Dans Annuaire français de droit international, volume 54, p.143-172.

Münster, Anna, 2014, « Transnational Islam in Russia and Crimea », dans Chatham House, Russia and Eurasia Programme, November 2014, consulté en 2019, URL <https://www.chathamhouse.org/publication/transnational-islam-russia-and-crimea>

NATO review, 2012, « Turkey: interview with Defence Minister Yilmaz », consulté en 2019, URL <https://www.nato.int/docu/review/2012/Turkey-Greece/Turkey-Defence-Yilmaz/EN/index.htm>

NATO review, 2004, « Right time, right place: Recep Tayyip Erdoğan sets out his vision for both NATO and Turkey on the eve of the Alliance's Istanbul Summit », consulté en 2019, URL <https://www.nato.int/docu/review/2004/Before-Istambul/Right-time-right-place/EN/index.htm>

Nye, S., Joseph Jr, 1990, « Soft power », dans Foreign Policy, no 80, p.153-171.

Öktem, Emre, 2013, « Réformes constitutionnelles et démocratisation », dans Vingt ans de changements en Turquie (1992-2012), sous la direction de Jean Marcou et Füsün Türkmen, L'Harmattan, [version kindle].

Oil & gas journal, 2005, «Gazprom to buy controlling stake in Sibneft», le 29 septembre 2005, consulté en 2019, URL <https://www.ogj.com/articles/2005/09/gazprom-to-buy-controlling-stake-in-sibneft.html>

Öniş, Ziya et Yılmaz, Şuhnaz, 2016, «Turkey and Russian in a shifting global order : cooperation, conflit and asymmetric interdependence in a turbulent region», dans Third World Quarterly, volume 37, numéro 1, p.71-95.

Özcan, Nihat Ali & Özdamar, 2010, Özgür, « Uneasy Neighbors: Turkey-Iranian Relations since the 1979 Islamic Revolution » dans Middle East Policy, vol 17, no 3, p.101-117, fall 2010.

Özcan, Yılmaz, 2014, « Ankara contre Téhéran », dans Politique Étrangère, numéro 3, p.121-131.

ONU, 2011, La situation en Jamahiriya arabe libyenne, S/RES/1973 (2011), 17 mars.

ONU, 2013, La situation au Moyen-Orient, S/RES/2118 (2013), 27 septembre.

Panetier, Jules, 2015, « les 5 raisons de l'intervention russe en Syrie » dans Le poing, n 20, 22 novembre 2015, consulté en 2018, URL <http://www.lepoing.net/les-cinq-raisons-de-lintervention-russe-en-syrie/>

Perspective Monde, N.D., « Mouvement de contestation populaire en Turquie », consulté en 2018, URL <http://perspective.usherbrooke.ca/bilan/servlet/BMEve?codeEve=1193>

Perspective Monde, 2017, « Syrie », Consulté en 2017, URL <http://perspective.usherbrooke.ca/bilan/pays/SYR/fr.html>

Pichon, Frédéric, 2013, « La Syrie, Quel enjeu pour la Russie? », dans Institut français des relations internationales (IFRI), Politique étrangère, vol 1/printemps, p.107-118.

Pierret, Thomas, 2014, « La Syrie : L'islam dans la révolution », dans Politique étrangère, numéro 4, p.879-891, consulté en 2019, URL <https://www.cairn.info/revue-politique-etrangere-2011-4-page-879.html>

Pierson, Paul, 2004, «Politics in time», Princeton university press.

Peterseim, Locke, N.D., « Yevgeny Primakov, N.D., consulté en 2019, URL <https://www.britannica.com/biography/Yevgeny-Primakov>

President of Russia, 2005, «Interview to Fox news channel (É.-U.)», 17 septembre 2005, consulté en 2018, URL <http://en.kremlin.ru/events/president/transcripts/23178>

President of Russia, 2014, « Presidential Address to the Federal Assembly », 4 décembre 2014, consulté en 2019, URL <http://en.kremlin.ru/events/president/news/47173>

President of Russia, 2018, «Interview to American TV channel NBC», 2 mars 2018, consulté en 2018, URL <http://en.kremlin.ru/events/president/news/57027>

President of Russia, 2018, «Interview to Russia Today TV Channel», 11 novembre 2018, consulté en 2018, URL <http://en.kremlin.ru/events/president/news/59091>

Proedrou, Filippos, 2017, «Why Russian gas diplomacy fails: the geopolitics-energy nexus in Ukraine and Turkey», dans Asia Europe Journal, mars 2017, Volume 15, numéro 1, p.21-37.



Prou, Michel, 2013, « De la guerre civile en Libye au printemps islamique arabe ... Où l'odeur du jasmin se mêle à celle de la poudre », Éditions Harmattan, Paris.

Radio-Canada, 2015, « La Turquie abat un avion de chasse russe », le 24 novembre 2015, consulté en 2015, URL <http://ici.radio-canada.ca/nouvelles/international/2015/11/24/001-avion-russe-abattu-turquie-syrie-violation-espace-aerien-pilotes-parachutes.shtml>

Radio-Canada, 2015, « Qui sont les pays de la coalition contre l'État islamique? », 12 mai 2015, consulté en 2018, URL <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/687587/pays-membres-coalition-contre-etat-islamique-militaire-aide-humanitaire>

Radio-Canada, 2016, « Le premier ministre turc Ahmet Davutoglu annonce sa démission », 5 mai 2016, consulté en 2018, URL <http://ici.radio-canada.ca/nouvelle/779793/ahmet-davutoglu-reccep-tayyip-erdogan-demission-premier-ministre>

Radio-Canada, 2017, « Après les accusations de nazisme à l'endroit de l'Europe, Erdogan passe aux menaces », le 22 mars 2017, consulté en 2018 URL <http://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1023687/turquie-president-recep-tayyip-erdogan-union-europenne-europe>

Radio-Canada, 2018, « L'horreur s'installe à demeure en banlieue de Damas », 21 février 2018, consulté en 2019, URL <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1085021/horreur-banlieue-damas-ghouta-syrie-morts>

Radio Free Europe, 2009, « The August Syndrome », 31 juillet 2009, consulté en 2018, URL [https://www.rferl.org/a/The\\_August\\_Syndrome/1790106.html](https://www.rferl.org/a/The_August_Syndrome/1790106.html)

Radio Free Europe, 2015, « Power Vertical, Briefing : Putin plays the Syria Cards », 7 septembre 2015, consulté en 2019, URL <https://www.rferl.org/a/27230911.html>

Radio Free Europe<sup>a</sup>, 2017, «Ankara Summons U.S. Ambassador In Dispute Over Washington Brawl», 22 mai 2017, consulté en 2018, URL <https://www.rferl.org/a/turkey-washington-brawl-bodyguards-protesters-erdogan/28502898.html>

Radio Free Europe<sup>b</sup>, 2017, «Erdogan Pledges Support for Ukraine's Territorial Integrity During Kyiv Visit», 10 octobre 2017, consulté en 2019, URL <https://www.rferl.org/a/ukraine-turkey-erdogan-visit-poroshenko-meeting/28782936.html>

Radio Free Europe<sup>c</sup>, 2017, «Putin Cancels Some Sanctions Against Turkey», 31 mai 2017, consulté en 2018, URL <https://www.rferl.org/a/putin-cancels-turkey-sanctions/28520628.html>

Radio Free Europe<sup>d</sup>, 2017, «Relative Calm Reported in Syria Safe Zones After Deal Comes Into Force», 6 mai 2017, consulté en 2018, URL <https://www.rferl.org/a/syria-safe-zones-relative-calm-reported-russia-iran-turkey/28471529.html>

Radio Free Europe<sup>e</sup>, 2017, « The ‘Russophobia Weapon’ », 9 mai 2017, consulté en 2018, URL <https://www.rferl.org/a/the-russophobia-weapon/28476678.html>

Radio Free Europe<sup>a</sup>, 2018, « Putin, Erdogan Mark Key Phase In TurkStream Pipeline », 19 novembre 2018, consulté en 2019, URL <https://www.rferl.org/a/putin-erdogan-turkstream-pipeline-key-phase/29609110.html>

Radio Free Europe<sup>b</sup>, 2018, «Turkey Boosts Military Presence In Syria As Erdogan, Trump Discuss U.S. Pullout», 23 décembre 2018, consulté en 2018, URL <https://www.rferl.org/a/turkey-boosts-military-presence-in-syria-as-erdogan-trump-discuss-u-s-pullout/29672333.html>

Radio Free Europe<sup>c</sup>, 2018, « Turkey To Start Installing Russian S-400 Missile Systems In October 2019 », 25 octobre 2018, consulté en 2019, URL <https://www.rferl.org/a/turkey-to-start-installing-russian-s-400-missile-systems-in-october-2019/29563340.html>

Radio Free Europe<sup>d</sup>, 2018, « U.S.-Turkish Joint Patrols To Begin Soon In Syria's Manbij Area », 22 octobre 2018, consulté en 2019, URL <https://www.rferl.org/a/u-s--turkish-joint-patrols-to-begin-soon-in-syria-s-manbij-area/29556880.html>

Ray, Colin 2006, «Constructivist Institutionalism», dans *The Oxford handbook of Political Institutions*, sous la direction de R.A.W. Rhodes, Sarah A. Binder et Bert A. Rockman, Oxford University Press.

Rebière, Noémie, 2014, « De la Caspienne à la Turquie : les enjeux du corridor gazier sud-européen ». Dans Hérodote, volume 4, numéro 155, p.80-97.

Reuters, 2019, « Turkey says Russian S-400 defense system purchase done deal », 26 février 2019, consulté en 2019, URL <https://www.reuters.com/article/us-turkey-russia-missiles/turkey-says-russian-s-400-defense-system-purchase-done-deal-idUSKCN1QF1CT>

Roy, Allison, 2013, «Russia and Syria: explaining alignment with a regime in crisis», dans *International Affairs*, vol. 81, no. 4, p.795-823, juillet 2013.

Russell, John, 2010, «Kadryrov's strategy against extremist in Chechnya», dans *Russia and Islam: State, Society and Radicalism* sous la direction de Roland Dannreuther et Luke March, Routledge.

Sanders, Elizabeth, 2006, « *Historical Institutionalism* », dans *The Oxford handbook of Political Institutions*, sous la direction de R.A.W. Rhodes, Sarah A. Binder et Bert A. Rockman, Oxford University Press.

Sawra, Richard, 2008, «Myth and democratic identity in Russia», dans Democracy and myth in Russia and Eastern Europe, sous la Direction d'Alexander Wöll et Harald Wydra, Routledge, 2008. Shlapentokh, Dimitry, «Alexander Dugin's Views on the Middle East», dans Space and Polity, vol 12, no 2, Août 2008.

Schalck, Christophe, 2011, « Le développement énergétique en Turquie : quels effets en attendre ? » Dans Revue Management & Avenir, numéro 42, volume 2, p.328-340.

Sharif, M., Sardar et Towfiq, Said Khalid, 2015, « Erbil-Ankara Relations: Paradoxes, Challenges and Harmonization », dans Arab Center for Research & Policy Studies, June 2015, consulté en 2018, URL [https://www.dohainstitute.org/en/lists/ACRPS-PDFDocumentLibrary/ErbilAnkara\\_Axis\\_March\\_2016\\_Version\\_Sharif\\_and\\_Towfiq.pdf](https://www.dohainstitute.org/en/lists/ACRPS-PDFDocumentLibrary/ErbilAnkara_Axis_March_2016_Version_Sharif_and_Towfiq.pdf)

Singh, Robert, 2012, « Barack Obama's Post-American Foreign Policy : The limiys of Engagement », Bloomsbury.

Stockholm International Peace Research Institution (SPRI), 2018, « SIPRI Military Expenditure Database », consulté en 2019, URL <https://www.sipri.org/databases/milex>

Stockholm International Peace Research Institution (SPRI)<sup>a</sup>, 2019, « TIVof arms exports from the top 50 largest exporters 2011-2017 », 2 mars 2019, consulté en 2019, URL <https://www.sipri.org/databases/armstransfer>

Stockholm International Peace Research Institution (SPRI)<sup>b</sup>, 2019, « TIVof arms imports from the top 50 largest importers 2011-2017», 2 mars 2019, consulté en 2019, URL <https://www.sipri.org/databases/armstransfer>

Sorhun, Engin, 2013, « Arab Spring vs Zero problems Policy: Impact of the Arab Spring on the trade expansion of Turkey », Dans International Journal of Research in Business and Social Science. Vol. 2, no. 4, p.21-37.

Stubbs, Jack et Solovyov, Dmitry, 2016, « Kremlin says Turkey apologized for shooting down Russian jet», dans Reuters, 27 juin 2016, consulté en 2019, URL <https://www.reuters.com/article/us-russia-turkey-jet-idUSKCN0ZD1PR>

Şule Can, 2017, « The Syrian Civil War, sectarianism and political change at the Turkish–Syrian Border», dans Social Anthropology. Vol 25, no. 2, mai 2017, p.174-189.

Suchkov, A., Maxim, 2017, «Russia and the Arab Spring : Changing narrative and Implications for Regional Policies », dans Arab Center for Research & Policy Studies, Research Papers, December 2017.

Syrian Observatory for Humans Rights, 2018, « Coverages », 12 mars 2018, consulté en 2018 URL <http://www.syriahr.com/en/?p=86573>

TASS Russian news academy, 2018, «Russia calls to sign memorandum on cooperation between EAEU and BSEC», 14 décembre 2018, consulté en 2019, URL <http://tass.com/economy/1035997>

Tcherviakov, Melnik, Alexandre, 1998, « La réforme militaire en Russie», dans Politique étrangère, vol. 59 no. 2, p.407-418.

Tejel, Jordi, 2014, « les paradoxes du printemps kurde en Syrie », dans Institut français des relations internationales (IFRI), numéro 2, p.51-61.

Terpan, Fabien, 2009, « La Turquie et la politique étrangère et de sécurité commune de l'Union européenne », dans Politique européenne, numéro 29, volume 3, p.83-102.

The Ministry of Foreign Affairs of the Russian Federation, 2014, «Военная доктрина Российской Федерации», consulté en 2018, URL [http://www.mid.ru/foreign\\_policy/official\\_documents/-/asset\\_publisher/CptICkB6BZ29/content/id/589760](http://www.mid.ru/foreign_policy/official_documents/-/asset_publisher/CptICkB6BZ29/content/id/589760)

The Ministry of Foreign Affairs of the Russian Federation, 2015, «Foreign Minister Sergey Lavrov's interview to Zvezda TV channel», December 30, 2015, consulté en 2018, URL [http://www.mid.ru/en/foreign\\_policy/official\\_documents/-/asset\\_publisher/CptICkB6BZ29/content/id/589768](http://www.mid.ru/en/foreign_policy/official_documents/-/asset_publisher/CptICkB6BZ29/content/id/589768)

The Ministry of Foreign Affairs of the Russian Federation, 2015, «NATIONAL SECURITY CONCEPT OF THE RUSSIAN FEDERATION», 30 December 2015, consulté en 2018, URL [http://www.mid.ru/en/web/guest/meropriyatiya\\_s\\_uchastiem\\_ministra/-/asset\\_publisher/xK1BhB2bUjd3/content/id/2004143](http://www.mid.ru/en/web/guest/meropriyatiya_s_uchastiem_ministra/-/asset_publisher/xK1BhB2bUjd3/content/id/2004143)

The National, 2009, « Qatar seeks gas pipeline to Turkey», 26 août 2009, consulté en 2018, URL <https://www.thenational.ae/business/qatar-seeks-gas-pipeline-to-turkey-1.520795>

The Times of Israël<sup>a</sup>, 2019, « Amir Eshel : seule la Russie fera sortir l'Iran de Syrie », 29 janvier 2019, consulté en 2019, URL <https://fr.timesofisrael.com/amir-eshel-seule-la-russie-fera-sortir-liran-de-syrie/>

The Times of Israël<sup>b</sup>, 2019, « Netanyahu rencontre des responsables russes pour éviter des « frictions » en Syrie », 30 janvier 2019, consulté en 2019, URL <https://fr.timesofisrael.com/netanyahu-rencontre-des-responsables-russes-pour-eviter-des-frictions-en-syrie/>

Thermes, Clément, 2014, « Puissance russe au Moyen-Orient : retour ou déclin inéluctable ? », dans Institut de recherche stratégique de l'École militaire, numéro 35.

Thowhidul Islam, 2016, «Turkey's AKP Foreign Policy toward Syria: shifting policy during the Arab », dans Spring International Journal on World Peace, mars 2016, vol. 33, no. 1 p.7-41.

Tsygankov, P., Andrei, 2010, «Russia's Foreign Policy: Change and Continuity in National Identity», Second Edition, Rowman & Little field Publishers.

Tsygankov, P., Andrei, 2009, «Russia in Global Governance: Multipolarity or Multilateralism? », dans Contemporary Global Governance: Multipolarity vs New Discourses on Global Governance, p.51-62, consulté en 2019, URL [https://www.academia.edu/3045113/Russia\\_in\\_global\\_governance\\_multipolarity\\_or\\_multilateralism](https://www.academia.edu/3045113/Russia_in_global_governance_multipolarity_or_multilateralism)

Turkish Minute, 2018, «Turkey considering Russian invitation for Vostok 2018 military exercise », le 9 septembre 2018, consulté en 2018, URL <https://www.turkishminute.com/2018/09/09/turkey-considering-russian-invitation-for-vostok-2018-military-exercise/>

Turkish Statistical Institute, 2017, « Main Statistics », consulté en 2018, URL <http://www.turkstat.gov.tr/UstMenu.do?metod=temelist>

Tüysüzoğlu, Göktürk, 2014, « Strategic Depth: A Neo-Ottomanist Interpretation of Turkish Eurasianism », dans Meditarrean Quarterly, Spring 2014, consulté en 2018, URL <https://read.dukeupress.edu/mediterranean-quarterly/article-abstract/25/2/85/1878/Strategic-Depth-A-Neo-Ottomanist-Interpretation-of>

United Nations General Assembly, 2014, « Turkey 69th session with Recep Tayyip Erdoğan », 24 septembre 2014, consulté en 2018, URL <https://gadebate.un.org/en/69/turkey>

United Nations General Assembly, 2015, « Russian Federation 70th session with Vladimir Putin », 28 septembre 2015, consulté en 2018, URL <https://gadebate.un.org/en/70/russian-federation>

United Nations General Assembly, 2016, « Russian Federation 71th with Sergey Lavrov », 23 septembre 2016, consulté en 2018, URL <https://gadebate.un.org/en/71/russian-federation>

United Nations General Assembly<sup>a</sup>, 2017 « Russian Federation 72th with Sergey Lavrov », 21 septembre 2017, consulté en 2018, URL <https://gadebate.un.org/en/72/russian-federation>

United Nations General Assembly<sup>b</sup>, 2017, « Turkey 72th session with Recep Tayyip Erdoğan », 19 septembre 2017, consulté en 2018, URL <https://gadebate.un.org/en/72/turkey>

United Nations General Assembly<sup>a</sup>, 2018, « Russian Federation 73th with Sergey Lavrov », 28 septembre 2018, consulté en 2018, URL <https://gadebate.un.org/en/73/russian-federation>

United Nations General Assembly<sup>b</sup>, 2018, « Turkey 73th session with Recep Tayyip Erdoğan », 25 septembre 2018, consulté en 2018, URL <https://gadebate.un.org/en/73/turkey>

Ünsaldi, Levent, 2008, « Du rôle politique de l'armée en Turquie », Dans Revue Tiers Monde, vol. 2 no. 194, p.261-279.

Ünsaldi, Levent, 2013, « Entre le néolibéralisme et la morale, la conception musulmane du développement en Turquie », Dans Revue internationale de Politique de Développement, p.173-187.



Universalis<sup>a</sup>, N.D. « RUSSIE FÉDÉRATION DE, *chronologie contemporaine* », consulté en 2018, URL [www.universalis-edu.com.ezproxy.usherbrooke.ca/chronologie/federation-de-russie/](http://www.universalis-edu.com.ezproxy.usherbrooke.ca/chronologie/federation-de-russie/)

Universalis<sup>b</sup>, N.D. « TURQUIE, *chronologie contemporaine* », dans *Encyclopædia Universalis*, consulté en 2018, URL <http://www.universalis-edu.com.ezproxy.usherbrooke.ca/chronologie/turquie/>

Valter, Stéphane, 2017, « Islamics forces in the Syrian Conflict: Doctrinal Deficit and Military Radicalisation », dans *Singapore Middle East Papers*, no 18, mars 2017, p.1-29.

Van dam, Nikoloas, 2017, «Destroying a nation / The civil war in Syria». Tauris [version kindle].

Vardar, Denis, 2005, « La démocratie turque à l'épreuve des exigences de l'Union européenne », Dans *Faire de la politique comparée : les terrains du comparatisme*, sous la direction de Nadal, Emmanuel., Marty, Marianne et Thiriot, Céline, p.317-332.

Verez, Jean-Claude et Chaponnière, Jean-Raphaël, 2005, « Turquie et Union européenne : un défi réciproque », Ellipses.

Verkhovsky, Alexander, 2010, «Russian approaches to radicalism and extremism as applied to nationalism and religion», dans *Russia and Islam: State, Society and Radicalism* sous la direction de Roland Dannreuther et Luke March, Routledge.

Vernant, Jacques, 1965, « Le développement du “non-alignement” au Moyen-Orient », dans *Politique étrangère*, numéro 4-5, 30<sup>è</sup> année.

Wickett, Xenia et Parakilas, Jacob, 2016, « Transatlantic Rifts : Averting a Turkey/Russia Conflict », dans *Chatham House, É.-U. and Americas Programme*, 5 août 2016, URL <https://www.chathamhouse.org/publication/transatlantic-rifts-averting-turkey-russia-conflict>

Wilkin, Peter, 2018, «Symposium: Populisms in the World-System», Dans Journal of World-System Research, vol 24, issue 2, consulté en 2018, URL <https://jwsr.pitt.edu/ojs/index.php/jwsr>

Wong, Edward, Krauss, Clifford, 2019, «U.S. Moves to Stop All Nations From Buying Iranian Oil, but China Is Defiant», dans The New York Times, 22 avril 2019, consulté en 2019, URL <https://www.nytimes.com/2019/04/22/world/middleeast/us-iran-oil-sanctions-.html>

World Bank Group, 2017, «World Development Indicators 2017», consulté en 2017, URL <https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/26447>

World Bank Group, 2018, «World Development Indicators 2018», consulté en 2019, URL <https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/26447>

Yavuz, Hakan, 2009, «Secularism and Muslim democracy in Turkey», University Press.

Yavuz, Hakan, M., Özcan, Ali Nihat, 2007, «Crisis in Turkey: the conflict of political languages», dans Middle East Policy, fall 2007, vol 16, no. 3 p.108-135.

Yavuz, Hakan M. et Özcan Ali Nihat, 2015, «Turkish Democracy and the Kurdish Question», dans Middle East Policy, winter 2015, vol. 22, no. 4, p.73-87.

Yemelianova, Galina, 2010, «Divergent trends of Islamic radicalization in Muslim Russia», dans Russia and Islam: State, Society and Radicalism sous la direction de Roland Dannreuther et Luke March, Routledge.

Yukleyen, 2010, « State Policies and Islam in Europe: Milli Görüs, in Germany and the Netherlands », Dans Journal of Ethnic and Migration Studies, march 2010, vol. 36, no. 3, p. 445-463.

Zerrouky, Madjid, 2017, « Guerre en Syrie : que contient l'accord d'Astana ? », dans Le Monde, 5 mai 2017, URL [https://www.lemonde.fr/syrie/article/2017/05/05/guerre-en-syrie-que-contient-l-accord-d-astana\\_5123198\\_1618247.html](https://www.lemonde.fr/syrie/article/2017/05/05/guerre-en-syrie-que-contient-l-accord-d-astana_5123198_1618247.html)

## **Annexe A : Méthodologie du graphique 1**

### **Période :**

Du 1er janvier 2011 au 31 décembre 2017

Chaque année débutant du 1 janvier finissant au 31 décembre

### **Médias sélectionnés sur Eureka.cc :**

ICI Radio-Canada Télé - Les coulisses du pouvoir

ICI Radio-Canada Télé - Second regard

ICI Radio-Canada - Le Radiojournal

ICI Radio-Canada Télé - Enquête

ICI Radio-Canada Télé - Le Téléjournal

ICI Radio-Canada Télé - Une heure sur Terre

ICI Radio-Canada - Nouvelles (site web)

ICI Radio-Canada - Grand Montréal (site web)

### **Graphique A : Guerres civiles, conflits et révolutions arabes sur les plateformes de Radio-Canada (via Eureka.cc)**

x= année, y= nombres de documents repérés

### **Mots clés choisis :**

Une troncature similaire a été utilisée pour les quatre recherches.

**Pour le conflit libyen :** "conflit en Libye" ou "guerre civile libyenne" ou "guerre en Libye" ou "révolution libyenne" (dans tout le texte)  
ou "conflit en Libye" "guerre civile libyenne" ou "guerre en Libye" ou "révolution libyenne" (dans le titre)

**Concernant la guerre civile au Yémen :** "conflit au Yémen" ou "guerre civile yéménite" ou "guerre au Yémen" ou "révolution yéménite" (dans tout le texte)  
ou "conflit au Yémen" "guerre civile yéménite" ou "guerre au Yémen" ou "révolution yéménite" (dans le titre)

**Pour la Syrie :** "conflit syrien" ou "guerre en Syrie" ou "guerre civile syrienne" ou "révolution syrienne" (dans tout le texte) ou  
"conflit syrien" ou "guerre en Syrie" ou "guerre civile syrienne" ou "révolution syrienne" (dans le titre)

**Enfin, la recherche du Soudan :** "conflit au soudan" ou "guerre civile sud-soudanaise" ou "guerre au soudan" ou "contestation au Soudan" (dans tout le texte)  
ou "conflit au soudan" ou "guerre civile sud-soudanaise" ou "guerre au soudan" ou "contestation au Soudan" (dans le titre).

**Lignes de codage :**

TIT\_HEAD= "révolution libyenne"| TEXT= "révolution libyenne"| TIT\_HEAD= "guerre en Libye"| TEXT= "guerre en Libye"| TIT\_HEAD= "conflit libyen"| TEXT= "conflit en Libye"| TEXT= "guerre civile libyenne"| TIT\_HEAD= "guerre civile libyenne"

TIT\_HEAD= "révolution yéménite"| TEXT= "guerre au Yémen"| TEXT= "révolution yéménite"| TIT\_HEAD= "conflit au Yémen"| TEXT= "conflit au Yémen"| TEXT= "guerre au Yémen"| TIT\_HEAD= "guerre au Yémen"| TEXT= "guerre civile yéménite"| TIT\_HEAD= "guerre civile yéménite"

TIT\_HEAD= "révolution syrienne"| TEXT= "révolution syrienne" | TEXT= "guerre en Syrie"| TIT\_HEAD= "guerre en Syrie"| TIT\_HEAD= "conflit syrien" | TEXT= "conflit syrien" | TEXT= "guerre civile syrienne" | TIT\_HEAD= "guerre civile syrienne"

TIT\_HEAD= "conflit au soudan"| TEXT= "conflit au Soudan"| TEXT= "contestation au Soudan"|  
TIT\_HEAD= " guerre civile sud-soudanaise "| TIT\_HEAD= " contestation au Soudan "| TEXT=  
" guerre civile sud-soudanaise "| TEXT= "guerre au Soudan"| TIT\_HEAD= "guerre au soudan"

### **Résultats des recherches :**

**Pour les abréviations du conflit en Libye** ("conflit au Yémen" ou "guerre civile yéménite" ou "guerre au Yémen" ou "révolution libyenne")

**Total : 71 documents**

**2011 : 61 documents**

**2012 : 6 documents**

**2013 : 2 documents**

**2014 : 1 document**

**2015 : 1 document**

**2016 : 0 document**

**2017 : 0 document**

**Pour les abréviations du conflit au Yémen** ("conflit au Yémen" ou "guerre civile yéménite" ou "guerre au Yémen" ou "révolution yéménite")

**Total : 43 documents**

**2011 : 2 documents**

**2012 : 0 document**

**2013 : 0 document**

**2014 : 0 document**

**2015 : 6 documents**

**2016 : 10 documents**

**2017 : 25 documents**

**Pour les abréviations du conflit syrien** ("conflit syrien" ou "guerre en Syrie" ou "guerre civile syrienne" ou "révolution syrienne")

**Total : 832 documents**

**2011 : 25 documents**

**2012 : 115 documents**

**2013 : 282 documents**

**2014 : 79 documents**

**2015 : 87 documents**

**2016 : 133 documents**

**2017 : 111 documents**

**Pour les abréviations du conflit au Soudan** ("conflit au Soudan" ou "guerre civile soudanaise" ou "guerre au Soudan" ou "contestation au Soudan")

**Total : 16 documents**

**2011 : 1 document**

**2012 : 2 documents**

**2013 : 1 document**

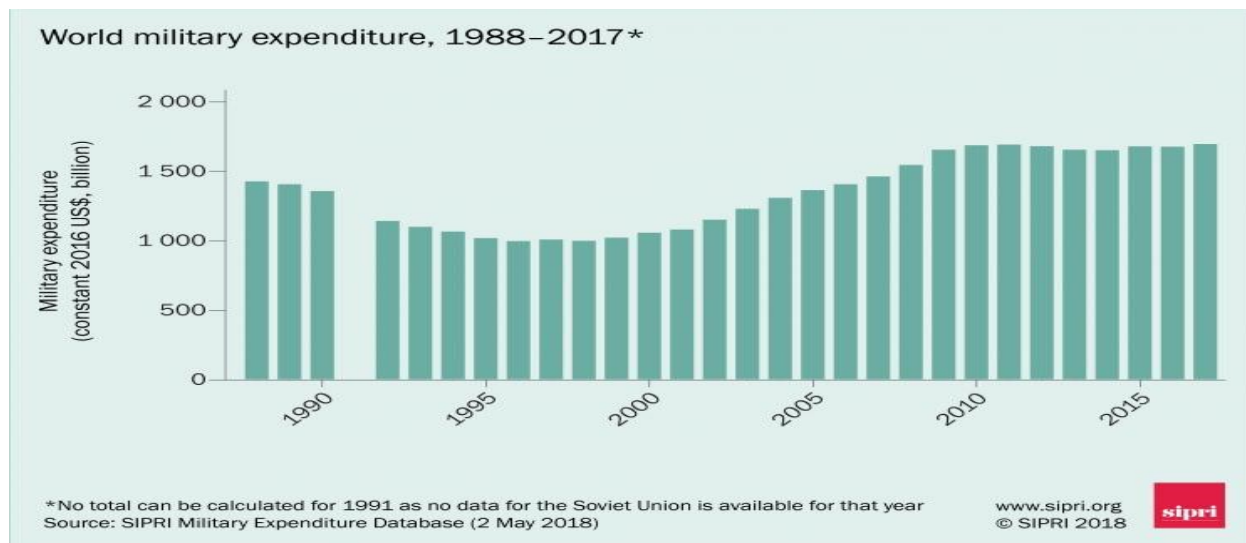
**2014 : 4 documents**

**2015 : 0 document**

**2016 : 3 documents**

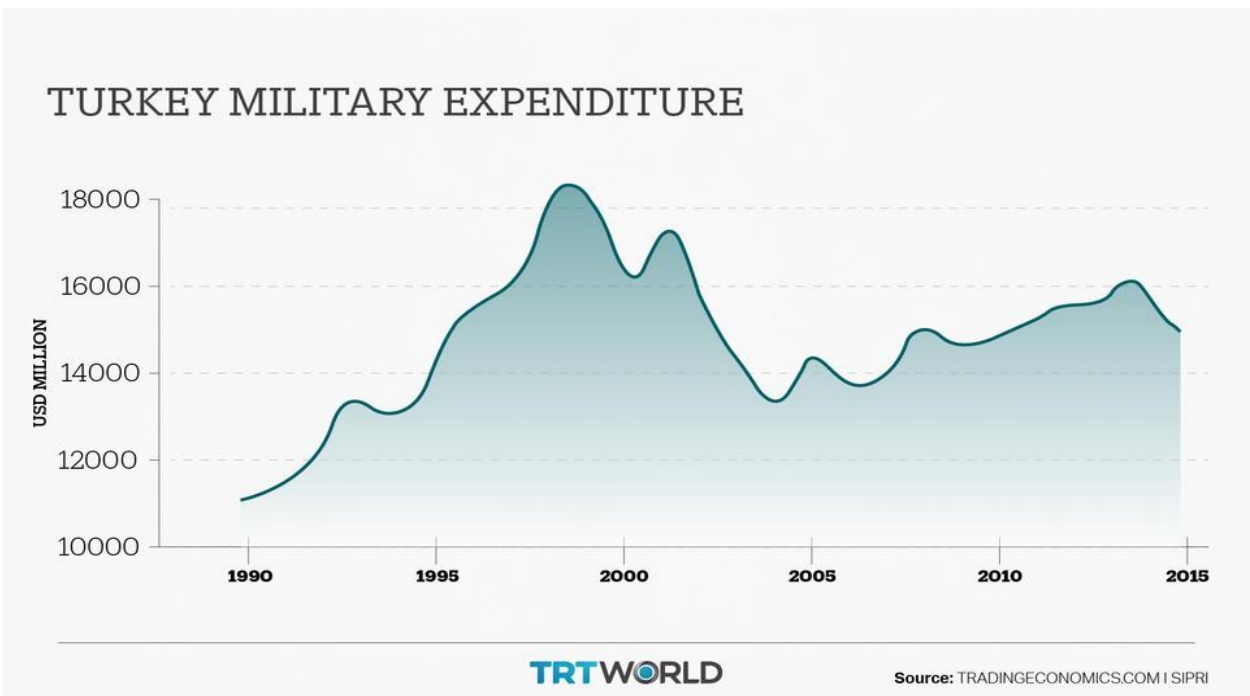
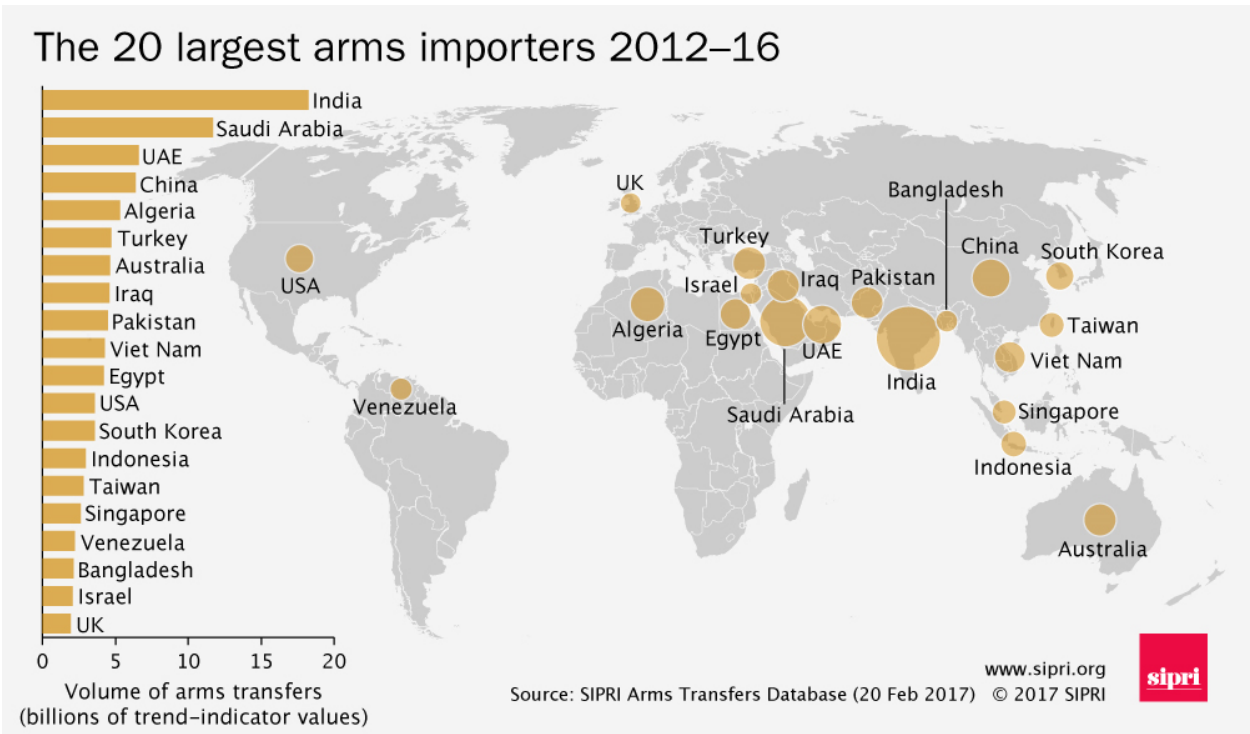
**2017 : 5 documents**

## Annexe B : Sommaire des dépenses militaires russes





Annexe C : Sommaire des dépenses militaires turques



## Annexe D : Les relations commerciales entre la Turquie et la Russie de 2009 à 2018

**Tableau 1 : Exportations turques vers la Russie de 2009 à 2018**

Années	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2017	2018
Valeurs en milliers américains	4 628 153	5 992 633	6 680 777	6 964 209	5 943 014	3 588 331	1 732 954	2 734 316	3 400 139

(Source : Turkish statistical institute 2018)

**Tableau 2 : Importations russe vers la Turquie de 2009 à 2018**

Années	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2017	2018
Valeurs en milliers américains	21 600 641	23 952 914	26 625 286	25 064 214	25 288 597	20 401 757	15 162 386	19 514 094	21 989 606

(Source : Turkish statistical institute 2018)